

LA

RÉGLEMENTATION MINIÈRE EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 9 Juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

A. DE LAFAULOTTE

Président : M. LESŒUR, professeur
Suffragants { *MM. BERTHÉLÉMY, professeur*
 { *ROLLAND, agrégé.*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
André MON LAROSE & FORCEL
LÉON TENIN, Directeur
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1921

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

RÉGLEMENTATION MINIÈRE

EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 9 Juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

A. DE LAFAULOTTE



Président : M. LESŒUR, professeur

Suffragants { *MM. BERTHÉLÉMY, professeur*
ROLLAND, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

André MAISON LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'Indo-Chine se compose de cinq pays : la Cochinchine, le Cambodge, le Laos, l'Annam et le Tonkin. Mais ces diverses régions sont loin de présenter un égal intérêt au point de vue minier.

La Cochinchine est essentiellement agricole ; on n'y a pas découvert jusqu'ici de gisements importants ; récemment quelques poches de phosphate de chaux ont été signalées dans les environs de Ha-Tien.

Le Cambodge est un peu mieux partagé ; il possède une mine de pierres précieuses — saphirs et rubis —, la mine de Phai-Linh située à 60 kilomètres au S. O. de Battambang sur la frontière du Siam. Elle est exploitée par une colonie birmane à qui elle avait été concédée par le Gouvernement siamois, avant la cession de Battambang à la France. Fort prospère il y a une vingtaine d'années, ses résultats sont de moins en moins brillants ; il semble qu'elle soit sur son déclin.

Il est actuellement question de la mise en exploitation de la mine de fer du Phnom-Dek, sise à 70 kilomètres au nord de Kompong-Thom. Elle avait déjà été signalée et étudiée par Fuchs en 1882 dans son *Mémoire sur l'explo-*

ration des gites de combustibles et quelques-unes des mines métallifères de l'Indo-Chine.

Des filons de quartz aurifère ont été autrefois traités dans la région de Bar, à 50 kilomètres au nord de Sisophon.

Enfin des amas de phosphorites sont aujourd'hui l'objet de quelques petits travaux dans la province de Kampot : leur utilisation est locale, mais d'un réel intérêt pour l'agriculture.

Au Laos, depuis la conquête, aucun gîte n'a été exploité d'une manière systématique et sur une large échelle. Ceci s'explique parce que la main-d'œuvre est d'un recrutement très difficile et que les moyens de transport font défaut. C'est à ce point que les années dernières, l'on devait envoyer de la Côte d'Annam par colis postaux certaines pièces de fer nécessaires au montage d'une drague et qui n'avaient pu arriver par le Mékong à la saison des hautes eaux. Le Mékong est un fleuve à rapides et dès lors à peu près inutilisable. Cette situation est en voie d'amélioration : des routes de pénétration de l'Annam au Laos sont en construction (Vinh à Hin-Bun ; Quang-Tri à Savannakhet). Du jour où le problème des moyens de communication sera résolu, le Laos pourra peut-être prendre un développement remarquable, car il paraît fortement minéralisé. On y trouve notamment des gisements d'étain et d'or, exploités par les indigènes. L'étain se rencontre dans la contrée de Hin-Bun : sa production annuelle est de 10 à 15 tonnes. Elle est achetée par des commerçants chinois établis à Pak-Hin-Bun, qui l'expédient sur le Siam. Quant à l'or, il

se présente soit sous la forme d'alluvions ; alluvions *actuelles* dans le lit du bief supérieur du Mékoug ; alluvions à *cimentées* dans les parages de Dong-Kien et de Hat-Kam ; alluvions à *flanc de coteau* dans le massif de Pou-luong ; soit sous la forme de filons, à Bokham (Stungtuong) et à Kontum (Attopeu).

En Annam jusqu'à une date toute récente, il y avait deux mines en exploitation : la mine de charbon de Nong-Son et la mine d'or de Bong-Mieu ; elles ont dû fermer par suite des difficultés de transports. Mais un chemin de fer partant de Tourane vers le sud a été étudié, il passerait près de Nong-Son et l'on peut espérer que Nong-Son et Bong-Mieu retrouveront une prospérité nouvelle.

La mine de Nong-Son est située à 65 kilomètres au S. O. de Tourane. Le transport de ses produits s'effectuait au sampan par le Son-Thu-Bong et la rivière de Tourane en 12 et 15 heures. Nong-Son avait été concédée en 1881 à un Chinois pour une durée de 29 ans par le Gouvernement annamite. Avant l'échéance, elle passa dans des mains françaises et eut des fortunes diverses. Depuis 1906, ses propriétaires se bornèrent à dépouiller les meilleures parties de gisement et abandonnèrent les travaux de reconnaissance engagés par leurs prédécesseurs.

Quant aux mines d'or de Bong-Mieu, elles sont situées à 100 kilomètres S. S. W. de Tourane. Elles furent concédées à des Français vers 1895 ; les résultats ont toujours été médiocres ; le traitement du minerai sur place était très difficile.

En résumé, la Cochinchine, le Cambodge, le Laos et l'Annam ne fournissent qu'un contingent infime dans la production minière mondiale. Il en est différemment du Tonkin : c'est le seul des cinq pays de l'Union indo-chinoise dont le sous-sol ait été réellement prospecté et soit exploité dans de vastes proportions. Ses mines de charbon ont doublé leur production depuis une dizaine d'années : 315.000 tonnes en 1906, 685.000 en 1916. En 1917 et 1918, la progression ne s'était pas maintenue, sans doute à cause de la hausse des frêts et de la pénurie de bateaux qui rendaient l'exportation difficile. Mais elle a repris : 665.443 tonnes en 1919 contre 636.000 en 1918 et surtout en 1920. Quant aux mines métalliques, leur rendement qui était en 1906 de 2.089 tonnes s'est élevé en 1916 à 50.700, se décomposant ainsi : 43.000 tonnes de minerai de zinc ; 932 tonnes de minerai d'étain et de tungstène, et le reste pour les autres métaux. A partir de la guerre sous-marine et comme conséquence de la hausse des frêts, la production des mines de zinc a d'abord été ralentie et bientôt presque arrêtée. Il s'agit en effet d'un minerai d'un prix relativement peu élevé : 400 francs la tonne approximativement, et qui par suite ne peut pas supporter des frais généraux trop lourds. Or le frêt était passé de 45 francs la tonne à 1.200 francs (pour le wolfram) et les assurances avaient décuplé. On est venu au secours des mines de zinc. Tout d'abord la Banque de l'Indo-Chine leur a consenti des avances sur leurs stocks (60 piastres par tonne) de façon à leur permettre de continuer leur exploitation. Mais ces

avances se sont enflées d'elles-mêmes par le fait de la hausse de la piastre qui a monté de 2 francs ou 2 fr. 50 jusqu'à 17 fr. 50. Il s'est ainsi créé une situation périlleuse pour les mines et pour la Banque. Pour l'alléger, le Gouvernement général a eu recours à diverses combinaisons. Il a fait vendre du riz au Japon qui en manquait à un prix relativement bas en stipulant qu'en échange le Japon achèterait du minerai de zinc à un prix déterminé et majoré. Puis il a versé des subventions directes aux mines en compensation de la hausse de la piastre. Comme tous ces palliatifs restaient insuffisants, on a eu l'idée, qui est en voie de réalisation, de faire la métallurgie du zinc sur place. Ce sera sans doute la solution de la crise, le métal étant évidemment en état de supporter des frais de transports plus lourds que le minerai. D'ailleurs les frêts et les assurances baissent rapidement.

Quant aux mines de wolfram, elles ont jusqu'à l'armistice poussé leur production au maximum. C'est qu'en effet, ce métal rare et nécessaire pour les fabrications de guerre, avait atteint des prix énormes, 11.000 francs la tonne suivant la teneur en acide tungstique. Mais la guerre finie, les débouchés se sont trouvés restreints, d'autant qu'une crise a éclaté dans la métallurgie et les mines ont successivement fermé ; il s'agit d'abord de liquider les stocks existants. La tonne de wolfram vaut aujourd'hui 2.200 francs environ.

Actuellement, les mines métallurgiques du Tonkin sont donc en assez fâcheuse posture, sauf celles d'étain, mais il

est permis de penser que la période de réadaptation de la guerre à la paix achevée, elles reprendront leur essor antérieur. L'avenir minier du Tonkin paraît assuré. L'Allemagne s'en était rendu compte et dans les années qui avaient précédé les hostilités, elle s'était efforcée de prendre pied dans le pays. Les Beer et Sondheimer d'une part, la puissante Metallgesellschaft d'autre part, entretenaient au Tonkin des représentants pour l'achat des minerais, mais tout en traitant d'importantes affaires de calamines, on s'efforçait discrètement de faire passer en mains allemandes le contrôle de l'exploitation des grands districts miniers, que l'on faisait visiter par des géologues et des ingénieurs réputés.

Il est intéressant de noter que si c'est seulement depuis une quinzaine d'années que l'Indo-Chine a conquis une place déjà enviable sur le marché minier mondial, son industrie minéralogique a des origines fort lointaines. Bien avant la conquête, de temps immémorial, des gisements très nombreux, soit de combustibles, soit de métaux étaient l'objet d'une certaine exploitation. Il y aurait là une histoire curieuse à faire et peut-être serait-elle possible ; la Cour de Hué possède des archives sans doute assez complètes sur la question, car des redevances en nature lui étaient versées par les exploitants ; mais jusqu'ici elles n'ont pas été dépouillées, du moins d'une façon systématique. On sait quelle source précieuse de renseignements pour l'histoire romaine ont été les livres des cens ; il en pourrait être de même pour les archives de Hué. Grâce à elles, l'on serait peut-être en mesure d'indiquer l'emplacement des divers

gites, l'époque de leur mise en exploitation, les phases de l'extraction, et enfin leur abandon. A défaut de données aussi précises, l'on peut esquisser les lignes générales de l'évolution de l'industrie minière, parce qu'elles sont inscrites dans le sol.

Presque tous les gisements actuellement connus ont été anciennement plus ou moins exploités. Voici des exemples démonstratifs : les puissantes mines de charbon de Hon-Gay qui appartiennent aujourd'hui à la Société des Charbonnages du Tonkin, furent, vers 1865, l'objet de travaux assez importants de la part de Chinois qui ouvrirent des chantiers destinés à fournir aux canonnières de leur pays le combustible nécessaire.

Les mines de zinc de Trangda, propriété d'une Société française depuis 1905, furent autrefois exploitées par des Chinois qui paraissent y avoir recherché la galène. De même des mines de Lang-Hit retrouvées il y a 15 ans.

Dans la région du Pia-Ouac, plus de 16.000 Chinois étaient, avant 1865, occupés à laver des alluvions d'étain ; il semble bien qu'il s'agissait ici d'une main-d'œuvre pénale, c'est-à-dire non rétribuée, sinon les frais de revient eussent été trop élevés par suite des difficultés de traitement de minerais mêlés de wolfram.

Quant aux mines d'or de Bong-Mieu, elles ont été l'objet d'exploitations anciennes importantes pour le compte de la Cour de Hué.

Bref, il n'y a pas de solution de continuité dans l'histoire minière de l'Indo-Chine, c'est-à-dire que les mines ouvertes

aujourd'hui l'avaient déjà été plus ou moins, antérieurement à la conquête. Il faut toutefois noter que vers les années 1865 il y avait eu un arrêt dans les exploitations par suite du développement de la piraterie au Tonkin et des perspectives d'intervention de la part de la France.

Il s'est agi, depuis la conquête, de retrouver les gisements, jadis travaillés, et abandonnés, bien plutôt que d'en chercher de nouveaux. Cette tâche n'était pas aisée parce que d'une part, la brousse envahit et recouvre vite les gîtes délaissés, et que de l'autre les indigènes répugnent à renseigner les prospecteurs. Des superstitions existent chez certains d'entre eux : ils prétendent que c'est détruire les veines de la terre qui a produit la race royale de la dynastie des Lés. En 1729, il se trouve même un roi, Vinh-Khahn Le, qui décréta pour ce motif la fermeture de toutes les mines dans la province de Thanh-Hoa. Ces répugnances des indigènes à fournir des renseignements sur les gîtes jadis exploités vont d'ailleurs en s'atténuant et cèdent à de copieuses offres de piastres.

En résumé, des gisements fort nombreux, plus nombreux que ceux qui le sont aujourd'hui, furent avant l'intervention de la France, plus ou moins travaillés. Il reste à dire par qui et selon quel système. Ce sont surtout les Chinois qui se sont livrés à la recherche et à l'exploitation des gîtes : plomb argentifère, zinc, cuivre, or et étain, quelquefois charbon. Ils étaient remarquables comme prospecteurs et comme mineurs. Ils savaient reconnaître, comme d'instinct, les espaces richement minéralisés et étaient par-

venus à faire des sapèques de zinc sur place par un procédé aujourd'hui perdu.

Quant à la réglementation qui présidait à l'exploitation des gîtes, elle est mal connue et a dû être fort variable selon les époques, ce qui ne saurait nous surprendre, puisque depuis la conquête, soit en moins de 40 ans, trois décrets se sont succédé sur la question.

Au temps de l'occupation de l'Annam et du Tonkin par les Chinois, sous la dynastie des Ming en 1414, les Annamites étaient forcés de travailler aux mines d'or et d'argent, sans rétribution et le métal extrait était envoyé en Chine, Quelque temps plus tard le roi Thai-To, de la dynastie des Ly, usa sur sur une très vaste échelle de ce système, en somme analogue à celui des corvées; de même qu'en Europe certaines classes de sujets étaient astreintes à effectuer les travaux publics pour le compte du Roi et des Seigneurs, de même les Annamites devaient extraire des métaux pour le Prince et l'Etat.

Il semble que le premier roi qui ait autorisé l'exploitation des mines par l'industrie privée fut Du-Tong. En 1708, il établit une liste de redevances à payer pour chaque mine et cet impôt a persisté jusqu'à la conquête par la France. Seuls les Chinois pouvaient obtenir l'autorisation d'exploiter. Diverses conditions, en dehors des redevances, étaient d'ailleurs imposées, c'est ainsi que dans la crainte de troubles, le nombre des Chinois employés dans chaque exploitation ne devait pas dépasser 300. De plus, des agents de l'Empereur de Chine séjournaient sur place de façon à as-

sur la perception des taxes en proportion des produits extraits.

Il semblerait, en définitive, que deux systèmes d'exploitation aient successivement fonctionné. Dans le premier, les indigènes auraient été réquisitionnés et auraient extrait des minerais pour le service du Prince. Naturellement le rendement devait être médiocre, ces travailleurs n'étant pas spécialisés. Dans le second, les gîtes auraient été concédés à charge de redevances. Il est possible que ces deux systèmes aient coexisté et aussi qu'ils n'aient pas été exclusifs. En effet, les ingénieurs qui ont examiné les anciennes exploitations ont été frappés de ce fait que les travaux témoignent d'efforts isolés et dispersés. Ils en ont conclu que les particuliers auraient eu le droit de travailler à leur guise en marge des grandes exploitations. Bref, ils admettent une sorte de droit de glanage similaire à celui qui existe dans certaines contrées de la France pour le blé ; d'une manière spéciale, les diverses tribus sauvages habitant les montagnes de la frontière du Tonkin et les montagnes parallèles à la côte est paraissent avoir été habituées depuis une période très ancienne à extraire des minerais qu'elles portaient dans les différents marchés pour se procurer les articles dont elles avaient besoin. Cette manière de faire est encore pratiquée aujourd'hui par les Moïs-Muongs.

Quoi qu'il en soit, l'on est est ici dans le domaine des conjectures : l'histoire minière de l'Indo-Chine ne devient précise qu'à partir du dernier tiers du xix^e siècle. D'après M. Fuchs, c'est en 1879 que l'attention des Français aurait

été attirée sur les richesses minières de l'Indo-Chine. Des croisières en baie d'Along démontrèrent l'existence de nombreux affleurements dans la région exploitée aujourd'hui par la Société des Charbonages du Tonkin. Mais l'impulsion ne fut vraiment donnée aux recherches minières que par les travaux de la Mission Fuchs et Saladin en 1881. Cependant, la véritable fièvre des prospections date de beaucoup plus tard, après la pacification totale, vers 1898.

Mais au point de vue juridique, la situation ne devint nette qu'à partir du traité de Hué du 6 juin 1884. Dans son article 18, cet acte confiait à la France le soin de diriger et de surveiller l'exploitation des mines en Annam et au Tonkin et d'édicter tous règlements à cet effet.

Une ère nouvelle s'ouvre devant l'industrie minière.

On pourrait y distinguer deux étapes : de 1884 à 1888, pas de législation : l'on vit sous un régime de fait dont les lignes essentielles se trouvent dans un document que nous analyserons par la suite, le Rapport de Lamé-Fleury. Seules quelques mines de charbon sont exploitées, par suite de l'état troublé du pays qui ne permet pas d'investigations dans la brousse, encore donnent-elles des déboires à leurs propriétaires. C'est ainsi que le feu se met à la mine de Nonggson et que Bavier-Chauffour, à qui Hongay avait été concédée par le Gouvernement anamite doit passer la main.

Deuxième étape : de 1888 à nos jours ; l'Indo-Chine est dotée d'une législation minière que nous exposerons et que nous apprécierons dans les pages qui vont suivre.

CHAPITRE PREMIER

LA RÉGLEMENTATION MINIÈRE DEPUIS LA CONQUÊTE

I

Comme l'observe M. Lamé-Fleury dans le Rapport déjà cité, nous nous trouvions, au moment de l'intervention, aussi nettement que possible, en présence d'un état de choses dégagé de toute sujétion, « le roi d'Annam étant originairement le propriétaire du fonds et du tréfonds de son royaume et ne s'étant jamais dessaisi du tréfonds, qui a toujours été défendu contre toute appropriation par les pénalités les plus sévères du Code annamite ». Ceci revient à dire plus simplement que la France se trouvait en face d'un seul partenaire avec qui elle eût à discuter : le roi d'Annam. Et c'est ce qui se fit. Dans l'article 18 du traité du 6 juin 1884, le dit roi prit l'engagement de régler d'accord avec le Gouvernement de la République le régime des mines sises dans ses Etats et s'interdit de disposer d'un gisement quelconque jusqu'à ce que l'entente fût intervenue. Cet engagement de principe, d'une importance capitale, puisqu'il mettait la France en présence d'une « table rase », sauf une seule exception pour la mine de Nong-Son concédée à un Chinois le 12 mars 1881 pour une durée de 29 ans, fut précisé par une Convention du 18 février 1885. Dans ce docu-

ment le roi d'Annam acceptait de soumettre l'exploitation des mines de ses Etats aux réglemens dont l'utilité serait reconnue par le Gouvernement français. La France avait donc les mains libres.

Immédiatement après la signature du traité de Hué, le ministre de la Marine et des Colonies avait constitué une commission chargée d'examiner diverses questions relatives à l'Annam-Tonkin, mais surtout de préparer un projet de règlement sur le régime et l'exploitation des mines de ces deux régions.

Cette commission était composée de MM. Lamé-Fleury, Conseiller d'Etat, inspecteur général des Mines, Président ; Fuchs, ingénieur en chef des Mines, chargé d'une mission au Tonkin en 1881 ; Aguillon, ingénieur en chef, professeur de législation et d'économie industrielle à l'Ecole Supérieure des Mines, etc., etc... Créée par un arrêté du 6 septembre 1884 elle se mit à l'œuvre dès le 15, et en 14 séances elabora un projet de règlement qui contient en germe, et ce n'est pas assez dire, toute la législation minière future de l'Indo-Chine. Il est donc indispensable d'analyser ce document puisqu'il est *initium et caput* des décrets qui se succéderont.

Avant tout, le projet de règlement s'attache à définir ce que comprennent les mines. « Sont considérés comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles, susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissés à la libre

disposition des propriétaires du sol. L'Administration métropolitaine décidera en cas de contestation si la nature d'une substance donne à ses gisements le caractère légal des mines (Art. I.).

Dans le commentaire qu'il a donné de cette disposition, M. Lamé-Fleury se borne à remarquer que la Commission n'a pas innové quant à la classification des substances minérales : elle a suivi la pratique à peu près générale, ne laissant à la libre disposition des propriétaires du sol que les matériaux de construction et les engrais. Il ne semble pas que de sérieuses objections se soient produites contre ce classement. Le Rapporteur prévoit que si des contestations s'élevaient au sujet de la nature d'une substance, elles seraient tranchées par l'Administration et non par la Justice. Ce système est admissible, parce que le débat est simple et qu'il faut aller vite. Mais d'après le projet, le recours se porte devant la Métropole. En 1884, cela pouvait se justifier peut-être : mais il n'en serait plus de même aujourd'hui ; la tutelle de la Métropole s'est sensiblement atténuée ; la décentralisation a gagné du terrain et il est désirable qu'elle en gagne encore. On peut gouverner de loin, mais on n'administre bien que sur place. Il est d'ailleurs à noter que dès le décret du 13 octobre 1888, il n'est plus question de « l'Administration métropolitaine », mais simplement de l'Administration. On s'était rendu compte que le recours à Paris entraînerait de fâcheuses lenteurs, et cela sans avantages, parce que les bureaux métropolitains ne pourraient qu'homologuer les décisions prises sur les lieux.

L'article 2 du projet de règlement n'est que le corollaire de l'article 1^{er} : « Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories : 1^o les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes et d'autres substances métalliques ou précieuses ; 2^o les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ; 3^o les filons ou couches de toutes autres substances ».

Ce sont là des catégories d'ordre scientifique et technique que nous n'avons pas de raisons de discuter. Notons seulement que dans le décret de 1888 les filons et les alluvions sont rapprochés ; ils forment les paragraphes 2 et 3, alors que dans le projet de 1884, ils figurent sous les numéros 1 et 3 ; la distribution de 1888 est plus logique, les mines de combustibles sont plus nettement distinguées. Il y a aussi plus de précision : en 1884, on envisage les filons ou couches de toutes autres substances ; en 1889, de toutes autres substances minérales.

Quant à l'article 3, il est identique dans les deux documents. Il ne donne lieu à aucun commentaire sauf pour l'une de ses dispositions : « des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter dans le même périmètre, des gîtes de catégories différentes ». Il semble que pendant d'assez longues années de 1884 à 1900 environ, les prospecteurs n'aient pas aperçu le remarquable instrument de chantage enfermé dans ce paragraphe ; ils cherchaient alors fortune sur le terrain et non dans les sentiers détournés de

la procédure. Mais à partir de 1900 la situation se modifie totalement et, nous le verrons plus loin, la disposition ci-dessus rappelée devint une source de chicanes interminables et décourageantes pour les exploitants sérieux. « A quoi bon, et comme on l'a écrit, demander à la brousse, au prix de mille fatigues, de révéler ses secrets quand il est possible de les obtenir et d'en bénéficier sans la moindre difficulté en profitant de l'expérience et des efforts du voisin ». (Porion, *Bulletin Financier de l'Indo-Chine*, 1912, p. 199).

Dans le projet de règlement et dans le décret de 1888 qui le calque et le sanctionne, la recherche des mines est autant que possible facilitée ; il y va, en effet, de l'intérêt général ; dans les terrains domaniaux elle est libre ; dans les terrains de propriété privée, elle est également possible sous la seule condition, d'ailleurs bien légitime, du paiement de certaines indemnités aux propriétaires de la surface. Donc fort peu d'entraves, pas assez, selon nous à un double égard. L'article 6 décide « dans le périmètre d'une mine déjà instituée, la recherche d'une mine de catégorie différente ne pourra être commencée et poursuivie, à défaut d'entente amiable entre l'explorateur et le propriétaire de mine qu'avec l'autorisation du Résident donnée après que ce propriétaire aura été entendu et sous réserve des dommages que l'explorateur sera tenu de réparer ». Théoriquement, le but poursuivi est louable ; il s'agit de ne laisser en dehors l'exploitation aucune quantité importante de substances minérales, mais dans la pratique, nous le

démontrerons, les inconvénients ont été infiniment plus graves que les avantages. Il eût été préférable d'admettre que dans son périmètre le propriétaire d'une mine avait un droit de veto absolu, à la condition bien entendu qu'il respectât lui-même les règles relatives à son exploitation.

Quant à l'article 7, il dispose que les explorateurs « peuvent être dispensés par l'Administration de tenir un plan et un registre d'avancement de leurs travaux ». C'est une prime à l'incompétence et à l'incurie : l'intérêt général paraît devoir y trouver difficilement profit...

Donc pour les mines inconnues, recherches à peu près libres, tel est le principe ; mais sous peine d'aboutir à un choc perpétuel de toutes les initiatives, il ne faut pas que ces recherches puissent se croiser et s'entremêler ; de là l'institution des périmètres réservés. « Dans tout terrain, libre de droits antérieurs, qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute Société peut acquérir, par priorité d'occupation, un droit exclusif de recherches en périmètre réservé » (Article 8). Suivent des détails extrêmement minutieux, mais sans intérêt juridique, sur la façon dont ces périmètres doivent être établis et signalés. Relevons cependant les plus essentiels : leur forme doit être rectangulaire ; en 1897, elle deviendra circulaire : ce qui, à notre sens, est le contraire d'un progrès, car sur le terrain, il est plus facile de déterminer si tel point est à l'intérieur d'un rectangle qu'à l'intérieur d'un cercle ; leur superficie est un peu différente dans le projet de 1884 et dans le décret de 1888. Il

Il y a une disposition qui mérite des éloges : à savoir que les terrains qui resteraient libres entre plusieurs mines instituées avec des dimensions et des formes telles qu'il soit impossible d'y placer un périmètre, ne peuvent qu'être annexés aux mines contiguës. Ainsi se trouve écarté un risque sérieux de procès et de chantage. Par contre, l'article 10 prête à de sérieuses critiques, il décide que « l'occupation d'un périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été avant toute autre matériellement marquée et signalée sur le sol d'une façon certaine et bien apparente et avoir fait, dans la quinzaine de la date de l'occupation l'objet d'une déclaration au Résident ». Deux conditions sont donc nécessaires pour que l'explorateur obtienne l'exclusivité du droit de recherches dans une étendue déterminée :

1° Qu'il ait le premier planté un poteau dans les formes voulues : *prior tempore potior jure* ;

2° Qu'il en ait, dans les 15 jours, informé le Résident. Il est à noter que l'emprise date, non pas de la déclaration à l'Administration, mais de l'érection du poteau : disposition regrettable à tous égards ; la date de priorité doit être nette et précise, par suite ne peut compter de l'implantation, nullement constatée, d'un poteau. La date de déclaration au contraire remplit toutes les conditions désirées (Porion, *loco citato*, p. 142), car rien absolument ne garantit que le poteau a été placé le jour dit ; alors que la notification au Résident présente un caractère d'authenticité : de telle sorte que des abus et des fraudes deviennent possibles et se sont en fait produits. Imaginons un explora-

teur sans défiance, il plante le poteau et se rend de suite à la Résidence. Il est des gens qui font métier de suivre les déclarations sur les registres à ce destinés. Lors qu'ils voient une déclaration qui paraît porter sur un point intéressant, ils s'empressent d'en faire une à peu près identique et indiquent comme date de l'implantation de leur poteau imaginaire une date antérieure à celle indiquée par le véritable inventeur et reportée en arrière à l'extrême limite du délai, de façon à ne pas s'exposer à ce qu'un deuxième larron leur joue le même tour. D'où procès pour savoir lequel des poteaux aura été érigé le premier. Faute de preuves, les Tribunaux en seront réduits à rendre des jugements de Salomon, si bien que l'acte initial de prise de possession est déjà pour l'explorateur gros de risques. C'est toute une science que de combiner l'érection du poteau et la déclaration de manière à n'être pas frustré de son initiative, comme c'en était une dans l'ancienne France que de se faire céder un office de judicature, à cause de la règle des quarante jours. On verra que ce système a disparu depuis, mais en 1912 seulement.

Le permis de recherches exclusif dans un périmètre réservé n'a pas en lui-même sa fin. En fait, l'effort des prospecteurs se réduit souvent aux formalités d'occupation ; ils sont à l'affût de l'aubaine qui les mettrait en face d'une Société riche et disposée à l'achat du périmètre. D'où des milliers de demandes de périmètres, mais peu d'entreprises fonctionnant effectivement. Ce n'est qu'un moyen pour arriver à la propriété des mines. Comme dans la procédure de

naturalisation il y a deux phases, l'admission à domicile et la nationalisation, de même dans l'institution de la propriété minière, il y a deux stades : permis de recherches et concession.

Sauf des exceptions qui se justifient toutes seules, le titulaire du droit de recherches en périmètre réservé, doit, dans le délai de deux ou trois ans à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'Administration une demande en délivrance de la propriété de la mine, faute de quoi l'explorateur perd son droit et devient inhabile à réoccuper le même terrain dans le délai de deux ans et à la condition que personne ne s'y soit établi. Il fallait, en effet, éviter d'accorder à l'explorateur un délai trop long qui eût présenté l'inconvénient de soustraire inutilement des terrains à la libre recherche des mines. Ce but si désirable n'a pas été atteint : la disproportion invraisemblable qui existe entre le nombre des permis accordés et des concessions instituées le démontre suffisamment. Au 31 décembre 1917, les permis de recherches en vigueur s'élevaient à 1224 ; les concessions minières à 215. Ceci s'explique par le renouvellement des permis périmés. C'est ainsi que, en 1917, 152 permis sont renouvelés (1), chiffre assez rappro-

(1) Pendant la guerre plusieurs décrets parurent pour sauvegarder les droits des mobilisés, leurs permis de recherches minières furent prorogés d'office et gratuitement pour une période égale à la durée de leur mobilisation augmentée de 6 mois.

D'autre part les nationaux sujets ou protégés français, les ressortissants des puissances alliées et les Sociétés de nationalité française, protégée ou alliée, purent renouveler leurs permis venus à expiration. moyennant le paiement d'un droit fixe de 33 francs.

ché de celui des permis nouveaux (192). Cette même année, le nombre des concessions instituées a été de 10.

Il n'est pas nécessaire que ce soit le titulaire du permis de recherche qui demande la concession, ce peut être un tiers substitué à ses droits. Cette disposition était, semble-t-il, nécessaire, le prospecteur n'étant souvent pas en situation de mener à bien l'exploitation du gîte ; mais elle a facilité l'industrie de l'érection de poteaux, sans autre dessein que d'en tirer argent, sans travail de reconnaissance effective. On est ici en présence d'une sorte d'antinomie : exiger des conditions de ceux qui sollicitent des permis de recherches, c'est les décourager peut-être ; ne rien leur demander, sauf de faciles formalités, c'est les inciter à planter des poteaux sur la vue d'une carte ou d'un registre d'inscriptions. Cet inconvénient s'atténuerait, semble-t-il, si l'on admettait une idée qui nous est suggérée par M. Bélugon, Président des Etains et Wolfram du Tonkin, dont nous aurons plus d'une fois encore à rapporter ou discuter les opinions, c'est à savoir qu'il conviendrait d'associer le prospecteur aux résultats de la mine qu'il aurait découverte et cédée. Son intérêt serait alors de rechercher des gîtes réels, puisqu'automatiquement sa rémunération se modèlerait sur leur valeur. Il y aurait là un aiguillon qui ferait peut-être sortir les demandeurs de permis de recherches des bureaux d'inscriptions et les mènerait, comme autrefois, sur le terrain. Et ce ne serait pas réforme impossible à organiser. Le Parlement ne décidait-il pas récemment que l'artiste (ou ses ayants-cause) garderait pendant cinquante ans certains

droits sur son œuvre ? Il s'était en effet produit une sorte de scandale résultant de ce que des tableaux, par exemple, payés au peintre un prix dérisoire prenaient une valeur énorme qui restait toute aux mains des antiquaires et des marchands. Des maisons se constituaient pour acheter toute « la production » d'un artiste, mort ou même vivant, faisaient une publicité dans les milieux appropriés et réalisaient d'extraordinaires bénéfices, alors que l'auteur ou ses héritiers étaient souvent dans la gêne. C'était assez démoralisant, et, en outre, le goût public en était altéré. Les marchands n'achètent plus les œuvres d'art d'après leurs qualités intrinsèques, mais d'après leurs clients possibles. C'est ce que nous disait l'un d'eux de façon quelque peu cynique. « Quand j'achète un tableau, je ne me demande jamais ce qu'il vaut, mais quel prix je pourrai le revendre à tel client ».

Ce qui a été fait pour les œuvres d'art pourrait, *mutatis mutandis*, être fait pour les prospecteurs. L'accaparement des périmètres ne disparaîtrait pas, car le fait de poser un poteau et de le notifier à la résidence resterait une source possible d'enrichissement sans peine mais il serait atténué, les prospections sérieuses ayant désormais des avantages dont ne bénéficieraient pas les prospections fictives.

Il n'y a pas lieu d'insister sur les formalités imposées à l'individu ou à la Société qui désire acquérir la propriété d'une mine ; généralement sur place on les trouve un peu complexes. Elles peuvent se résumer ainsi : demande à l'administration, annexes diverses, affichage et publication...

Il s'agit de faire connaître aux tiers la demande d'inves-

titution de l'impétrant de façon à leur permettre d'y faire opposition, si leurs droits se trouvaient lésés. Ces oppositions ne sont recevables que pendant la durée de l'enquête locale, soit deux mois, et sont tranchées par les Tribunaux judiciaires, gardiens nés des droits de propriété immobilière en Indo-Chine comme en France.

L'investiture ne se fait pas gratuitement : dans le projet de décret de 1884 et dans le décret du 13 octobre 1888, les sommes à verser étaient même élevées : 20 francs par hectare pour les mines de combustibles, 40 pour celles d'alluvions et 30 pour toutes autres ; nous verrons plus loin que ces redevances ont été beaucoup abaissées.

Dans ses lignes essentielles, l'institution de la propriété des mines inconnues se fait donc par prise de possession, prise de possession qui comporte deux actes successifs dont l'un est la condition de l'autre : demande de périmètre et demande de propriété.

Dans son remarquable Rapport, M. Lamé-Fleury s'est efforcé de dégager la philosophie de ce système. « Le moyen le plus efficace pour encourager en cette matière l'initiative privée est, à coup sûr, ainsi que le montre une expérience déjà longue dans plusieurs pays, de donner à l'explorateur la possibilité d'entreprendre librement ses travaux de recherche et la certitude qu'il recueillera intégralement le fruit de tous ses efforts, c'est-à-dire de lui reconnaître la propriété des gîtes qu'il prétend avoir découverts. Empruntant donc résolument aux diverses législations allemandes, aux législations américaines le système

de la prise de possession par simple droit de priorité, la Commission s'est efforcée de placer l'explorateur dans les conditions les plus favorables à son génie industriel, sans omettre cependant quelques prescriptions destinées à obvier aux abus qu'entraînerait une liberté illimitée ».

Quant aux mines connues, l'investiture s'en fait par adjudication publique. M. Lamé-Fleury en indique fort bien le pourquoi. « Quant aux mines connues, pour lesquelles, par conséquent, il ne peut être question d'invention et d'initiative privée dont il soit utile de récompenser les heureux efforts, pour lesquelles le Gouvernement n'aurait que l'embarras périlleux de faire un choix entre divers prétendants, la Commission n'hésite pas, Monsieur le Ministre, à entrer dans la voie qui lui a été indiquée en votre nom et à vous proposer l'adjudication aux enchères publiques. C'est d'ailleurs le moyen le plus naturel de donner satisfaction aux deux intérêts en présence : l'intérêt du Trésor qui doit ne pas négliger la moindre ressource entrant en compensation des responsabilités qui comporte la mission civilisatrice du Protectorat, et l'intérêt de l'industrie... »

Mais le système de l'adjudication ne doit fonctionner qu'à titre tout à fait subsidiaire. Pour la Commission, « c'est l'explorateur heureux qui sera véritablement le créateur de l'exploitation des richesses minérales que peut recéler le sol de l'Annam et du Tonkin. Si donc l'Administration a le pouvoir discrétionnaire d'affecter à l'adjudication les mines d'une région ou d'une nature déterminée, elle devra

user rarement de ce pouvoir ; en procédant autrement pour des mines insuffisamment connues qui ne seraient l'objet d'aucune compétition, en en écartant par suite, ces travaux de reconnaissance dont toute exploitation sérieuse doit être précédée, l'Administration n'obtiendrait que des sommes infimes des mines ainsi adjugées, et entraverait le développement d'une industrie qu'elle a tout intérêt à voir prospérer ». Il ne semble pas que ce système de l'adjudication ait soulevé de sérieuses critiques (1).

Tout d'abord, il présente un avantage d'une importance capitale ; l'adjudicataire tient de l'Etat des droits précis et incontestables sur un espace déterminé. Il n'a pas à redouter la plupart des procès, suite inévitable du système qui fonctionne pour les mines inconnues. D'autre part, l'adjudication est avantageuse pour le Trésor ; elle se fait sur un prix de base qui a beaucoup varié en faveur de celui qui offre la plus forte majoration. Enfin, il semble qu'elle doive favoriser les postulants les plus capables de mener à bien l'exploitation et à ce titre elle sert l'intérêt général.

Donc, deux systèmes : pour les mines inconnues, première occupation, pour les mines connues, adjudication. Mais des questions communes aux deux catégories se posent. A qui d'abord les mines peuvent-elles être attri-

(1) D'après M. Porion (*loc. cit.*, p. 142) le système de l'adjudication peut être maintenu mais en y apportant toutefois une variante : dans le cas où une adjudication serait restée sans résultat et si dans un délai de 6 mois ou un an aucune offre n'avait été faite pour l'achat de la mine, celle-ci devrait rentrer dans le système de la première occupation, l'insuccès des adjudications ayant démontré que le gisement était en quelque sorte à découvrir.

buées ? Voici la réponse telle qu'elle est au rapport de M. Lamé-Fleury. « La recherche des mines peut être librement opérée par des explorateurs de toutes nationalités ; mais la commission n'a pas pensé que jusqu'à nouvel ordre, l'exploitation des mines pût être entreprise par d'autres que par des ressortissants français ou des sujets annamites ». Cette disposition est assez généralement approuvée : peut-être n'est-elle guère effective... En effet, ce sont à peu près exclusivement des Sociétés qui exploitent les mines, surtout des Sociétés anonymes. Or l'on sait que la nationalité de ces Sociétés s'apprécie d'après leur siège social. Il ne serait donc pas impossible à des Allemands, par exemple, de constituer une Société française de personnel et de capitaux entièrement allemands... (Voyez cependant plus loin les décrets du 8 janvier 1916 et 28 juillet 1918 qui ont modifié la situation).

Pour combien de temps la propriété des mines est-elle accordée ?

Sur ce point deux conceptions s'opposent : « A toute époque, de très bons esprits se sont inquiétés de la perpétuité des concessions. On a soutenu que lorsqu'il s'agissait d'un privilège, il eût été sage de limiter la durée de la concession de façon à ce que, à l'expiration de cette concession, les mines fissent retour à l'Etat, comme propriété de la nation, suivant l'expression de Mirabeau... Ce n'est qu'après de longs débats que le principe de la propriété perpétuelle a été admis et c'est surtout pour la meilleure utilisation de nos richesses minérales, en raison des

risques considérables, et de l'importance des fonds à engager... » (Discours du ministre des Travaux Publics du 6 mars 1884. Cité dans le rapport Lamé-Fleury). Au point de vue juridique, la non perpétuité se défend par de meilleurs arguments que la perpétuité. Il n'est pas désirable que la génération qui vit aliène pour toujours les richesses nationales et dépouille ainsi les générations à venir. Mais pratiquement la perpétuité est peut être préférable ; les risques des entreprises minières sont, en effet, immenses et les capitaux qui s'y lancent assez aventureux, de telle sorte qu'il importe de leur offrir des compensations. On a dit que celui qui souscrit une action dans une Société minière en formation prend un billet de loterie : il est dès lors nécessaire de lui permettre d'entrevoir d'indéfinies possibilités d'enrichissement.

Quoi qu'il en soit, en Indo-Chine, comme en France, dans la loi de 1810, c'est la perpétuité qui l'a emporté (1). A cet égard, la propriété minière est assimilée à la pro-

(1) En Afrique Occidentale, Congo, Côte Française des Somalis, on a admis un système mixte assez heureux, ce nous semble, en ce qu'il associe les intérêts de l'Etat et ceux des concessionnaires. Il résulte de deux décrets : 6 juillet 1899 et 5 mars 1921.

Voici tout d'abord les caractères essentiels du premier : les permis se délivrent en trois catégories ; exploration, recherche et exploitation. Ils sont accordés à toutes personnes — les fonctionnaires exceptés — ou à toute société, sous la seule condition que personnes ou sociétés soient, au préalable, munies d'une autorisation personnelle délivrée par le Gouverneur Général.

Les permis d'exploration sont valables pour deux ans, non renouvelables, incessibles, si bien que le sol ne peut être accaparé de façon stérile par la simple plantation de poteaux. Ils donnent un

priété du sol. Ce n'est pas tout : comme cette dernière, elle est immobilière et les Sociétés exploitantes ne sont pas réputées commerciales à raison de l'article 632 du Code de Commerce. La jurisprudence refuse le caractère commercial aux opérations portant sur les immeubles (Cassat., 18 avril 1882 ; S., 1882, I. 407. Lyon, 10 juillet 1901, D., 1904, I, 347). Elle invoque l'autorité de Portalis qui disait dans son discours préliminaire sur le Code civil : « La distinction des immeubles et des richesses mobilières nous donne l'idée des choses proprement civiles et des choses

droit de préférence pour l'obtention d'un permis de recherches ou d'exploitation.

Quant aux permis de recherches, ils sont également valables pour deux ans, mais renouvelables une fois pour le même temps à la charge de payer double taxe. Ils sont cessibles, mais il est alors dû des droits de mutation. Ils donnent un droit de préférence pour l'obtention des permis d'exploitation.

Ces derniers sont valables pour vingt-cinq ans, mais indéfiniment renouvelables pour des périodes égales sous des conditions de deux ordres : justification d'une exploitation réelle et progressive et taxes au bénéfice de l'Etat.

Un décret du 5 mars 1921 a sensiblement modifié ce régime quant à ce qui concerne le pétrole.

En voici l'analyse : les permis de recherche sont valables pour deux ans ; ils peuvent être renouvelés à deux reprises pour deux ans chaque fois, toujours sous une double condition : justification de travaux de plus en plus importants à mesure que le temps croît et taxes de plus en plus lourdes.

Quant aux permis d'exploitation, ils sont accordés pour cinquante ans. Ils sont ensuite indéfiniment renouvelables mais par périodes de vingt-cinq ans et à la condition que le concessionnaire ait obtenu des rendements sérieux et paye à l'Etat des droits de renouvellement.

Il y a dans ces décrets une combinaison qui paraît tenir compte des divers intérêts en jeu et qui devrait peut-être se généraliser.

commerciales ; les choses mobilières sont le partage du commerce, les immeubles sont particulièrement du ressort de la loi civile ». Mais il est intervenu une loi en 1893 qui déclare pour l'avenir commerciales toutes les Sociétés anonymes à objet civil, ce qui modifie l'aspect de la question.

Il faut noter pourtant que l'assimilation de la propriété minière à la propriété foncière n'est qu'une apparence. La propriété des mines est soumise à des restrictions spéciales : une mine ne peut être vendue par lots ou divisée matériellement sans autorisation de l'Administration et celle-ci peut s'opposer à la réunion de plusieurs mines de même nature par une même personne ou une même Société...

Qu'une mine ne puisse en principe être morcelée, cela se justifie aisément. Pour être fructueuse, l'exploitation minière doit se faire en grand. L'expérience de la Révolution est décisive à cet égard. L'Assemblée Constituante décréta que « les mines sont à la disposition de la Nation » (Loi du 12-29 juillet 1791, art. I), mais elle ajouta que le propriétaire du sol les exploiterait librement jusqu'à cent pieds de profondeur et que, même au delà, il pourrait les exploiter avec la permission du Gouvernement ; on lui donnait même un droit de préférence sur tous les autres pour obtenir cette permission, quand il la demanderait. Le droit reconnu à la Nation devenait ainsi purement nominal ; la propriété des gisements miniers était morcelée et leur bonne exploitation rendue impossible. Le Code civil rendit la situation pire en reconnaissant un droit sans limite aux propriétaires : la loi de 1810 a fait de la mine une propriété

distincte de la surface et qui n'est plus à la disposition des propriétaires du sol. C'est le système adopté en Indochine (1).

Il va de soi que les propriétaires du sol, expropriés reçoivent des indemnités.

Mais qu'une Société ou une personne ne puisse, sauf autorisation de l'Administration, réunir plusieurs mines de même nature, cela se justifie moins. On a voulu éviter la concentration dans les mêmes mains de surfaces considérables, dans la crainte, semble-t-il, qu'elles ne soient insuffisamment exploitées. Ce risque n'est pas inhérent à la mainmise sur plusieurs mines d'une même Société : il n'est pas impossible qu'elle n'ait des capitaux suffisants pour assurer la bonne exploitation de toutes. Il est même probable que l'utilisation sera meilleure que si les dites mines sont à divers propriétaires. Nous n'apercevons qu'un danger sérieux à la concentration : supposons qu'il s'agisse de substances minérales très rares, comme le nickel, et n'existant ou du moins n'étant connues que dans un périmètre restreint. Si tous les gites appartiennent aux mêmes propriétaires, ceux-ci pourront faire les prix qu'ils voudront ; il leur suffira pour cela de réglementer la production. En somme, l'on est alors dans une situation de monopole, et le public théoriquement du moins, devient rançon-

(1) Voyez par exemple l'article 41 du décret du 13 octobre 1888 « la propriété d'une mine constitue une propriété distincte de la surface immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens immeubles et soumise généralement aux règles légales des immeubles.

nable à merci. Dans ce cas, le danger de la concentration est fort grave, il n'y a qu'un remède approprié : expropriation et nationalisation de ces mines dans l'intérêt général. Mais en Indochine les gites ne sont pas en général, constitués par des substances rares : le risque d'accaparement par suite n'existe pas et il n'y a pas de raison sérieuse de s'opposer à la réunion de plusieurs mines de même nature sur la même tête. D'ailleurs la prohibition est tournée par la pratique des prête-noms. En résumé, notre opinion sur la concentration des mines dans les mêmes mains peut se résumer ainsi : pas d'obstacle préventif à cette concentration : mais expropriation par l'Etat si elle se produit et qu'elle tourne au détriment de la collectivité, comme c'est le cas pour le nickel en Nouvelle-Calédonie.

Ces restrictions, impossibilité de morcellement, impossibilité de concentration, sont sanctionnées par des déchéances, de même que le non paiement de la taxe superficielle que toute mine doit payer annuellement, taxe par hectare compris dans son périmètre. Cette taxe est calculée à raison de 10 francs pour les mines de combustibles et de fer, 20 francs pour les mines d'alluvion, 15 francs pour les mines de toutes autres substances (art. 47 du décret du 13 octobre 1888). Ces taxes ont été allégées depuis (voir le décret de 1897).

Les taxes sont payées par avance en deux semestres égaux, le 30 juin et 31 décembre. Si le propriétaire d'une mine n'a pas payé à l'échéance le semestre exigible, l'Administration lui fait notifier un avertissement au domi-

cile élu par lui : trois mois après l'avertissement resté sans résultat, elle fait signifier sa déchéance qui est exécutoire à partir de cette date (art. 49).

Dans son Rapport M. Lamé-Fleury a excellemment indiqué la raison d'être de cette déchéance : « Si la propriété souterraine s'acquiert facilement par quiconque en veut réellement tirer parti et lui est garantie de toutes façons, elle est enlevée immédiatement à celui qui a manifesté, par le non paiement de la taxe superficielle exigée à l'avance, son intention de ne plus exploiter la mine ou l'impossibilité de l'exploiter. La Commission a voulu, par une sévérité qui n'est en somme qu'apparente (le propriétaire d'une mine sérieuse sera toujours en état d'acquitter l'impôt, tout au moins par un emprunt), obvier à l'accumulation de ces mines qui n'existent que sur le papier. Elle voudrait que toute mine qui, pour une raison ou pour une autre, n'est point exploitée par son propriétaire, redevînt libre de manière à être réadjudgée, en temps et lieu, à celui qui sera moins timide, plus habile, mieux pourvu de ressources, plus capable en un mot de la mettre en valeur ». Nous verrons plus loin que cette cause de déchéance fût facilement devenue abusive au cours de la guerre : mais en temps normal, elle nous paraît pleinement justifiée. Mais elle démontre ce que nous énoncions plus haut ; c'est à savoir que l'assimilation faite par les décrets entre la propriété minière et la propriété du sol n'est pas exacte. Il n'y a pas dans nos codes de déchéances prévues pour les propriétaires du sol ; leur droit n'est pas de même nature que celui

des concessionnaires de mines, il est beaucoup plus intangible. Mais un jour viendra peut-être où ces différences s'effaceront et où tous les propriétaires quels qu'ils soient seront réputés des sortes de fonctionnaires, de préposés de l'intérêt général. Ils seront alors révocables s'ils ne remplissent pas leur mission à l'avantage de la Société.

Il paraît inutile d'entrer dans plus de détails relativement à l'avant-projet de 1884 et au décret du 13 octobre 1888. Peut-être même trouvera-t-on que nous avons trop insisté, ces actes n'étant plus en vigueur depuis de longues années. Mais ce serait une erreur de croire qu'ils n'ont qu'un intérêt rétrospectif, puisqu'ils restent, comme nous le montrerons, la base même de la réglementation existante.

II

C'est l'évidence pour le décret du 25 février 1897 ; il a été précédé d'un rapport au Président de la République par M. André Lebon, alors ministre des Colonies, lequel est démonstratif à cet égard. Voici en effet ce qu'on y lit. « Les principes essentiels de la législation antérieure ont été maintenus. Le droit de recherche sera réservé comme par le passé au premier occupant et, dans les régions encore imparfaitement explorées, la propriété des mines se constituera d'une façon pour ainsi dire mécanique, du fait de la seule volonté de l'inventeur, l'Administration n'ayant à y intervenir que dans le but d'assurer la protection des droits des tiers. Dans les régions au contraire où, l'existence des

gisements étant depuis longtemps reconnue, le privilège de l'inventeur ne peut exister, la propriété des mines s'acquerra par voie d'ajudication publique ». Donc le ministre lui-même si disposé qu'il soit à faire valoir son œuvre, n'a pas la prétention de faire d'innovations essentielles. Il ne s'agit que de modifications de détail, sauf toutefois en ce qui touche les taxes à prévoir ; les explorateurs sont affranchis de l'obligation de tenir des plans de leurs travaux, mesure fâcheuse comme nous l'avons déjà observé, parce qu'elle constitue un encouragement à l'incurie et à la politique des bras croisés. Les périmètres de recherches que l'on avait trouvés trop restreints (1), seront considérablement agrandis ; ils pourront englober environ 5.000 hectares mais un seul périmètre sera dévolu à un même explorateur (art. 14) « De la sorte, écrit le ministre, l'accaparement deviendra impossible sans que la faculté de recherche se trouve restreinte d'une manière exagérée. » C'était faire preuve de candeur, la prohibition pouvant être aisément tournée par l'emploi de prête-noms ; la forme du périmètre était rectangulaire ; elle sera désormais circulaire ; quant à la mine elle restera rectangulaire. On n'aperçoit pas très bien le pourquoi de la substitution du cercle au rectangle : en 1912 d'ailleurs on adoptera le carré.

Les mines sont toujours réparties en trois catégories, et la superposition reste permise. Le ministre ne méconnaît pas « que ce système peut entraîner des conflits entre ex-

(1) Ils étaient de 100 hectares au maximum pour les gîtes d'alluvions, de 500 pour ceux de houille et de 200 pour les autres.

exploitants opérant sur le même terrain mais il est possible de prévenir ces conflits ou tout au moins de les soumettre à des dispositions réglementaires appropriées ». Ici encore l'optimisme des bureaux devait se trouver en défaut, mais il est difficile de se défaire d'un état d'âme propice à l'apathie et à la somnolence.

Ayant à choisir entre deux procédés pour fixer la date de l'occupation par le prospecteur, le ministre, comme pris de vertige, se prononce nettement pour le pire. « Il est enfin clairement stipulé (art. 13) que les droits de priorité de l'explorateur courent de la date de l'occupation inscrite sur son poteau de recherche à la charge pour lui de remplir, dans le délai légal, toutes les autres formalités réglementaires. »

Dans l'ensemble, le décret de 1897 est donc calqué sur celui de 1888 ; il n'en diffère profondément qu'en matière de taxes, les redevances et taxes auxquelles les mines sont soumises doivent être assez modérées pour ne pas trop peser sur le prix de revient des substances extraites et en même temps assez lourdes pour amener forcément l'abandon des mines inexploitées. Le décret de 1888 était à ce point de vue trop rigoureux ; il exigeait un premier versement, puis une redevance annuelle de 20 fr. par hectare pour les mines de combustibles, de 40 fr. pour celles d'alluvion et de 30 fr. pour les autres. A ces chiffres, le présent décret en substitue d'autres beaucoup plus faibles : 1 fr. par hectare pour les mines de combustibles, et 2 fr. pour toutes les autres mines, ces redevances étant doublées après la cinquième année, puis

triplées après la dixième de manière à ménager la mine naissante et à graduer les charges suivant le développement normal de l'exploitation. Il y a là un allègement extrêmement important, mais il est bon de rappeler que dès 1884 dans la Commission présidée par M. Lamé-Fleury, la minorité avait trouvé trop élevés les chiffres de 20, 30 et 40 fr. A l'impôt de surface, s'ajoutait une taxe *ad valorem* par tonne de substances extraites des recherches ou des exploitations et non consommées dans la Colonie. Cette taxe est fixée à 1 0/0 pour les combustibles et minerais de fer, et à 2 0/0 pour toutes autres substances, au lieu de 3 et 5 0/0, chiffres du décret de 1888.

Bref, les sommes à décaisser par les prospecteurs et les propriétaires de mines sont réduites dans de très fortes proportions. En cas de non paiement, il y a déchéance, comme en 1884 et 1888 ; mais elle est moins brutale, plus nuancée. Tout d'abord il est stipulé dans l'article 49 que « lorsque la situation du marché l'exigera, le Gouvernement général pourra accorder des réductions sur ces redevances, par arrêté spécial valable pour une année seulement et qui pourra être renouvelé. La réduction devra être proportionnelle à la redevance et applicable simultanément à toutes les mines d'une substance déterminée ». Cette disposition a été reprise par le décret du 25 janvier 1912, aujourd'hui en vigueur ; il semble que la guerre ait fait naître l'occasion de l'appliquer. Il a dû être difficile de faire payer des redevances aux débiteurs mobilisés.

De plus, le prix de l'adjudication de la mine est remis au

propriétaire déchu, ou aux créanciers réels ; il ne tombe plus dans les caisses du Trésor. Déduction est faite naturellement des sommes dues à celui-ci : on n'a pas voulu que l'Etat profitât de la détresse ou du malheur d'un particulier.

Une conclusion se dégage des pages précédentes : c'est à savoir que le décret de 1897 reproduit, dans l'ensemble le décret de 1888 et que lorsque d'aventure il le modifie, c'est tout à l'avantage des particuliers. On est donc de prime abord tout étonné de voir qu'il fut accueilli par des critiques de toute sorte, alors que le décret de 1888 dont il n'est que la reproduction amendée, n'avait pas suscité, du moins à notre connaissance, de difficultés sérieuses. C'est une preuve que les réglementations produisent des effets heureux où fâcheux, non par leur vertu propre, mais par l'ambiance, le milieu dans lequel elles sont appelées à jouer. Les inconvénients inhérents à l'acte de 1888 ne se révélèrent pas avant son abrogation, parce que, comme le dit M. Lebon au début de son Rapport au Président, « le décret du 13 octobre 1888 sur les mines du Tonkin n'a reçu qu'un petit nombre d'applications. » C'est qu'à cette époque, de 1888 à 1900 environ, il y a une sorte de discrédit sur l'industrie minière du Tonkin sans compter que la piraterie sévit longtemps sur la frontière de Chine. Les capitaux qui s'y étaient lancés sont ou perdus ou compromis et il suffit presque qu'une affaire se situe en Indo-Chine pour qu'il soit difficile de la « monter ». Dans de telles conditions l'industrie de la plantation des poteaux et des de-

mandes de mines superposées n'eût pas été payante, par suite le décret de 1888 ne trouvait pas le milieu susceptible de mettre à jour ses imperfections. Mais à partir de 1900 la situation change du tout au tout ; à la défiance succède l'engouement. L'érection des poteaux et les demandes de mines superposées deviennent lucratives. Dans les pays assez primitifs, comme l'Indo-Chine, où pullulent les simples et aussi les aventuriers, l'on escompte la richesse moins du travail que du sort ; l'ambiance nécessaire pour que le décret de 1897 produise ses funestes effets est désormais créée.

Dans un rapport au Conseil d'Administration de la Société des Etains et Wolfram du Tonkin (1911), M. Bélugou a fait une critique pittoresque et généralement fondée du dit décret : « Publié à une époque où, comme dit M. Doumer » personne ne croyait au Tonkin « il semble que les auteurs de ce décret, sous couleur de favoriser l'essor des mines, aient été dominés par une préoccupation purement fiscale (1) : étendre la matière imposable par la multiplication des périmètres ». *A priori*, cette appréciation peut paraître un peu étrange, puisque le décret de 1897 avait pour objet propre de diminuer les redevances jusque-là perçues ; mais elle peut se défendre pourtant, peut-être le Gouvernement de la République avait-il adopté la devise d'un de nos grands magasins : « vendre à bon marché pour vendre beaucoup.

A l'appui de son point de vue, l'auteur du Rapport fait obser-

(1) Ce même reproche peut être appliqué à la réglementation forestière.

ver que « la seule formalité essentielle édictée et ne prêtant pas à l'équivoque, est l'obligation d'acquitter la taxe superficielle ; toutes les autres conditions sont accessoires, sans excepter l'existence même de la mine ; vous pouvez demander une mine filonienne dans les boues du Delta, une mine alluvionnaire sur l'escarpement d'une falaise, vous l'obtiendrez parce que vous avez fait une déclaration de recherches et que personne d'autre n'en a fait avant vous, réservant le sol dont vous demandez la propriété. Votre déclaration sera acceptée sans contrôle et sans que vous ayez fait le moindre prospection rendant au moins probable la réalité d'un gisement... »

Sur ce point, nous ne pouvons faire nôtre la critique de M. Bélugou.

Il reproche à l'Administration de n'exiger que des conditions de forme et non pas des conditions de fond. Le système n'irait pas sans de sérieux inconvénients : la réalité de la mine serait, en quelque sorte garantie par l'Administration. Est-ce là son rôle ? Et que de dangers ! Un tel contrôle serait très difficile ; il entraînerait des lenteurs et la responsabilité de l'Etat serait lourde. Il n'est pas bon qu'il donne son estampille à des affaires privées. En matière de Sociétés Anonymes, l'Etat donnait autrefois son autorisation après examen au fond ; on a dû y renoncer. Il en a été de même en ce qui concerne les brevets d'invention.

L'auteur est mieux inspiré quand il écrit que, comme conséquence des dispositions du décret de 1897 « le Tonkin s'est immédiatement peuplé d'une multitude de périmètres

qui s'alignent, se croisent, se coupent, se chevauchent dans le fouillis le plus inextricable... Le décret a fait éclore une variété de malandrins... les pirates blancs. Ils s'intitulent prospecteurs ; mais la prospection est leur moindre souci. Ils s'embusquent dans le décret, comme une araignée dans sa toile, et tous ceux qui affrontent le labyrinthe leur deviennent une proie ; qu'un prospecteur soit assez mal avisé pour planter un poteau et le déclarer au même jour, ils escamotent le périmètre le plus légalement du monde ; il leur suffit de s'approprier la déclaration en l'antidatant, puis qu'aussi bien un périmètre vaut à compter de la date non de son enregistrement, mais de son occupation selon le dire du déclarant. Une autre de leurs pratiques est celle du doublement : dès qu'une demande de propriété est publiée au *Journal Officiel* ils lui font opposition en vertu d'un périmètre qu'ils se hâtent de déclarer et qui recouvre le terrain objet de la demande. La mauvaise foi est manifeste ; mais l'opposition, c'est la règle, doit être portée devant les Tribunaux ; la Justice est lente ; le bon droit se résigne à un compromis et paie la rançon imposée. Mais leur méthode familière consiste à infliger aux propriétaires, individus ou Sociétés, des concessions déjà accordées, la gêne intolérable de leur voisinage. La voie leur est ouverte par l'article 3 qui autorise les superpositions de mines, article néfaste entre tous par le scandale des abus qu'il légitime. Ils se fondent sur cet article pour réclamer à titre alluvionnaire une mine concédée au titre filonien, ou inversement si la mine est alluvionnaire, ils en demanderont la propriété filonienne.

« Pas un pouce de terrain n'est libre de droits dans le cercle où ils opèrent et qu'ils détiennent au moyen de 60 ou 80 périmètres centralisés dans les mains du chef de bande. Pour satisfaire à la lettre le décret qui interdit l'accaparement, l'accapareur n'est pas ouvertement le titulaire de la totalité des permis de recherches ; il délègue à cet office son boy, son palefrenier, son cuisinier et quelques coolies dont son témoignage étayé de celui d'un fidèle lieutenant, certifieront l'identité et la signature et qui disparaîtront ensuite, quittes à réparaître dans une nouvelle figuration chaque fois qu'il est besoin, pour l'intégrité de l'empire, de ressusciter sous de nouveaux vocables les périmètres parvenus au terme de leur validité ; leur rôle est rempli dès qu'ils ont signé — ceux du moins qui savent signer — avec la déclaration, une formule de pouvoirs grâce à laquelle le chef occupe désormais seul la scène sous les traits d'un gérant accepté par l'administration comme mandataire de ces fantômes, car le décret s'accommode d'une telle pasquinade ; la forme est sauve... »

Ceux qui ont vécu en Indo-Chine savent assez que ce tableau est exact, mais notre auteur l'appuie d'exemples pour l'édification des personnes qui ne sont pas allées sur place. Nous n'en citerons qu'un. Un certain M. L. a introduit le 4 janvier 1909 une demande de propriété de mine dans l'enceinte de l'une des mines principales de la Société des Etains et Wolfram du Tonkin. Il réclame les alluvions. Or d'alluvions, il n'y en a pas sur le versant du Pia-Ouac ; la demande dont il s'agit n'a été introduite que

pour faire pièce à la Société dont M. L. voulait se venger, croyant avoir à se plaindre d'elle. La demande dont il s'agit enferme dans ses limites les eaux qui ruissellent du Pia-Ouac, par où le propriétaire de la mine une fois instituée, pourrait à loisir, ce qui était le but recherché, porter le trouble et le désordre dans notre travail. M. L. rétrocéda ses droits à la Société des Etains et Wolfram du Tonkin ; mais il n'était qu'un prête-nom. Derrière lui il y avait M. X., dont l'auteur que nous citons, trace le portrait que voici : « C'est une manière d'aventurier aussi dépourvu de scrupules que d'orthographe, que les hasards du service militaire ont conduit au Tonkin, après divers stages aux Compagnies de discipline et dans les maisons centrales... Il y a en lui de l'enfant et du fou. Fixé depuis vingt ans dans la Haute Région, il fut le premier par l'ordre des dates de ces virtuoses dont le décret favorise les chantages. Il n'est pas de prospecteur qui ait pu se glorifier d'un aussi grand nombre de périmètres (80 environ). Chacun de ces périmètres avait son étiquette indigène par égard pour l'article 14 ; mais tous ces Tran-Van-Bien Nguyen-Van-Chuoc, Nong-Van Loi divers et multiples ayant, d'une seule voix, confié la défense de leurs intérêts à M. X, celui-ci put constituer un « office minier » dont il se fit le directeur et dont il était le personnage unique. Afin de donner une raison d'être apparente à cet office minier, M. X. organisait de temps à autre des chassés-croisés de périmètres, celui d'un Nang Van Loi passait par voie de cession au nom d'un Nguyen Van Chuoc qui par obéissance à l'article 14 avait préala-

blement transféré à un tiers celui dont il était lui-même titulaire et le cycle se poursuivait et se fermait par un dernier achat effectué pour le compte de Nong-Van-Loi.

Au mois de juin 1909, le directeur de l'Office Minier fit mieux encore : il groupa en Société civile son boy, son cocher et sa maîtresse japonaise ; avec une gravité d'augure, il se fit décerner et il accepta le titre de gérant statutaire et les pouvoirs les plus étendus ; un acte de Société burlesque fut rédigé, déposé aux minutes du Lieutenant Chancelier faisant fonction de notaire et transcrit à la Conservation des hypothèques de Haïphong. La maîtresse japonaise fournirait les fonds (sous forme d'avances) selon les besoins ; les deux autres comparses apportaient le bénéfice de diverses demandes en propriété concernant des mines dès longtemps concédées... »

III

Quand un décret recèle en son texte d'aussi extravagantes possibilités, il ne peut pas être indéfiniment maintenu et en effet il fut abrogé le 26 janvier 1912 ; mais d'après le bon juge que nous citons, il avait retardé de quinze ans le développement minier de la colonie.

Le Décret du 26 janvier 1912 ne maintient pas le classement des substances minérales en trois catégories des décrets précédents, il adopte la division de la loi de 1810 : il distingue les mines et les carrières : « les gîtes naturels de

substances minérales sont classés relativement à leur régime légal, en mines et carrières » (art.1). Par carrières, il entend « les gîtes de matériaux de construction et d'amendement pour la culture des terres et autres substances analogues, à l'exception des nitrates et sels associés ainsi que des phosphates ». Cette énumération est assez arbitraire ; elle paraît s'inspirer de l'idée, d'ailleurs juste, que les substances rares doivent seules être soumises au régime exceptionnel ; celles qui sont communes sont qualifiées carrières et il n'est pas dérogé pour elles à la liberté des propriétaires (1). Il en est de même des tourbières. C'est le système de la loi de 1810.

Le décret de 1912 ne donne pas de définition des mines ; il se borne à dire que « sont considérés comme mines les gîtes de toutes substances minérales qui ne sont pas classées dans les carrières ». Il procède donc par voie d'opposition. Il diffère ici de la loi de 1810 qui dispose que les mines comprennent les gisements métalliques de toute nature, ainsi que les dépôts de houille, de soufre, de bitume, etc., etc... Il nous semble que le procédé du décret est préférable à celui de notre loi, parce que celle-ci a toujours besoin d'être remise à jour. C'est une horloge dont il faut sans cesse pousser les aiguilles, pour qu'elles soient à l'heure. Le Conseil d'Etat a été conduit à admettre qu'un règlement d'administration publique peut classer une substance nouvelle parmi les mines.

(1) Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol ; elles en suivent les conditions (art. 2).

Comme antérieurement, les mines peuvent être acquises soit par voie d'occupation, soit par voie d'adjudication, selon qu'elles sont inconnues ou connues ; mais l'adjudication ne joue toujours qu'exceptionnellement.

L'acquisition du droit d'exploiter passe par deux phases comme précédemment : permis de recherches exclusif dans un périmètre réservé ; investiture de la propriété ; mais l'on relève d'importantes modifications. Le périmètre des permis de recherches, au lieu d'affecter la forme d'un cercle de rayon variable, est un carré de 3 kilomètres de côté, orienté Nord-Sud, Est-Ouest et défini par la position de son centre : cette nouvelle définition donne plus de facilité pour le repérage sur le terrain que celle du cercle... Ceci sans doute n'est que d'un intérêt assez relatif, mais voici qui est plus important. Désormais la priorité pour l'acquisition du permis de recherche date non pas de l'occupation effective du terrain, qu'il est très difficile de constater, mais de la date du dépôt de la demande du permis dans les bureaux du chef de la province. On est enfin en face d'une solution simple et qui ne prête pas à discussion.

D'autre part, l'industrie des prête-noms reçoit un coup mortel puisque toutes les restrictions relatives au nombre de permis que peut occuper un seul prospecteur, sont supprimées. Et, pour que l'accaparement stérile ne puisse se produire, la déclaration de permis est soumise au paiement d'un droit fixe de 100 francs qui doit être effectué avant la déclaration dans les caisses du Trésor. Dans les régions où les recherches deviennent plus nombreuses et où par suite

la concurrence entre les prospecteurs est plus vive, le droit fixe peut être augmenté, sans que toutefois sa quotité puisse dépasser 500 francs.

La délivrance des permis est, en quelque sorte automatique ; elle ne peut être refusée que si la demande n'est pas accompagnée du reçu du versement du droit fixe prévu par le décret. La validité de ces permis n'est subordonnée qu'à deux conditions : 1^o qu'ils soient réguliers en la forme et 2^o qu'ils n'empiètent pas sur les terrains déjà réservés : questions de la compétence des tribunaux civils : « si le carré délimité par le permis empiète sur la surface d'un permis de recherche antérieurement délivré ou d'une concession de mine dérivant d'un tel permis, les droits du permissionnaire sont provisoirement réduits à la partie de ce carré qui n'empiète pas sur le terrain compris dans les dits permis ou concessions tant que ces permis ou concessions sont encore en vigueur. » (Art. 15).

Dans le délai d'un mois après la déclaration, le déclarant est tenu de marquer matériellement sur le sol le centre du carré par un signal sur lequel sont inscrits le nom du titulaire de permis de recherche la date de la déclaration, la date à laquelle l'écriteau a été posé. Le signal et son inscription doivent être maintenus en bon état pendant toute la durée du permis de recherche (art. 21) prescriptions qui, en fait, ne sont pas respectées ; elles sont dépourvues de sanctions et leur utilité paraît assez minime. Ce qui compte vraiment aujourd'hui, ce n'est plus l'implantation du poteau, c'est l'inscription de la demande dans les bureaux du chef de la province.

Une difficulté sérieuse subsiste : dans le cas d'empiètement d'un périmètre sur des terrains déjà réservés, elle est remise à l'appréciation des Tribunaux civils. Lourde tâche dans un pays où les propriétés sont assez mal délimitées, mais qui ira en s'allégeant à mesure que l'organisation foncière s'améliorera. On est entre deux dangers : sacrifier des droits acquis, laisser se produire des procès sans base sérieuse, dans un but de chantage. On a préféré courir ce dernier risque, et nous croyons que c'était le parti le plus sage ; d'autant que l'individu actionné sans raison plausible et de mauvaise foi pourra compenser ses peines et ses frais par une demande reconventionnelle en dommages et intérêts.

Le permis de recherche est valable pour trois ans à compter du jour de la déclaration (art. 22), mais durant la guerre il put être renouvelé. En 1917, le nombre des permis renouvelés a été, comme nous l'avons déjà dit, de 158. Il semble que, pendant la guerre notamment, les titulaires aient mis peu d'empressement à faire transformer leurs permis de recherches en concessions, soit qu'ils fussent mobilisés, soit qu'ils s'appliquassent à retarder le moment où ils eussent dû payer les redevances superficielles.

Tout permis de recherche, tant qu'il n'est pas périmé, donne droit à l'obtention d'une concession. L'étendue de la concession demandée ne peut être supérieure à 900 hectares, ni inférieure à 100 hectares. Le périmètre de la concession doit être contenu tout entier dans le périmètre du permis de recherche dont la demande dérive, alors que dans le

décret de 1897 il pouvait s'étendre en dehors, jusqu'à concurrence du quart de sa superficie.

La procédure de l'investiture de la propriété des mines est, à peu près la même qu'autrefois. Toutefois, il y a un versement forfaitaire initial de 1 fr. 50 par hectare pour les mines de combustibles et de 2 francs pour toutes autres mines. En 1897, ce versement était de 1 franc : on n'aperçoit pas le motif de ce changement.

L'acte de concession vaut purge vis-à-vis de l'administration mais non vis-à-vis des particuliers. C'est ce que décide l'article 36: « Si la concession empiète sur des terrains réservés aux adjudications, ou interdits aux recherches, sa validité ne peut plus être contestée de ce chef ». C'est dire que le concessionnaire de la mine est désormais à l'abri des recours du côté des services administratifs. C'est le Gouverneur général qui accorde ou rejette l'acte de concession ; il est dès lors naturel qu'il engage l'Etat. La concession doit donc être opposable à ce dernier, même si elle est susceptible de léser ses droits. Mais le décret réserve l'action des particuliers vis à vis des autres concessions ou des permis de recherches encore en vigueur, la validité de la concession est déterminée par l'ordre de priorité des déclarations de recherches originaires qu'en termes abscons, ces choses-là sont dites ? Sauf erreur, nous croyons que cela signifie que les parcelles de terrain sur lesquelles il y aurait d'aventure multiplicité de concessions ou de périmètres réservés seront réputées la propriété de celui qui, le premier, a fait une demande de recherches. Pour trancher

le litige, les Tribunaux n'ont qu'une question à résoudre : quel est des plaideurs celui qui s'est inscrit le premier, sur le terrain contesté, aux bureaux du chef de la province ?

En ce qui concerne les concessions attribuées par voie d'adjudication publique, le décret de 1912 n'apporte pas d'innovations intéressantes : mais le ministre dans son rapport au président de la République émet des doutes sur l'utilité du système, doutes qu'il ne justifie d'ailleurs par aucune allégation. S'il est vrai que jusqu'ici l'adjudication n'a donné que peu de résultats, ce n'est pas un motif suffisant d'estimer qu'elle ne réserve pas pour l'avenir d'intéressantes possibilités.

Les redevances superficielles restent sensiblement les mêmes : sauf que la redevance initiale est uniformément fixée à 2 francs par hectare, alors que, en 1897, elle était de 1 franc pour les mines de houille et de 2 francs pour d'autres substances.

Le décret de 1912 prévoit dans un titre 7 des dispositions transitoires. Dans son rapport au Président, le Ministre des Colonies assure qu'elles ne motivent aucune observation : c'est une affirmation assez contestable. Il est posé en principe que « toutes les concessions de mines, instituées sous le régime des décrets du 16 octobre 1888, 23 février 1897 et 31 décembre 1904 seront soumises de plein droit aux dispositions du présent décret. » Mais de nombreuses réserves sont apportées à ce principe. En voici quelques-unes : les concessions de mines de combustibles instituées sous le régime des décrets précités continueront à ne comprendre

que les mines dites de première catégorie dans le décret du 25 février 1897 et seront soumises aux anciennes redevances superficielles (art. 79). Les concessions de mines instituées antérieurement ou postérieurement au présent décret ne porteront pas atteinte aux droits acquis par les particuliers sur les substances minérales classées comme carrières par le décret du 25 février 1887 et qui sont classées comme mines par le présent décret.

En résumé, les auteurs du décret n'ont pas su prendre parti sur la nature juridique des concessions de permis de recherches et de mines. Ils ont oscillé entre deux systèmes : convenait-il de regarder les concessionnaires comme des contractants ou comme des sortes de fonctionnaires ? ou même comme l'un et l'autre ? Il y a là une question de droit public des plus délicates et qui, en tout cas, dans le décret, n'a reçu qu'une solution purement empirique, et qui conduira, nous le craignons, à de fâcheux imbroglios. C'est, semble-t-il, le point le plus faible du décret. Il eût été préférable d'admettre avec le Conseil d'Etat et la Cour de cassation que les concessions sont des actes d'autorité, donc essentiellement modifiables par la volonté unilatérale de l'Etat, quitte à accorder des indemnités à ceux dont les droits acquis se trouveraient atteints par la réglementation nouvelle (1). En acceptant cette solution, le régime minier

(1) *Compagnie Générale française des tramways* (Rec., p. 216 et *Revue de droit public*, p. 270 avec une note de M. Jèze — 11 mars 1910). « L'Administration a le droit non seulement d'approuver les horaires des trains au point de vue de la sécurité et de la commodité

de l'Indo-Chine se fût trouvé simplifié ; un seul décret eût été en vigueur, le dernier et le meilleur.

Au cours de la dernière guerre il a été nécessaire de prendre des mesures destinées à empêcher les ressortissants ennemis de faire des opérations minières dans nos colonies. Cela a été l'objet de deux décrets successifs : le premier, du 8 janvier 1916, a été promulgué en Indo-Chine, le 8 mars de la même année. Il est relatif aux conditions de nationalité imposées aux explorateurs, propriétaires et exploitants de mines dans les colonies françaises. En voici les dispositions essentielles : a) pour ce qui est des individus, ils ne peuvent obtenir des permis de recherches ni des concessions s'ils ne sont pas nationaux, sujets ou protégés français. b) Quant aux sociétés, elles ne sont admises à la prospection et à la propriété des mines que si leur siège social est en France ; il faut en outre qu'elles aient été constituées d'après les lois françaises et que les 3/4 des membres du Conseil d'administration soient Français, s'il s'agit de sociétés anonymes. Parmi les fonction-

de la circulation, mais encore de prescrire les modifications et les additions nécessaires pour assurer dans l'intérêt du public, la marche normale du service. Ainsi la circonstance que le Préfet aurait, comme le soutient la Compagnie des Tramways, imposé à cette dernière un service différent de celui prévu par les parties contractantes, ne serait pas de nature à entraîner à elle seule, dans l'espèce, l'annulation de l'arrêté préfectoral. Il appartiendrait seulement à la Compagnie de présenter une demande d'indemnité en réparation du préjudice qu'elle établirait lui avoir été causé par une aggravation ainsi apportée aux charges de l'exploitation. »

Pour de plus amples détails, voir les Principes Généraux du droit administratif par Jèze, 2^e édition, p. 285.

naires sociaux, le Président du Conseil d'Administration et l'Administrateur délégué doivent être nécessairement français. Il en est de même du directeur. Toute modification dans les statuts doit être notifiée à l'Administration, de façon que les prescriptions ci-dessus stipulées soient toujours respectées.

Le décret du 8 janvier 1916, promulgué le 8 mars en Indo-Chine, ne parut bientôt pas suffisant ; il ne prévoyait pas en effet l'éventualité que, sous le couvert de certains protégés, des firmes ennemies continueraient à être intéressées dans la propriété minière de nos colonies, d'où le décret du 28 juillet 1918 promulgué en Indo-Chine le 7 octobre 1918 par M. A. Sarraut ; dans le but de déjouer ces manœuvres, il décidait que « la délivrance à qui que ce soit des permis miniers ou des concessions, ainsi que la cession de ces titres, seraient subordonnés à l'octroi préalable d'une autorisation toute personnelle délivrée par le Gouverneur général, lequel devra s'assurer que le demandeur, particulier ou société, présente toutes les garanties voulues, notamment au point de vue du décret du 8 janvier 1916 ». Le Gouverneur général n'a pas à motiver sa décision, il peut revenir dessus, également sans avoir à donner ses motifs. Le retrait d'autorisation ne donne pas ouverture à une action en dommages-intérêts ; mais, d'autre part, il n'a pas d'effet rétroactif, c'est-à-dire qu'il respecte les droits antérieurement acquis.

Il s'agit dans ces deux décrets d'un ensemble de mesures imposées par l'état de guerre, mais qui, à notre sens, de-

vront être supprimées en ce qui touche les permis de recherches, mais, au contraire, maintenues en ce qui concerne la délivrance des concessions. Comme le dit très bien M. H. Paulin (*loc. cit.*, p. 7) : si la recherche des mines peut être consentie au profit de l'étranger, il ne peut en être de même de l'exploitation de ces mines. Pour des raisons qui n'ont besoin d'aucune justification, cette exploitation doit être réservée exclusivement à nos nationaux.

CHAPITRE II

LA RÉGLEMENTATION MINIÈRE EN DROIT COMPARÉ

On a vu dans le chapitre précédent par quels tâtonnements la législation des mines est passée en Indo-Chine. Encore que plus adéquat à la situation du pays que ceux qui l'avaient précédé, le décret de 1912 ne saurait encore être regardé comme définitif. A peine était-il promulgué qu'il soulevait déjà, sur place, des critiques. Le spécialiste des questions minières que nous avons cité plusieurs fois, prétendait même « qu'il ne donnerait pas de meilleurs résultats que celui de 1897 ; que le contraire était plutôt à craindre (1) ». Il y a, semble-t-il, quelque parti pris dans cette appréciation. M. Porion reconnaît lui-même que le rapport du Président de la République énonce bien de grands principes semblant appropriés aux besoins actuels de l'industrie minière dans la Colonie. Il se félicite de voir la superposition de mine supprimée ; il avoue que la propriété des mines s'acquiert de deux façons très rationnelles soit par première occupation soit par mise en adjudication, que la première occupation est désormais nette et précise dans le temps et l'espace... Bref, il admet que des modifications heureuses ont été apportées au régime de 1897 ; mais il redoute que les principes proclamés ne restent

(1) *Bulletin financier de l'Indochine*, p. 151, article du 24 août 1912.

lettre morte. C'est là une critique *a priori* et qui, par suite, est un peu en l'air. La guerre éclatait peu de temps après l'application du nouveau décret et créait des conditions de fait qui n'ont pas jusqu'ici permis de se rendre un compte bien exact de la valeur pratique de la réglementation de 1912. Il ne sera pas sans intérêt de la comparer à celle qui existe dans quelques-unes de nos possessions.

Il y a d'abord eu une tendance à transporter dans nos Colonies le régime minier français. Dans une brochure parue tout récemment (1), M. Honoré Paulin, ingénieur au ministère des colonies, écrit que « le premier acte de notre législation minière coloniale s'est manifesté par l'application pure et simple, en Guyane, de la loi métropolitaine du 21 avril 1810 ». En Algérie, le régime minier a toujours été très analogue à celui de la France et aujourd'hui, il est presque identique. Comme dans la métropole, l'on distingue les mines, les carrières, les minières et les tourbières. Comme l'observe M. Berthélemy, ce n'est pas par le mode d'exploitation que la mine se distingue de la carrière, c'est par la nature des substances minérales ou fossiles enfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface et connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, etc... Les carrières renferment les ardoises, grès, granits, marbres, etc... le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines... Les minières comprennent les minerais de fer, dits d'alluvion,

(1) *Le régime minier des Colonies françaises et pays de Protectorat*, Paris, Lacroix, 1920, p. 8.

les substances pyriteuses... (*Traité élémentaire de droit administratif*, édit. 1921, p. 775).

Mines, minières, carrières et tourbières, en Algérie, sont soumises aux mêmes règles qu'en France avec une différence toutefois pour les phosphates. Ils sont classés dans les carrières, comme dans le métropole. Il s'ensuivrait que le propriétaire du sol a le droit de les exploiter en se conformant aux prescriptions de police ; ce n'est qu'en partie exact : dans les terrains appropriés par les modes français, les propriétaires peuvent en effet disposer des phosphates qui peuvent exister sur leurs terrains, ils doivent toutefois payer un droit fixe de 0 fr. 50 par tonne exportée.

Mais dans les terres de l'Etat, des départements, des communes, des douars, les phosphates ne peuvent être recherchés qu'avec des permis valables pour un an, et exploités qu'après obtention par adjudication (décret du 25 mars 1898).

En Indo-Chine même, nous avons vu que le décret de 1912 était, à d'assez nombreux égards, assez voisin de la loi de 1810. Cependant, il n'a pas été en général, possible de pousser très loin l'assimilation, les conditions de fait étant très différentes dans la Métropole et dans les Colonies. Comme le remarquait déjà M. Lamé-Fleury dans son Rapport, « la législation minière devant, plus que toute autre, se trouver en parfaite concordance avec les temps, les situations sociales, politiques, et économiques, les lieux, il ne pouvait point être question d'introduire dans l'Annam un type législatif fondé uniquement sur des prin-

cipes de métaphysique abstraite, pas plus que d'approprier purement et simplement à l'Extrême-Orient notre loi métropolitaine de 1810... » D'où des solutions aussi variées que l'étaient les Colonies elles-mêmes, mais qui, cependant, avaient de nombreux traits de ressemblance, parce que leur origine était commune. « C'est en Nouvelle Calédonie que fut inauguré, par un arrêté du Gouverneur du 13 septembre 1873, le régime minier dont les dispositions générales ont, en quelque sorte, servi de base à la réglementation minière dans les autres Colonies. Le régime avait été inspiré à son auteur (M. Heurteau) par l'étude du système australien des mines à surface réduite instituées par le seul fait de la priorité de l'occupation matérielle, de la prise de possession, mais qui n'étaient maintenues que s'il était satisfait à la double règle d'un travail minimum obligatoire et du paiement d'une redevance relativement élevée ». (Paulin, loc. cit., p. 9.)

On est fort loin du régime métropolitain. Celui-ci a son fondement originaire dans l'article 552 du Code civil qui décide dans son alinéa 1 que « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous ». Cet article ne fait, en effet, que reproduire une ancienne formule ; il n'est qu'une application de la théorie de l'accession admise dans de nombreux pays : Angleterre, Etats-Unis, Russie, par exemple. Est-ce à dire que la propriété du sol et la propriété des mines ne constituant pas deux propriétés distinctes ? Certains auteurs l'ont soutenu et s'inspirant des doctrines physiocratiques ont regardé comme naturellement insépa-

rables la propriété du dessous et celle du dessus. Ils ont été frappés par les difficultés qu'engendrerait toute autre conception. « Si le droit du propriétaire du sol ne s'applique pas à la mine, jusqu'où s'étend-il ? Va-t-on décréter que la propriété s'arrêtera à 20 toises de profondeur, à peu près comme dans la physique du Moyen Age, la nature n'avait horreur du vide que jusqu'à 32 pieds ? Tréfonds, superficie, ces mots n'ont par eux-mêmes aucune signification précise. Où le tréfonds commence, où la superficie s'arrête, on n'en sait rien. » (René de Trécy, *Revue des deux Mondes*, 1889, XCVI p. 376) M. Planiol se range théoriquement à cet avis ; le principe traditionnel du droit français est selon lui : « que tous les gisements métalliques ou autres situés au-dessous de la parcelle qui appartient au propriétaire de la surface, appartiennent également à celui-ci, à quelque profondeur qu'ils se trouvent ». (Planiol *Traité élémentaire de Droit civil*, Tome 1, page 741, Edition 1915.

Il reconnaît toutefois que pratiquement ce système était excessif et la Royauté s'employa à l'atténuer ; dès le ^{xv}^e siècle, elle songea à tirer profit des mines en s'attribuant, à titre de droit régalien, le dixième de leur produit (édit du 30 mai 1413). Dans la suite, on s'efforça, mais sans grand succès, de faire rentrer les mines dans le domaine de la Couronne.

Quant à la Révolution, elle s'efforça d'amalgamer les droits de l'Etat et ceux des propriétaires du sol. Elle proclama que « les mines sont des bienfaits de la nature ; tous les hommes y ont un droit égal ; elles ne peuvent donc

appartenir qu'à tous et la Nation a le droit d'en disposer et d'en régler l'usage » (Rapport de Regnault d'Epercy à la Constituante, Archives parlementaires XXIV p. 229, séance du 10 mars 1791). Mais ce n'étaient là que les formules pour la galerie. Mirabeau expliqua en effet, que ce serait une absurdité de dire que les mines sont à la disposition de la Nation dans ce sens qu'elle peut ou les vendre ou les faire administrer pour son compte ou les régir à l'instar des biens domaniaux, ou les concéder arbitrairement. Personne n'a proposé cela. La Nation a droit à l'exploitation des mines ; si elles ne sont pas exploitées, la nation doit pouvoir en provoquer l'exploitation. En résumé, la Révolution n'aurait revendiqué qu'un droit de haute police. En fait, les propriétaires de la surface purent presque exclusivement exploiter les gîtes miniers, chacun au-dessous de soi ; ce qui compromit les richesses minières du pays. D'après M. de Trécy, (loc. cit. p. 578), « c'est l'origine du feu qui couve depuis le commencement du siècle (le XIX^e) dans le bassin houiller de l'Aveyron. »

Napoléon était aussi partisan de l'idée traditionnelle et simple que la propriété du dessus em porte celle du dessous ; mais il voulait la concilier avec l'intérêt général ; d'où la « *combinazione* » qu'est la loi de 1810. « Personne disait l'Empereur, ne soutiendra que le propriétaire de la superficie ne soit pas aussi propriétaire du fonds ; dans la rigueur des principes, le propriétaire du sol devrait être libre de laisser exploiter, mais puisque l'intérêt général oblige à déroger à cette règle, que du moins ce propriétaire ne

devienne pas étranger aux produits que sa chose donne, car autrement il n'y aurait plus de propriété ». En résumé, les mines sont la propriété des propriétaires du sol ; mais ils pourront être expropriés sous certaines conditions.

La loi de 1810 part de l'idée qu'en France les mines étaient ou connues ou faciles à découvrir et elle n'accorde pas d'avantages importants à l'inventeur. Il n'en pouvait être de même aux Colonies ; il fallait avant tout, encourager l'initiative des prospecteurs, puisque tout était à faire. Dès lors le système qu'il convenait d'adopter était celui de l'occupation. La mine est *res nullius*, c'est à l'inventeur qu'elle doit appartenir ; sans doute des objections théoriques sérieuses peuvent être faites à cette conception, mais il reste, et c'est là l'essentiel dans les pays neufs, qu'elle est supérieure à toutes autres comme stimulant pour les prospecteurs.

Ainsi que nous le disions ci-dessus, le système de l'occupation a d'abord été introduit en Nouvelle Calédonie et de là, il est passé dans la plupart de nos autres possessions. A certains égards, le régime minier de la Nouvelle Calédonie reste même actuellement un modèle.

Le permis de recherche est valable pour un an. Il peut être prorogé par période d'un an et deux fois au plus. Chaque renouvellement donne lieu au paiement d'une redevance (1).

(1) Ces redevances ont été fixées à 0,50 par hectare et par an (décret du 3 septembre 1913 approuvant une délibération du 2 avril 1913 du Conseil Général.

Il y a là, semble-t-il une disposition qu'il conviendrait d'étendre à l'Indochine.

Les permis de recherches sont dans cette dernière colonie trop nombreux par rapport aux mines instituées. Plus que de longues dissertations, les deux tableaux ci-dessous le démontrent.

Permis de recherches en vigueur

Pays	Au 31 décembre							
	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Tonkin	1.052	1.961	2.540	2.589	1.674	1.098	919	970
Annam	223	370	395	332	158	74	67	117
Laos.....	16	39	58	85	74	57	49	24
Cambodge.....	—	3	51	68	70	67	68	113
Cochinchine....	—	—	—	29	29	9	—	—
Total.....	1.291	2.373	3.044	3.103	2.005	1.305	1.103	1.224

Concessions instituées

Nature des mines	Mines instituées au 1 ^{er} janvier 1917	Mines instituées en 1917	Concessions en instance
Combustibles	61	1	32
Zinc et plomb	81	8	74
Plomb et argent.....	3	—	—
Etain et tungstène.....	30	—	25
Or	11	1	13
Cuivre.....	9	—	9
Fer	3	—	8
Antimoine.....	4	—	4
Mercure	3	—	3
Phosphates	—	—	5
	205	10	173
Mines instituées.....	215		

Il est notable qu'à partir de 1914 le chiffre des permis de recherches s'abaisse beaucoup, mais la guerre en est sans doute la cause. Les hommes jeunes et hardis parmi lesquels se recrutent les prospecteurs sont sur les champs de bataille, et d'autre part, par suite du taux de la piastre, les Français ne peuvent guère entreprendre de travaux. Cette surabondance d'octroi de périmètre n'a guère que des inconvénients pour l'intérêt général. Presque tout le Tonkin est couvert de poteaux, de telle sorte que le nouvel arrivant doit commencer par payer une rançon. En somme, les titulaires de poteaux sont un peu comme les seigneurs de l'ancienne France, il n'y a guère de parcelle de terre qui ne soit grevée de droits. Il s'agirait, tout en sauvegardant les légitimes intérêts des prospecteurs sérieux, d'abattre quelques-uns des poteaux qui s'érigent sur le sol indo-chinois. Une féodalité s'est constituée là-bas dont les privilèges ne devraient être maintenus que dans la limite où ils servent l'intérêt public ; si l'on admettait le système de la Nouvelle Calédonie, l'Indo-Chine se trouverait affranchie d'une partie de ces sortes d'hypothèques sans justification. Les poteaux frappés de taxes renouvelées tomberaient d'eux-mêmes, à moins qu'ils ne représentassent pour leurs titulaires de sérieuses espérances.

Une autre disposition du décret du 28 février 1918 relatif à la Nouvelle-Calédonie nous paraît également digne d'attention. Il est stipulé que sur toute concession qui, après un délai de cinq ans, sera inexploitée ou insuffisamment exploitée, il sera perçu une redevance supplémentaire :

sera considérée comme insuffisamment exploitée toute concession qui ne satisfera pas aux deux conditions suivantes : 1° extraction annuelle : minerais de fer chromé, une demi-tonne par hectare ; minerais de cobalt : 425 kilos par hectare ; minerais de cuivre : une tonne par hectare ; 2° emploi en travaux de quatre journées d'ouvriers au moins par hectare, par an. Il ne s'agit naturellement pas de transporter les prescriptions telles quelles en Indo-Chine ; mais l'idée serait, ce semble, à recueillir (1).

Il est, en effet, contraire à l'intérêt public que le sous-sol soit accaparé par des personnes ou des sociétés hors d'état d'en tirer parti. Peut-être le contrôle serait-il assez difficile à organiser ; mais ce serait du moins une menace de déchéance susceptible de stimuler l'exploitation.

En Océanie, le permis de recherche est valable pour deux ans et peut être prorogé par période d'un an et deux fois au plus ; la redevance pour la délivrance est de 0,25 par hectare et par an, et 0,50 pour chaque renouvellement (arrêté du 24 mai 1918, pris en vertu du décret du 17 octobre 1917).

(1) M. Pierron, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, propriétaire de mines au Tonkin, aurait voulu que l'Indo-Chine fût divisée en carrés de 3 kilomètres de côtés, numérotés de 1 à x, formant autant de périmètres, suffisamment désignés par leurs numéros.

Ces périmètres seraient attribués aux amateurs à des prix variables selon les régions, avec obligation d'effectuer sur le périmètre, la première année, un chiffre minimum de dépenses (par exemple 15.000 francs). Moyennant l'accomplissement de cette condition le titulaire du périmètre pourrait en demander la concession définitive ; dans le cas contraire le périmètre redeviendrait libre. — M. Bélugou approuve cette idée, surtout l'obligation de faire des travaux.

On espère par cette taxe progressive réduire le nombre des permis qui ne seraient pris que dans le but de les revendre, et non de faire des travaux. D'autre part, le Gouverneur est armé d'un redoutable pouvoir : il peut, sous réserve de l'autorisation du ministre, interdire la réunion de deux ou plusieurs mines entre les mains d'une même personne ou Société, si cette réunion est contraire à l'intérêt public. Il y a là une possibilité d'arbitraire que l'Indo-Chine ne connaît heureusement pas.

En Guyane, la réglementation minière actuelle a sa source dans un décret du 16 octobre 1917. Comme en Indo-Chine les gîtes naturels sont classés en deux catégories : carrières et mines. Les carrières sont les gîtes de matériaux de construction, d'empierrement et d'amendement pour la culture des terres et autres substances analogues, à l'exception des nitrates et sels associés ainsi que des phosphates. Les mines sont les gîtes de toutes substances minérales qui ne sont pas classées comme carrières. On a suivi la même méthode qu'en Indo-Chine. Mais ici encore le permis n'est valable que pour un an ; il peut être prorogé par période d'un an et deux fois au plus. Sa délivrance comporte une taxe de 0.40 par hectare et par an ; son renouvellement, une taxe de 0.50. Toute concession de mine donne ouverture à une redevance nouvelle, variable avec l'étendue de la dite mine, 0.50 par hectare jusqu'à 500 hectares, 0.75 au delà. Même système à Madagascar, (1).

(1) Il y a à Madagascar une double réglementation, l'une pour les mines communes, l'autre pour les mines d'or, métaux précieux et pierres précieuses.

où toute mine commune est soumise à une redevance fixe annuelle de (1) :

1 fr. par hectare jusqu'à	200 hectares
2	» 500 »
3	» 1000 »
4	» 1500 »
5	» 2500 »

Cette progressivité des taxes paraît un moyen assez efficace d'empêcher les accaparements stériles. Peut-être pourrait-on y avoir recours en Indo-Chine, encore que dans ce pays la lutte doit être menée bien plus contre les permis de recherches que contre les investitures de mines relativement assez nombreuses.

En Tunisie, le régime minier est assez complexe, il résulte d'un décret beylical du 29 décembre 1913. Les gites sont divisés en mines et carrières. Les mines sont propriété domaniale, on ne peut les exploiter qu'après avoir d'abord obtenu un permis de recherches. Ce permis est valable pour trois ans et peut être renouvelé une seule fois pour une nouvelle période de trois ans, si le permissionnaire justifie de travaux réguliers. Un droit fixe de 500 fr. est perçu pour ce renouvellement.

Muni d'un permis, l'on peut, disposition nouvelle, opter soit pour un droit d'exploitation, soit pour une concession. Le droit d'exploitation ne s'accorde que si les travaux du

(1) Décret du 20 juillet 1897.

demandeur ont démontré l'existence d'un gîte sérieux ; il donne lieu à la perception d'un droit fixe de 500 fr. Il n'est valable que pour cinq ans et ne peut être renouvelé, mais il permet d'obtenir une concession de mine étendue. Il y a donc deux voies pour aboutir à une concession, un plutôt un double point de départ : permis de recherche et permis d'exploitation. La concession n'est accordée que si les travaux du demandeur ont révélé l'existence d'un gîte exploitable. Elle est soumise à des taxes plus élevées que le permis d'exploitation.

En Tunisie, on suit donc le système que certaines personnes ont préconisé pour l'Indo-Chine : les concessions de permis d'exploitation et de mines ne sont instituées qu'après un examen au fond, c'est-à-dire après justification de l'existence du gîte. Il nous semble que l'administration sort ici de son rôle ; des plaintes se sont élevées en Tunisie contre les lenteurs entraînées par ce système.

Au Maroc, d'après un dahir du 19 janvier 1914, les gîtes sont aussi divisés en mines et carrières. Le permis est valable pour trois années : il n'est pas immédiatement renouvelable, il ne l'est qu'au bout de trois ans. Certaines substances, phosphates et nitrates, sels gemmes etc... ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'adjudications publiques. Mais le droit des explorateurs est sauvegardé par une disposition fort intéressante ; ils ont droit pendant quinze ans à un quinzième des redevances à la tonne, payées par les adjudicataires. La recherche des gîtes est ainsi encouragée sans

que soit attribué aux prospecteurs le rôle d'exploitants qu'ils sont souvent inaptes à remplir. Il y a là un procédé qui mériterait, comme nous l'avons déjà dit, d'être retenu pour l'Indo-Chine (1).

(1) Un dahir du 27 janvier 1920 réserve au seul Makhsen tant la recherche des phosphates que leur exploitation.

CONCLUSION

En terminant son rapport au Président de la République sur le décret de 1912, le ministre des Colonies, M. Lebrun, exprimait l'espoir que désormais seraient évitées les contestations qu'avaient fait naître les dispositions insuffisamment précises du règlement de 1897 et que le développement de l'industrie minière pourrait se poursuivre sans entraves. Il est indéniable, comme nous l'avons montré, que le décret de 1912 contient d'heureuses améliorations, notamment en ce qui concerne la superposition des mines, la forme des périmètres de recherches, la prise de possession, etc... Mais il semble qu'il pourrait encore être amendé, ce qui d'ailleurs est fort naturel, car la législation des mines est conditionnée par les circonstances économiques qui sont essentiellement mouvantes, et ce n'est qu'à l'usage qu'elle révèle peu à peu ses imperfections. Ce n'est pas une matière où l'on puisse d'emblée improviser un système idéal. On n'arrive à un certain degré de perfection que par une série de tâtonnements et d'approximations. Il faut être prudent en matière d'innovations, et n'admettre dans les textes légaux que les mesures dont la pratique a démontré les bienfaisants effets. C'est en nous inspirant de ces vues que nous voudrions pour finir esquisser une sorte d'ébauche du décret qui pourrait actuellement convenir à l'Indo-Chine.

Tout d'abord, la superposition des mines, source de tant

de procès, ne disparaît pas entièrement dans le décret de 1912 par suite de l'article 79 sur les dispositions transitoires. « Les concessions de mines de combustibles instituées sous le régime des décrets de 1888-1897 et 1904 continueront à ne comprendre que les mines dites de première catégorie. C'est-à-dire les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ». A notre sens, l'interdiction de la superposition devrait s'étendre même à l'hypothèse visée, si du moins l'un des concessionnaires le demandait, quitte bien entendu à désintéresser ceux qui se trouveraient ainsi évincés. En matière minière, les droits acquis ne peuvent pas prévaloir contre l'intérêt général ; il suffit de les monnayer, c'est-à-dire d'indemniser celui qui en est privé. De plus, dans le décret de 1912, le recouvrement des concessions reste possible, cela résulte de divers articles : article 34 qui décide que le Gouverneur général peut retrancher de la concession les parties qui empiètent sur les concessions dont le titre est devenu définitif ; mais que, s'il y a opposition portée devant l'autorité judiciaire, le Gouverneur général surseoit à statuer jusqu'à ce que les tribunaux se soient prononcés ; article 36 qui dispose que « vis-à-vis des autres concessions ou des permis de recherche encore en vigueur, la validité de la concession est déterminée par l'ordre de priorité des déclarations de recherches originaires » ; article 60 enfin : « lorsque les travaux d'une mine occasionnent des dommages à l'exploita-

tion d'une autre mine voisine on *superposée*, à raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, le concessionnaire en doit réparation. Lorsque ces mêmes travaux ont, au contraire, pour effet d'évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, par machine ou par galerie, il y a lieu à une indemnité de la seconde mine à raison du profit qu'elle en retire et du surcroît de dépenses correspondant à ce profit. » Il subsiste donc des cas de superposition et de recouvrement de concession. On eût dû s'attacher à les faire disparaître car ils sont susceptibles, comme nous l'avons vu, de décourager les entreprises sérieuses. Il faut un tempérament spécial pour se plaire dans les prétoires, et le bon droit n'y triomphe pas toujours. Sans doute, il est nécessaire de donner à ceux qui ont des droits acquis, le moyen de les faire valoir ; mais peut-être serait-il expédient d'enfermer l'exercice des dits droits dans un espace de temps plus limité qu'il ne l'est. Le permis de recherche est valable pour trois ans, l'institution de la concession ne se fait, en général qu'à l'expiration de ce temps pour des raisons pécuniaires. Or, à quel moment les ayants-droits sont-ils invités à faire opposition ? Non pas au moment de la délivrance des permis, ce qui serait naturel, mais au moment de la concession (art. 33). Les raisons de ce système nous échappent. Pourquoi les mesures de publicité sont-elles retardées jusqu'à la demande de concession et ne se font-elles pas lors de la délivrance des permis ? Et pourquoi les oppositions des ayants-droits sont-elles admises au moment de l'acte de concession, alors

qu'il semblerait plus rationnel de ne les recevoir que pendant quelques mois après la délivrance des permis de recherches ? Dès l'instant qu'on a pu organiser une publicité lors de l'institution de la concession de la mine, il n'était pas impossible de l'organiser lors de la délivrance des permis de recherches et ce système eût, ce nous semble, présenté de grands avantages ; au lieu d'être précaires pendant des années, les droits de l'occupant fussent rapidement devenus définitifs, dès lors, il eût été possible d'en tirer un meilleur parti. Bref, nous estimons que la délivrance des permis de recherches devrait être entourée de publicité et que les ayants-droits sur les périmètres sollicités devraient alors produire leurs oppositions, dans un délai de trois mois par exemple, passé lequel ils seraient forclos. Le permissionnaire verrait ainsi sa situation presque immédiatement clarifiée et stabilisée, sans que les tiers intéressés soient sacrifiés.

Une autre plaie de l'Indochine c'est l'abus de l'implantation des poteaux. Comment faire tomber ceux qui ne représentent que des espérances de gain sans travail ? Par différentes mesures qui ont été expérimentées dans nos autres colonies et y ont donné quelques résultats.

Tout d'abord les périmètres sont accordés pour trois ans ; il nous semble que cet espace de temps pourrait utilement être abrégé. On pourrait décider que les permis de recherches ne seraient valables que pendant un an ; ils pourraient être renouvelés à deux reprises pour un an chaque fois mais à une double condition. Des redevances de

plus en plus élevées seraient perçues et le permissionnaire devrait justifier de certains travaux de reconnaissance. Par la combinaison de ces deux obligations, l'on pourrait semble-t-il, supprimer l'accaparement stérile de vastes espaces, si funestes au développement minier de l'Indo-Chine. L'occupation fictive qui est la règle aujourd'hui deviendrait effective ce qui est la seule façon de légitimer les privilèges que l'on accorde aux inventeurs. Comme l'observe M. Berthélemy (*loc. cit.*, p. 770), la théorie de la mine à l'inventeur n'est pas plus exacte que les précédentes (accession, domanialité). La constatation que la mine n'est à personne n'implique pas qu'il suffise de la découvrir pour l'acquérir; la découverte n'équivaut pas à une occupation. L'occupation suppose une appréhension matérielle. En occupant une terre dans le désert, je ne deviens pas propriétaire du désert. En mettant le pic sur un point d'un gisement de mine, je ne me rends pas maître du gisement. On peut occuper un bloc de minerai en l'extrayant. On n'occupe pas une mine en détachant un morceau de charbon. Dans un pays comme l'Indo-Chine, il peut être de bonne politique de favoriser l'inventeur, mais à la condition qu'il remplisse sa fonction qui est de découvrir et d'explorer, et non pas seulement de demander des périmètres et de planter des poteaux. L'intérêt économique est que deux traitements tout à fait différents soient appliqués aux prospecteurs : déchéance pour ceux qui se contentent d'une occupation fictive et sont à l'affût d'une bonne aubaine, privilège pour ceux qui vont sur le terrain et y

découvrent des gîtes réels. La décret de 1912 met fâcheusement ces deux sortes de prospecteurs sur le même rang ; sans doute les faits se chargent en général de rétablir les différences, et celui qui a fait des travaux de reconnaissance et est en possession d'un gisement certain a plus de chances de faire fortune que celui dont toute l'activité se dépense à planter des poteaux. Mais le contraire s'est rencontré et l'on a vu des fortunes se constituer dans lesquelles le hasard avait plus de part que le travail. L'administration devrait donc faire une discrimination très nette, elle devrait multiplier les déchéances pour les prospecteurs qui ne justifieraient pas de travaux effectifs sur le périmètre demandé ; elle devrait par contre privilégier ceux qui par leur flair et leur activité mettraient à jour des gisements ignorés.

Sans doute, le décret de 1912 décide que « tout permis de recherche, tant qu'il n'est pas périmé, donne droit à l'obtention d'une concession ». Mais, comme le remarque M. Berthélemy, « la loi peut encourager la recherche sans attribuer aux prospecteurs le rôle d'exploitants qu'ils sont d'ordinaire impuissants à remplir ». Il est en effet très rare qu'un prospecteur exploite la mine qu'il a découverte ; il n'y en a peut-être pas d'exemples.

L'exploitation d'une mine nécessite en effet des sommes considérables, qu'on ne peut guère réunir qu'en formant une société. Presque toujours le permissionnaire devra donc vendre ses droits et n'en trouvera qu'un prix relativement modeste, alors que virtuellement et en puissance ces droits représentent peut être des sommes fort élevées.

Il conviendrait comme on l'a fait au Maroc, d'associer l'inventeur au sort du gisement qu'il a trouvé. Ce serait un excellent moyen, croyons-nous, d'inciter aux explorations sérieuses.

Si ces suggestions qui nous ont été inspirées non point par des vues de l'esprit, mais par une expérience acquise sur les lieux, venaient à trouver place dans un texte législatif, le développement minier de l'Indo-Chine pourrait prendre un nouvel essor. En effet, le sous-sol de notre Colonie est très riche dans beaucoup de ses parties. Encore que sollicités de tous côtés, les capitaux se portent assez volontiers aujourd'hui vers nos possessions coloniales. On commence à comprendre qu'elles peuvent et doivent compléter la métropole, on a trop eu à souffrir pendant la guerre, et même depuis, du joug économique des neutres et des alliés. La guerre eût été moins onéreuse si nos colonies avaient pendant la paix été mieux préparées au rôle qu'elles auraient dû jouer de membres actifs de la grande France. Enfin la main-d'œuvre ne manque pas en Indo-Chine, quoiqu'on sait souvent prétendu le contraire. Elle est même d'assez bonne qualité (1) quand les employeurs la

(1) Il ne suffit pas d'avoir une main-d'œuvre abondante, il faut la retenir, l'exercer, la discipliner. Pour cela il est important de la comprendre telle qu'elle est avec ses qualités et ses défauts propres. A cet égard, les Européens sont portés à se méprendre; ils professent un certain nombre de maximes générales simples, absolues et dont le moindre défaut est de manquer d'ouverture. Il est admis que l'ouvrier chinois est voleur, paresseux, qu'il ne comprend et ne craint rien autre chose que les coups. On lui met dans les mains des outils qui ne sont pas faits pour lui et l'on s'étonne qu'il

traitent de façon convenable, se souvenant d'une part que le travail n'est pas une marchandise quelconque, et de l'autre que les races de civilisation développée ont un rôle d'éducation et de protection vis-à-vis de celles qui sont à un stade moins avancé de l'évolution.

Vu, le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu, le Président,
PAUL LESEUR.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

n'en tire pas un parti aussi avantageux que l'ouvrier européen.

Comme conséquence, l'on est porté à user à son égard de brutalité, ce qui est détestable, car le coolie brutalisé, ou bien a peur, et s'acquitte mal de son travail, ou bien prend de la haine contre son oppresseur. Dans les deux cas, il abandonne vite les chantiers et contribue à répandre une légende qui discrédite notre exploitation.

Il ne faut pas s'attendre à trouver chez les ouvriers asiatiques, des vertus que même les ouvriers européens ne possèdent pas toujours éminemment : s'ils ne sont pas dévoués entièrement à nos intérêts, le contraire se comprendrait mal. Il faut s'attendre aussi que des races différentes aient des qualités différentes. Les Chinois en ont de très précieuses : la sobriété, l'allégresse dans le labeur, l'endurance poussée à l'extrême, une adresse et une ingéniosité difficilement égalables. Il faut avoir vu des coolies porter des charges de 60 kilos, quelquefois pendant 80 kilomètres et recommencer le lendemain, toujours riants et d'humeur égale. Il faut se rappeler les multiples usages auxquels ils ont su plier le bambou, avec quelle aisance et quelle rapidité ils deviennent de bons mécaniciens, de bons ajusteurs. Pris individuellement, ils le cèdent peut-être à l'Européen, qui se montrera plus robuste dans un travail de force ; mais ils suppléent à tout par le labeur collectif, et finalement la puissance du nombre et leur travail de fourmi, arrivent aux mêmes résultats.

(Extrait d'un Rapport de M. Bélugou).

APPENDICES

APPENDICE I

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDO-CHINE

RAPPORT AU CONSEIL DU GOUVERNEMENT

Session ordinaire de 1920

SERVICE DES MINES

1° — Recherches minières

L'évolution peu favorable des conditions économiques en 1919 a ralenti l'activité des prospecteurs.

Le nombre des déclarations de recherches enregistrées en 1919 est de 189 ; celui des permis renouvelés, de 39. La faculté exceptionnelle de renouvellement accordée pendant la guerre a été supprimée à compter du 1^{er} juillet 1919.

Les permis de recherches actuellement en vigueur sont au nombre de 706, se répartissant ainsi :

Tonkin	451
Annam	140
Laos	24
Cambodge	74
Cochinchine	17

Ces chiffres ne comprennent pas les permis qui ont pu être automatiquement prorogés, à l'insu du Service des Mines, du fait de la mobilisation de leur possesseur.

2° — Concessions instituées

4 concessions ont été instituées au cours de l'année 1919 ; elles comprennent deux gisements de phosphates, un de fer et un de zinc.

Le nombre des concessions existant au 1^{er} janvier 1920 s'élève à 226 et se décompose ainsi :

Nature des mines (principal minéral)	Concessions existant au 1 ^{er} janvier 1919	Concessions instituées en 1919
Combustible.....	63	
Zinc et plomb.....	89	1
Plomb et argent.....	3	—
Etain et tungstène.....	30	—
Or.....	12	—
Cuivre.....	9	—
Fer.....	7	1
Antimoine.....	4	—
Mercure.....	3	—
Phosphates.....	2	2
Graphite.....	—	—
	222	4

22 demandes de concession ont été faites en 1919.

185 demandes étaient en instance au 1^{er} janvier 1920. — L'instruction de ces affaires a été retardée, d'une part, par la pénurie de personnel du Service et, d'autre part et surtout, par le fait que les demandeurs en concession, soit qu'ils soient restés mobilisés, soit qu'ils se soient appliqués à retarder le moment où ils seront concessionnaires et devront payer les redevances superficielles, ont apporté peu d'empressement à mettre le service des Mines en mesure d'effectuer les diverses opérations (telles que la vérification des plans) dont il est chargé avant la mise à l'enquête de leurs demandes.

3° — Production des mines

1. — MINES DE COMBUSTIBLES

La production des mines de combustibles est restée presque stationnaire (665.000 tonnes, contre 636.000 tonnes en 1918 et une moyenne de 645.000 T pour les années de guerre).

Mais la diminution des stocks (passés de 400.000 à 360.000 T) et l'augmentation corrélative du tonnage exporté (250.000 T en 1918, 350.000 T en 1919) marque une notable amélioration de la situation commerciale, qui s'accroîtra en 1920. L'industrie houillère tonkinoise, qui a vu pendant la guerre son développement s'arrêter et même rétrograder en raison de la rareté des frets, a repris sa marche vers l'avenir brillant qu'elle doit ambitionner.

Les travaux du bassin de charbon gras de Phan-mé sont loin d'avoir reçu l'extension que justifient les promesses du gisement et la qualité exceptionnelle du combustible qu'il produit ; le retard regrettable apporté à la mise en exploitation sérieuse de ce bassin est dû principalement à l'insuffisance de la voie d'évacuation qu'offre le Song-cau à Thai-nguyen.

Tableau résumant le mouvement de l'industrie du charbon depuis 1915

		1915	1916	1917	1918	1919
		tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Mines de Hongay	Production	540.000	576.000	540.000	510.000	520.000
	Exportat.	359.000	334.000	297.000	246.000	336.000
Autres mines de combustibles	Production	104.000	109.000	103.000	126.000	145.000
	Exportat.	41.000	29.000	23.000	6.000	18.000
Productions totales		644.000	685.000	643.000	636.000	665.000
Exportations totales		400.000	363.000	314.000	252.000	354.000

ÉTAT INDICATIF DES MINES EXPLOITÉES

I. — Mines

Régions minières	Nom de la mine ou désignation des terrains miniers	Province	Nombre des concessions	Superficie des concessions hectares	Nature de la concession
Région de la baie d'Along.....	Hongay	Quang-yên	1	23.000	Charbon
	Kébao	—	1	25.000	—
	François	—	1	374	—
	Hiên	—	1	48	—
Région du Đông-triên (du Port Clotilde au Đông-triên proprement dit)	Renée	—	1	880	—
	Clotilde Louise	—	1	2.400	—
	Fabien	—	1	724	—
	Chacha	Haiduong	1	499	—
Région de Phan-mê	Schoedelin	—	1	1.190	—
	Edouard	—	1	726	—
	Louissette	Thai-nguên	1	1.600	—
	Co-loung	—	1	2.400	—
Région de Phu-nho-quang.....	Paul	Ninh-binh	1	2.399	—
Région de Tuyên-quang.....	Alice	Tuyên-quang	1	387 ⁽¹⁾	—
Région de Cao-bang.....	Henri	Cao-bang	1	900 ⁽²⁾	—
Région de Nong-son.....	Nong-son	Quang-nam (Annam)	1	3.000	—
Totaux.....			16	65.227	

(1) Mines demandée en concession.

(2) Périmètre de recherches.

ET DES RÉSULTATS DE CETTE EXPLOITATION de combustibles

Noms		Production		Exportation		Nature du combustible	Effectif du personnel employé	
du propriétaire	des exploitants	Poids	Valeur	Poids	Valeur		Race blanche	Autres races
		Tonnes	(A) Francs	Tonnes	(A) Francs			
	Société française des char- bonnages du Tonkin (3)	520.000	18.800.000	336.383	11.600.000	Charbon maigre	53	6.188
	Société du Domaine de Kébao	9.866	360.000	5.530	230.000	—	2	379
	M. Coulet	7.500	150.000	600	10.000	—	1	40
	M. Colonna d'Istria							
	M. Darmoy	3.000	80.000	550	20.000	—	1	40
	M. Colonna d'Istria							
	MM. Berthet et Charrière	18.268	400.300	»	»	—	2	238
	Société des charbonnages du Dong-triêu	5.144	180.000	701	30.000	—	4	165
	M. Nguyễn-dac-Tôn	13 560	400.000	»	»	—	1	214
	MM. Cathalaa et Périnaud							
	Compagnie minière et industrielle de l'Indochine	420	20.000	»	»	—	»	»
	M. Sarran	14.688	540.000	»	»	—	2	458
	M. Sallé	20.779	550.000	3.500	80.000	—	3	333
	Société minière du Tonkin	11.314	450.000	»	»	Charbon gras à 23 ⁰ / ₁₀ } matières volatiles }	5	400
	—	5.103	200.000	»	»			
	M. Rey	9.887	300.000	»	»	Charbon mi-gras	2	223
	Société française de coloni- sation en Annam-Tonkin							
	M. Dubreuilh	16.027	470.000	»	»	Lignite	2	197
	M. Vincenti	388	10.000	»	»	Lignite	»	5
	M. Debeaux	9.198	320.000	6.886	250.000	Charbon maigre	2	55
	Minerais marchands.....	665.143	23.230.000	354.150	12.220.000		80	8.935

(3) Répartition de la production et des exportations des mines de Hongay :

	Criblé et moissettes tonnes	Menus tonnes	Agglomérés tonnes
Production	220.979	299.024	56.730
Exportation	114.479	221.904	1.645

Si on ajoute la valeur des agglomérés à celle des charbons, la valeur totale de la production de Hongay est de 24.700.000 francs environ et celle de l'exportation (y compris les agglomérés) de 11 800.000 francs.

(A) Les combustibles sont vendus en piastres. Les valeurs approximatives en francs, sur le carreau de la mine, donnée ci-contre, on été calculées d'après ces prix en piastres et le cours moyen de cette dernière monnaie (cours moyen adopté pour la piastre : 6 fr 50).

II. — MINÈS MÉTALLIQUES ET DIVERSES

Les mines métalliques tonkinoises dont les principaux produits sont le minerai de zinc et le wolfram, minerai de tungstène, ont, par contre, traversé en 1919 une crise grave. Nous ne saurions souscrire à l'explication courante qui en attribue la cause, trop simplement, à la hausse de la piastre. Il est en effet irrationnel d'imaginer des conditions économiques idéales en supprimant par la pensée cette hausse et en conservant implicitement un autre fait économique qui n'est pourtant que le corollaire du premier, à savoir la permanence approximative des prix en monnaie locale.

Si le cours de l'argent en monnaie d'or n'avait pas changé, les prix locaux, de la main-d'œuvre notamment, se seraient fortement élevés, ainsi qu'ils l'ont fait dans tous les pays d'Asie dont le système monétaire n'était pas basé sur l'étalon d'argent. L'on ne serait fondé à accuser la hausse de l'argent d'avoir placé l'Indo-Chine dans une situation vraiment anormale, que si cette hausse avait dépassé sensiblement en amplitude l'élévation moyenne du niveau des prix mondiaux, en monnaie d'or, des marchandises et des services; or, il n'en est rien : le cours moyen de l'argent à New-York en 1919 n'a été supérieur que de 80 0/0 environ à celui d'avant-guerre.

D'un autre côté, les cours des produits des mines métalliques tonkinoises, dont il n'est d'ailleurs jamais allé en France qu'une faible part, au moins en ce qui concerne le minerai de zinc, sont déterminés, sur le marché mondial, non pas en francs papier, mais en or, ou au moins en livres sterling; dans ce dernier cas d'ailleurs, ils reflètent le plus souvent les variations du change anglais par rapport à l'or, relativement peu considérables en 1919. Aussi,

tout en reconnaissant que si la piastre avait été liée au franc papier, la chute de notre devise nationale aurait joué — temporairement, jusqu'au réajustement inévitable des prix — un rôle protecteur vis-à-vis de l'industrie locale, comme dans tous les pays dont le change se déprécie, ne peut-on véritablement admettre qu'on incrimine, à propos des mines métalliques, le fait que la monnaie indo-chinoise est restée saine ; fait présentant, par ailleurs, des avantages qui ne peuvent être méconnus de personne.

Les véritables causes de la crise de ces entreprises sont différentes.

Pour les mines de zinc, cette cause doit être cherchée dans la coïncidence de deux phénomènes économiques : d'une part, la persistance de la hausse anormalement élevée des frêts sur l'Europe qui sont restés prohibitifs, le coût du transport absorbant à peu près entièrement la valeur marchande du minerai à l'arrivée ; d'autre part, la dépression, d'ailleurs momentanée, après l'armistice, du cours des métaux employés par les industries de guerre, qui a provoqué l'arrêt presque complet des usines métallurgiques japonaises, demeurées à peu près nos seules acheteuses depuis longtemps. Il est bon néanmoins de remarquer que si la valeur en piastres du minerai rendu en Europe a sensiblement fléchi, dans une mesure d'ailleurs difficile à préciser en raison du caractère confus du marché, le cours moyen du zinc à Londres, converti en piastres (1^{er} semestre 1919 : 248 \$; 2^e semestre : 200 \$; année : 224) est resté inférieur de peu à celui d'avant-guerre (220 à 230 piastres) : aussi, comme le prix du fret, malgré son élévation, était resté petit devant la valeur du métal, est-il permis de dire que si l'industrie minérale tonkinoise avait transformé en zinc métallique le minerai qu'elle extrayait, l'année 1919 aurait certes été ici, comme dans tous les autres pays du monde,

une mauvaise année, mais que cette industrie aurait été bien loin d'éprouver l'impossibilité absolue de vendre qu'elle a en fait connue. Constatation qui met en lumière tout l'intérêt que présente la création, que nous espérons prochaine, de la métallurgie du zinc au Tonkin, et justifie l'aide que le Gouvernement général est disposé à prêter aux promoteurs de l'entreprise.

Sans anticiper sur l'année en cours, ajoutons que l'horizon s'est un peu éclairci pour nos mines de zinc dès la fin de l'année 1919, surtout grâce à la possibilité de trouver un peu de fret à meilleur compte.

En ce qui concerne le wolfram, les faits sont encore plus clairs. Le haut cours atteint dans les premières années de la guerre par ce minerai qui, aux Etats-Unis, a été payé un moment plus de 10 fois son prix d'avant-guerre, a encouragé les recherches minières ; quadruplée en vue des exigences des fabrications de guerre (machines-outils), la capacité mondiale de production des mines s'est trouvée surabondante pour les besoins de paix. Et malheureusement pour nos mines, il a été reconnu dans la Chine méridionale une étendue considérable de terrains minéralisés en wolfram, offrant des gites d'exploitation très facile. Aussi le prix du minerai en monnaie d'or s'est-il effondré au-dessous même de sa valeur d'avant-guerre ; et, pour comble, le principal consommateur mondial, les Etats-Unis, a élaboré dès 1919, et mis en vigueur en 1920, des tarifs douaniers prohibitifs destinés à maintenir artificiellement en activité des mines de tungstène ouvertes pendant la guerre et considérées comme une industrie d'intérêt national. La concurrence de la Chine montre ici péremptoirement tout ce qu'aurait de factice une explication de la crise basée sur la hausse de la piastre.

La permanence du prix en piastres de l'étain métallique dont le minerai est associé au wolfram a atténué quelque peu l'effet de la crise pour les mines du Pia-Ouac.

A signaler enfin la fermeture définitive de la mine d'or de Bong-mieu (Annam). Ce fait regrettable n'est encore que la manifestation locale d'un phénomène universel, la dépréciation de l'or vis-à-vis des autres marchandises, qui a amené, dans le monde entier, l'arrêt des travaux des mines d'or qui ne présentaient avant la guerre qu'une faible marge de bénéfices : la production mondiale de ce métal précieux a été, en 1919, inférieure de plus de 20 0/0 au chiffre d'avant-guerre.

STATISTIQUES

a) Mines d'Etain et de Tungstène

La production de l'année écoulée comprend 133 tonnes de wolfram à 70 0/0 environ d'anhydride tungstique, 168 tonnes de minerai d'étain et de tungstène non séparés et 128 tonnes de cassitérite qui a été traitée sur place et a fourni 81 tonnes d'étain métallique.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la production pendant les dernières années :

	1915	1916	1917	1918	1919
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Production des minerais lavés marchands...	423	432	519	604	429 ⁽¹⁾
(1) Y compris les minerais ayant fourni l'étain métallique : 81 tonnes en 1919.					

En 1919, il a été exporté 40 tonnes de wolfram séparé ; les minerais mixtes et l'Etain métal ont été expédiés en France.

ÉTAT INDICATIF DES MINES EXPLOITÉES

II. — Mines métalliques

Régions minières	Nom de la mine ou désignation des terrains miniers	Province	Nombre des concessionnaires	Superficie des concessions	Nature de la concession
				Hectares	
	St Alexandre	Cao-bang (Tonkin)	1	680	Filons
	Ste Adèle	—	1	160	Alluvions
	Beausite	—	1	500	Alluvions et filons
Région du Pia-ouac.....	Andrée	—	1	237	Alluvions
	Alexandre	—	1	245	—
	Robert	—	1	245	Filons
	Minos	—	1	154	—
	Man-Muc	—	1	596	—
	Ariane	—	1	288	Alluvions
	Phèdre	—	1	456	Filons
	Ganymède	—	1	450	Alluvions
	Totaux.....		11	4.011	
Région de Tuyên-quang.....	Trang-da	Tuyên-quang (Tonkin)	1	800	Zinc
Région de Cho-diên.....	Rubis	Bac-kan (Tonkin)	1	793	—
Région de Song-nang.....	Alexandre	Tuyên-quang (Tonkin)	1	900	—

(1) Une grande parties des minerais n'ayant pas été exportée, ou étant restée invendue en France, il est impossible de donner une valeur se rapportant à des transactions réelles.

Faute de cours officiels en France, l'on a calculé conventionnellement la valeur des minerais d'après les cours moyens, pendant l'année 1919, des wellframs chinois vendus en Amérique, des frets transpacifiques et des changes (cours moyen de la piastre adopté pour convertir en francs les frais de transport des mines à la mer : 6 fr. 50).

(2) D'après les cours moyens du métal en France, des frets sur l'Europe et de la piastre.

ET DES RÉSULTATS DE CETTE EXPLOITATION

et diverses

Noms		Production		Exportation		Teneur moyenne des minerais	Effectif du personnel employé	
du propriétaire	des exploitants	Poids	Valeur (3)	Poids	Valeur (3)		Race blanche	Autres races
A) Mines d'étain et de tungstène		Tonnes	Francs	Tonnes	Francs			
Société des Etains et Wolfram du Tonkin :								
	Wolfram et fer titané.....	83	non marchand			inconnue	15	914
	Wolfram.....	133	400.000 ⁽¹⁾	40	120.000 ⁽¹⁾	Wo ³ = 68 % Sn = 65 %		
	Étain métal.....			81	700.000 ⁽²⁾			
	Cassitérite.....	128	600.000 ⁽¹⁾					
Société des Mines d'étain du Haut Tonkin.....		Mixte: 61	220.000 ⁽¹⁾	10	35.000 ⁽¹⁾	Wo ³ = 33 % Sn = 33 %	2	141
Société civile des Mines d'étains et wolfram du Pia- ouac Est :								
	M. Pham-van-Co.....	}	Mixte: 48	78	250.000 ⁽¹⁾	Wo ³ = 43 % Sn = 22 %	4	150
	M. Ng.-van-Viên.....							
	M. Bui-xuân-Khoai.....							
	M. Pham thi-Diên.....							
	M. Pham-van-Co.....							
Société des Mines du Pia- ouac.		Mixte: 59	190.000 ⁽¹⁾	58	186.000 ⁽¹⁾	Wo ³ = 30 % Sn = 30 %	2	127
Minerais marchands...		429	1.560.000	267	1.291.000		23	1.332
B) Mines de zinc								
	M. Cadars.....	3.520	1.300.000	»	»	Calamine 47 % Calamine pauvre ferrugineuse Galène	11	577
	Société des mines Trang- Da.....	2.487 ⁽⁴⁾						
	M. G. Bault.....	21	p. mémoire					
	Société des mines de Pac- van.....	9.476	3.300.000	1.000	350.000	Calamine 47 % Calamine 50 %	7	568
		430	150.000	»	»		7	225

(3) Valeur sur le carreau.

Les chiffres portés dans ces colonnes, pour les minerais de zinc, doivent être considérés comme **fort incertains**. Aucune exportation n'ayant pu avoir lieu avant décembre 1919, en raison de la cherté des frets, et une grande partie des minerais extraits en 1919 étant encore stockée en septembre 1920, l'on a pris conventionnellement, comme base de calcul, les prix correspondant aux plus gros marchés de minerais passés dans le premier semestre de l'année 1920 et évalué les frais de transport de la mine au port d'après le cours moyen de la piastre en 1919. Les sommes ainsi établies sont généralement supérieures à celles que les exploitants ont pu retirer de leurs minerais en raison notamment des frais de magasinage et des charges financières spéciales dus à la longue durée du stockage (cours moyen adopté pour la piastre : 6 fr. 50).

(4) Minerai considéré actuellement comme non marchand.

ÉTAT INDICATIF DES MINES EXPLOITÉES

II. — Mines métalliques

Régions minières	Nom de la mine ou désignation des terrains miniers	Province	Nombre des concessionnaires	Superficie des concessions	Nature de la concession
				Hectares	
Phuc-ninh	Ngoi-ton	Tuyên-quang (Tonkin)	1	450	Fer
La-phu	La-phu	Phu-tho (Tonkin)	1	900*	—
Phi-liêt	Argonne	Hai-duong (Tonkin)	1	900*	—
	Kim-Bao	—	1	900*	—
	Chau-Hai	Kiên-an (Tonkin)	1	900*	—
	Paul	Thanh-hoa (Annam)	1	900*	—
Do-cam	Priola	Vinh (Annam)	1	900*	—
		Totaux	7	5.850	
Région de Than-moi	Arthur-Blanc	Lang-son (Tonkin)	1	900*	Phosphate
Région de Kampot (Cambodge).	Madeleine	Kampot (Cambodge)	1	900*	—
	Marguerite	—	1	900*	—
		Totaux	3	2.700	
Région de Hung-nhuong	Séverine	Quang-ngai (Annam)	1	900*	—
Région de Lao-kay	La Bannière	Lao-kay (Tonkin)	1	900*	—
		Totaux	2	1.800	

* Périmètre de recherches.

(¹) Après usinage.

Le phosphate extrait est resté sur le carreau des mines.

DES RÉSULTATS DE CETTE EXPLOITATION

diverses (suite)

Noms		Production		Exportation		Teneur moyenne des minerais	Effectif du personnel employé	
du propriétaire	des exploitants	Poids	Valeur	Poids	Valeur		Race blanche	Autres races
C) Mines de fer		Tonnes	Francs	Tonnes	Francs			
Perrin Frères. M. Le-								
y		1.400	20.000			61 %		
société anonyme française								
Colonisation en Annam-								
kin.....		900	18.000			63 %		
Nougarède.....		200	2.000			40 %		
Vu-van-Cu		150	2.000			45 %		
Nguyễn-huu-Lan		1.400	10.000			35 %		
Rey.....		900	14.000			60 %		
Malurie.—M. de Monpe-								
t.....		150	2.000			48 %		
Minerais marchands.....		5.100	68.000					
D) Mines de phosphates								
société des Phosphates du						Phosphate tricalcique :		
kin		4.100	530.000 (1)	»	»	44 %	1	200
Mayeur		2.500	inconnue	»	»	(?)	(?)	(?)
—		450	—	»	»	(?)	(?)	(?)
Minerais marchands.....		7.050	—		»			
Mines de graphite								
Léoni.....		7.451	Valeur inconnue (2)	7.451	Valeur inconnue (2)	Graphite amorphe im- pur de teneur moyenne inconnue.		
Dumond		50	à l'étude			Graphite en paillettes, teneur 60 à 95 % de carbone.		
Minerais marchands.....		7.501		7.451	—			

1) Renseignements non parvenus.

2) Le graphite a été exporté en un seul chargement de bateau aux Etats-Unis ; par suite de circonstances particulières il est absolument impossible de chiffrer sa valeur, même approximativement.

La Société des Etains et Wolframs du Tonkin a repris en 1919 l'exploitation du gisement alluvionnaire d'étain de la vallée de Tinh-tuc.

b) Mines de zinc

Le ralentissement de la production des mines de zinc s'est encore accentué. Fin 1919 il ne restait plus que 2 mines en exploitation : Cho-dien et Trang-da.

Le tableau ci-dessous montre la marche suivie par nos mines de zinc depuis 1915 :

Années	Production	Exportation		
		Europe	Etats-Unis	Japon
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1915.....	36.000	19.000	8.000	7.000
1916.....	48.000	4.000	4.800	30.000
1917... ..	39.000	2.000	—	22.000
1918.....	28.000	—	—	15.000
1919.....	15.934	1.000	—	—
	166.934	26.000	12.000	74.000

c) Mines de fer

Le haut fourneau de Haïphong a été allumé pour la première fois en mai 1919 ; mais il n'a fonctionné que d'une façon intermittente. Sa production en 1919 a été de 446 tonnes.

Les mines de fer qui l'alimentent ont extrait 5.100 tonnes de minerai, dont la plus grande partie est restée stockée à l'usine.

d) Phosphates

La Société des Phosphates du Tonkin a produit 4.100 t. de phosphate brut ; celui-ci tenant 200/0 d'anhydride phosphorique est moulu à l'usine de Haïphong.

Les phosphates bruts ont été extraits des régions de Than-moi (Tonkin) et de Thanh-hoa (Annam).

Dans la région de Kampot, au Cambodge, il a été extrait de diverses recherches 2.940 T de phosphate brut qui sont restées sur le carreau des mines.

e) *Graphite*

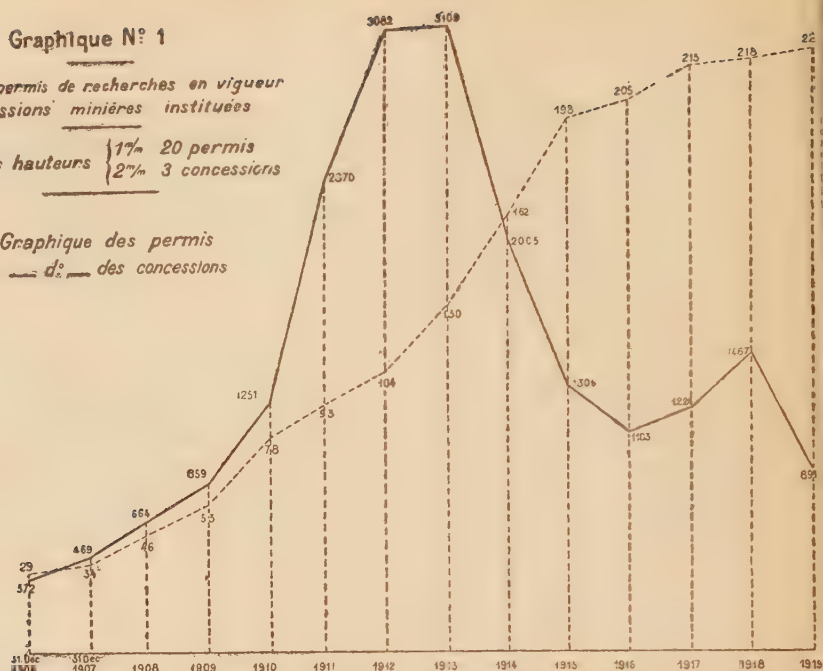
A signaler l'exportation aux Etats-Unis, en août 1919, de 7.450 tonnes de graphite amorphe, provenant de la mine Séverine à Hung-nhuong (province de Quang-ngai, Annam). Le gisement est resté inexploité depuis cette époque.

Graphique N° 1

Nombre des permis de recherches en vigueur
et Concessions minières instituées

Echelle des hauteurs $\left\{ \begin{array}{l} 1^{\text{re}} \text{ 20 permis} \\ 2^{\text{me}} \text{ 3 concessions} \end{array} \right.$

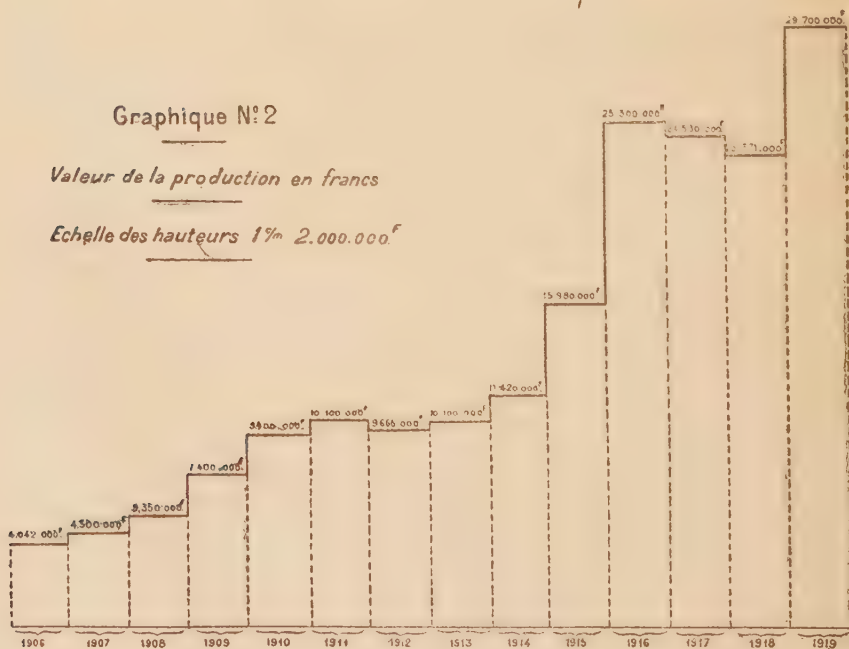
—— Graphique des permis
----- des concessions



Graphique N° 2

Valeur de la production en francs

Echelle des hauteurs $1^{\text{re}} \text{ 2.000.000}^{\text{f}}$

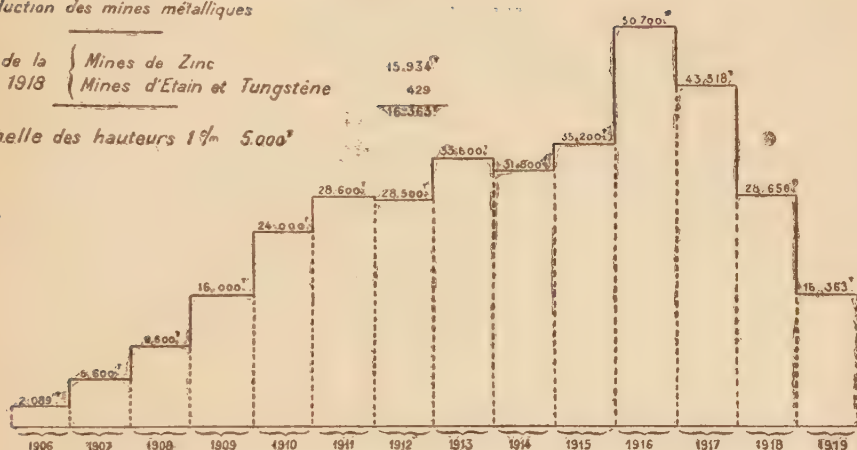


Graphique N° 3

Production des mines métalliques

Composition de la production en 1918 { Mines de Zinc
Mines d'Etain et Tungstène

Echelle des hauteurs 1% 5.000^t

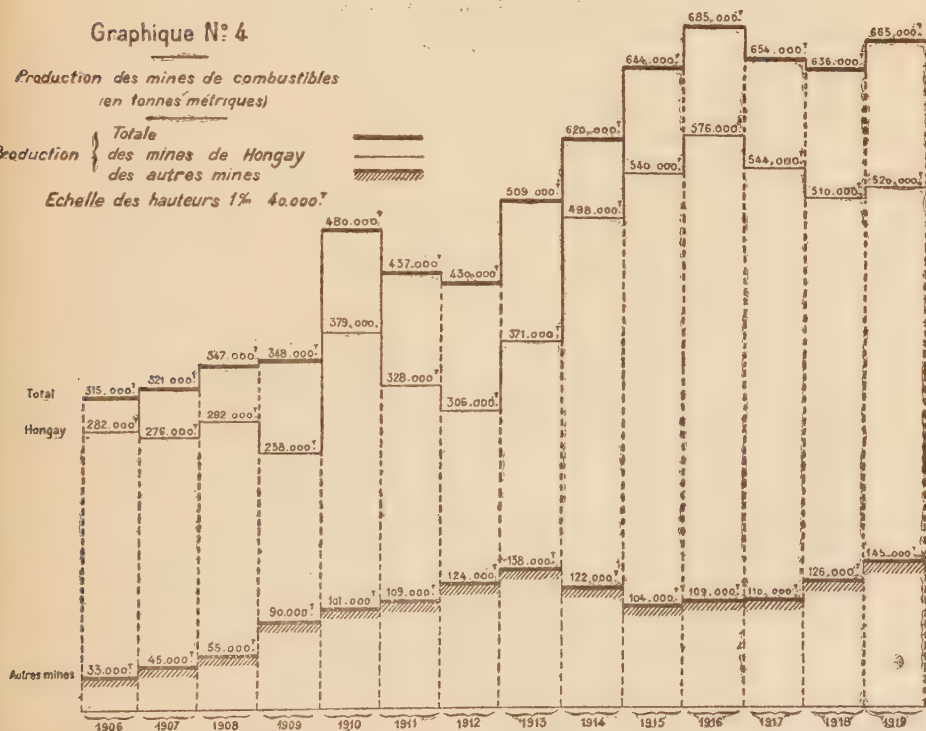


Graphique N° 4

Production des mines de combustibles
(en tonnes métriques)

Production { Totale
des mines de Hongay
des autres mines

Echelle des hauteurs 1% 40.000^t



APPENDICE II

RAPPORT

au Ministre de la Marine et des Colonies au nom de la Commission des mines de l'Annam et du Tonkin.

Paris, 5 décembre 1884.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur, en qualité de président de la Commission des mines de l'Annam et du Tonkin (1), de vous rendre compte des résultats des délibérations prises par cette Commission dans les quatorze séances qu'elle a tenues, du 15 septembre au 3 courant, pour accomplir la tâche délicate que vous avez bien voulu lui confier. La collection des procès-verbaux de ces quatorze séances est d'ailleurs ci-jointe.

Aux termes de votre arrêté du 6 septembre, la Commission devait :

1° Tracer le programme des travaux d'une mission minière, dont l'envoi au Tonkin et en Annam était déjà décidé en principe ;

2° Préparer un projet de règlement sur le régime et l'exploitation des mines de ces deux régions ;

(1) Cette Commission est composée de : MM. Lamé-Fleury, conseiller d'Etat, inspecteur général des mines, président ; Fuchs, ingénieur en chef des mines, chargé d'une mission au Tonkin en 1881 ; Aguilhon, ingénieur en chef, professeur de législation et d'économie industrielle à l'Ecole supérieure des mines ; Albert Grodet, sous-directeur des colonies, chargé de la sous-direction au ministère de la marine et des colonies ; G. Louis, sous-directeur au ministère des affaires étrangères (affaires commerciales) ; de Champeaux, ancien consul à Haïphong et ancien résident à Hué ; de Kergaradec, ancien consul à Haïphong et à Hanoï ; Boutan, ingénieur des mines ; Sandret, administrateur des affaires indigènes de Cochinchine, membre adjoint ; Demartial, attaché au service central des colonies, secrétaire.

3° Jeter les bases d'un projet d'organisation du service qui sera chargé d'assurer l'exécution de ce règlement ;

4° Rédiger un projet de convention relative au régime et à l'exploitation des mines en Annam et au Tonkin, conformément à l'article 18 du traité du 6 juin 1884.

Je passerai successivement en revue ces quatre questions, dont nous nous sommes occupés dans l'ordre où je viens de les énumérer et j'indiquerai succinctement les principaux motifs des propositions détaillées que la Commission croit pouvoir vous soumettre. Ces propositions sont également ci-jointes, en ce qui concerne du moins la première, la deuxième et la quatrième des questions, la troisième étant l'objet d'un avis d'ajournement.

I

Eu égard à la nécessité de profiter de la saison favorable à la circulation dans les régions dont il s'agit, la Commission s'est occupée, dès sa première séance, de la mission minière. Elle ne pouvait évidemment mieux faire que de prier celui de ses membres qui avait procédé, durant l'hiver 1881-82, à une première et fructueuse mission de cette nature, de vouloir bien se charger de la rédaction du programme demandé. Il est contenu, monsieur le Ministre, dans le rapport circonstancié dont M. Fuchs a donné lecture à la Commission, qui, à l'unanimité, en a approuvé les conclusions.

La Commission estime, d'autre part, qu'en ce qui concerne les gisements houillers du golfe du Tonkin, une reconnaissance suffisante résulte de la mission officielle que je viens de rappeler et dont les résultats ont été publiés aux *Annales des mines* ; elle pense même, ainsi que vous pourrez le voir plus loin, que la propriété de ces gisements peut être, en partie, immédiatement instituée.

D'autre part, elle est d'avis que l'exploration de l'Annam ne présentant pas d'urgence pourrait, sans aucun inconvénient, être réservée aux ingénieurs du service des mines dont l'organisation ultérieure est projetée par le Gouvernement.

Quant aux études à faire au Tonkin, dans les provinces de Quang-Yen, Langson, Thai-N'guyen, Cao-Binh, Tuyen-Quang et Hung-Hoa, la Commission croit que l'ensemble ne pourrait en être confié, simultanément et pour la même campagne, à une seule mission et qu'il y a lieu de constituer deux missions distinctes, composées chacune de deux ingénieurs au corps national des mines, dont l'un sera le chef de la mission, et d'un garde-mines.

La première de ces missions explorerait les gîtes métallifères signalés par les documents annamites dans les provinces de Thai-N'guyen (mines d'or et mines d'argent) et de Cao-Binh (alluvions stannifères des lacs Ba-Bé, alluvions aurifères), les parties abordables de la province de Lang-Son, ainsi que le bassin houiller dont l'existence a été soupçonnée entre Bac-Ninh et Dong-Trieu.

La seconde mission s'occuperait de la reconnaissance, au même point de vue des métaux précieux, des provinces de Tuyen-Quan et de Hung-Hoa, qui recèlerait, en outre, la presque totalité des mines de cuivre du Tonkin. Elle compléterait l'étude sommaire faite par M. Fuchs dans la région de Mi-Duc et pourrait, si elle en a le temps, aborder l'exploration de l'Annam.

Au cours de la discussion du projet de règlement dont la base fondamentale est l'encouragement de l'initiative privée, une couple de membres s'est demandée si l'envoi d'une mission officielle et technique n'était point en contradiction manifeste avec l'adoption de cette base. La majorité de la Commission a dû répondre à la minorité que nous n'étions pas consultés sur l'opportunité d'une mission et qu'il nous était seulement demandé un programme de la mission arrêtée en principe ; mais elle tient beaucoup à ce qu'il soit bien compris que la mesure dont il s'agit n'est, en aucune manière, de nature à paralyser les efforts individuels, qu'il s'agit, avant tout, de surexciter. En se proposant de constater authentiquement l'existence de gîtes minéraux plus ou moins anciennement connus, le Gouvernement veut amener l'industrie particulière à en découvrir de nouveaux ; il entend, seulement, mettre à sa disposition les éléments d'une sorte de statistique de géologie industrielle.

II

Tout d'abord, Monsieur le Ministre, la Commission s'est préoccupée des principes généraux d'après lesquels devait être rédigé le projet de règlement que vous attendiez d'elle. Une telle législation devant, plus que tout autre, se trouver en parfaite concordance avec les temps, les situations sociales, politiques et économiques, les lieux, il ne pouvait point être question d'introduire dans l'Annam un type législatif fondé uniquement sur des principes de métaphysique abstraite, pas plus que d'appropriier purement et simplement à l'Extrême-Orient notre loi métropolitaine de 1810. Sans doute, il convenait de lui emprunter d'utiles indications sur les éléments indispensables que doit comprendre toute législation de cette nature ; mais il importait aussi d'éviter les écueils incontestablement signalés par une expérience qui date aujourd'hui de trois quarts de siècle, de profiter surtout des enseignements que fournit la comparaison des législations minérales, pour la plupart récemment remaniées, des principaux Etats, notamment de celles des pays neufs qui offrent le plus d'analogie avec le Tonkin, dans la situation actuelle.

Le roi d'Annam étant originairement le propriétaire du fonds et du tréfonds de son royaume et ne s'étant jamais dessaisi du tréfonds, qui a toujours été défendu contre toute appropriation par les pénalités les plus sévères du code annamite, nous nous trouvions, aussi nettement que possible, en présence d'un état de choses dégagé de toute sujétion.

En prenant ce point de départ de l'institution de la propriété souterraine par le protectorat, la Commission était à l'aise pour procéder à cette classification légale des substances minérales qui est la base essentielle de toute législation y relative. Elle n'a pas cru pouvoir mieux faire que de s'approprier le classement proposé par le Conseil général des mines pour la Nouvelle-Calédonie et homologué par le décret du 22 juillet 1883 : les matériaux de construction et les amendements ou engrais pour la culture des terres restent seuls à la libre disposition des propriétaires du sol. Toute contestation entre celui-ci et le propriétaire de la mine, au

sujet du classement d'une substance, est tranchée par l'administration, eu égard à la simplicité du débat, exclusive d'un contentieux proprement dit (art. 1^{er}).

En outre, la Commission s'est trouvée dispensée de considérer la propriété superficielle autrement que dans ses relations inévitables avec la propriété souterraine. La propriété du sol existe en somme dans l'Annam et au Tonkin, avec toutes les garanties désirables, et il importe de ne pas léser les intérêts des possesseurs que la France s'est donné pour mission de protéger. C'est ainsi que la Commission a dû, pour tenir compte des circonstances locales, reconnaître aux propriétaires de terrains cultivés le droit exclusif d'exploiter les minerais d'alluvion qui peuvent y exister (art. 27).

En ce qui concerne l'institution de la propriété des mines en général, elle avait à considérer deux éventualités bien distinctes, pour lesquelles elle ne pouvait, par suite, adopter une solution unique. Les mines étaient connues ou inconnues.

Quant aux mines inconnues, elle devait s'attacher, Monsieur le Ministre, à vous proposer un système d'institution de nature à provoquer avant tout leur recherche. Or, le moyen le plus efficace pour encourager en cette matière l'initiative privée est, à coup sûr, ainsi que le montre une expérience déjà longue dans plusieurs pays, de donner à l'explorateur la possibilité d'entreprendre librement ses travaux de recherche et la certitude qu'il recueillera intégralement le fruit de tous ses efforts, c'est-à-dire de lui reconnaître la propriété des gîtes qu'il prétend avoir découverts. Empruntant donc résolument aux diverses législations allemandes, à la législation espagnole, aux législations américaines, le système de la prise de possession par simple droit de priorité, la Commission s'est efforcée de placer l'explorateur minéral dans les conditions les plus favorables à son génie industriel, sans omettre cependant quelques prescriptions destinées à obvier aux abus qu'entraînerait une liberté illimitée.

L'absence de toute formalité inutile ou vraiment gênante (il est à peine besoin de faire remarquer que l'explorateur reste naturellement soumis aux prescriptions de police qu'en vertu de la législation générale l'administration peut édicter); la recherche des mines dans les terrains domaniaux, sans aucune entrave

(art. 4), dans les terrains privés, moyennant le paiement d'une indemnité préalable d'occupation, avec le consentement du propriétaire ou, au besoin et pour le cas d'une résistance nuisible de celui-ci, avec une autorisation administrative (art. 5); la délimitation authentique et matériellement très nette du périmètre réservé à un explorateur, dans des conditions de minimum et de maximum convenables (art. 9, 10 et 11); une simple déclaration faite par l'intéressé à l'administration (art. 12), puis une investiture de propriété souterraine dans un délai relativement court (section 2 du titre III), moyennant le paiement d'une somme fixe et relativement modérée par hectare (art. 25), sans que cette administration ait même à intervenir pour constater la valeur de la découverte prétendue : tels sont les traits principaux du système libéral auquel la Commission a cru devoir s'arrêter et dont les détails sont groupés sous les titres II et III, section 2, du projet de règlement.

Il était nécessaire que l'explorateur, dans la période originale de son entreprise, pût avoir le temps de reconnaître le gisement soupçonné par lui et de procéder aux formalités préalables à toute constitution d'une propriété minière, sans être assujéti aux charges diverses qui doivent être réclamées seulement de l'exploitant devenu propriétaire définitif. Mais, d'autre part, il fallait éviter d'accorder à cet explorateur un délai trop long qui eût présenté l'inconvénient de soustraire inutilement des terrains à libre recherche des mines ou de frustrer l'Etat des ressources sur lesquelles il doit légitimement compter. En outre, si le payement d'une somme fixe par hectare, au moment de l'institution de la propriété, se justifie par des considérations puissantes, ce payement, exigé d'un simple explorateur, pouvait avoir pour résultat de l'effrayer et, par suite, de l'écarter. Un délai de trois ans est accordé à l'explorateur (art. 14) et une redevance de 20 à 40 fr. par hectare, suivant la nature de la mine (art. 25), ont finalement été adoptés par la majorité de la Commission, la minorité trouvant ce délai trop long et cette redevance trop forte.

Cette minorité a, d'ailleurs, constamment manifesté la crainte que les conditions fiscales imposées à l'industrie des mines par le projet de règlement, dans les articles 15 (redevance annuelle par hectare variant entre 10 et 20 fr.) et 47 (droit de douane sur les

produits des mines variant de 3 à 5 %) ne fussent empreintes de quelque exagération.

Quant aux mines connues, pour lesquelles, par conséquent, il ne peut être question d'invention et d'initiative privée dont il soit utile de récompenser les heureux efforts pour lesquels le Gouvernement n'aurait que l'embarras périlleux de faire un choix entre divers prétendants, la Commission n'hésite pas, Monsieur le Ministre, à entrer dans la voie qui lui a été indiquée en votre nom et à vous proposer l'adjudication aux enchères publiques. C'est, d'ailleurs, le moyen le plus naturel de donner satisfaction aux deux intérêts en présence : l'intérêt du Trésor, qui doit ne pas négliger la moindre ressource entrant en compensation des responsabilités que comporte la mission civilisatrice du protectorat, et l'intérêt de l'industrie, qui, en face de conditions simples et précises, sera, à tous égards, en mesure de calculer les chances de bénéfice qu'elle doit attendre de l'exploitation de toute mine à adjuger et, par suite, d'offrir un prix raisonnable pour l'acquisition de cette mine.

Ce système, qui avait déjà été préconisé en 1848, a, de la part du Conseil général des mines, en 1873 et 1874, été l'objet d'avis favorables, conçus en termes qui méritent d'être ici reproduits : « Le système (de la loi de 1810) n'offre plus d'avantage et présente de grands inconvénients, dans le cas où il s'agit d'une substance minérale dont les conditions de gisement, parfaitement connues, ne donnent lieu à aucun mérite d'invention, alors que le Conseil éprouve trop souvent un réel embarras à conclure en faveur d'un seul des concurrents qui peuvent se trouver en présence. Mais, en outre, la substitution de l'adjudication à l'institution gratuite d'une propriété qui a fréquemment une très grande valeur, procurerait toujours une source, légitime et fructueuse, de revenus pour le Trésor public. »

Tels sont précisément les motifs qui ont décidé la Commission à abandonner, pour les mines connues, le mode de concession servant de base à la législation métropolitaine et à lui substituer le mode d'adjudication dont les dispositions sont groupées dans la section 3 du titre III du projet de règlement.

En ce moment, quelques-uns des gîtes houillers de la côte du Tonkin et des îles adjacentes de la mer de Chine paraissent seuls

constituer des mines connues. Mais il n'est point impossible que d'autres gîtes minéraux se trouvent ultérieurement dans une situation analogue, qui cependant, dans la pensée de la Commission, est destinée à toujours être exceptionnelle. Pour elle, c'est l'explorateur heureux qui sera véritablement le créateur de l'exploitation des richesses minérales que peut recéler le sol de l'Annam et du Tonkin. Si donc, en vertu de l'article 19, l'administration a le pouvoir discrétionnaire d'affecter à l'adjudication les mines d'une région ou d'une nature déterminée, elle devra, dans la pensée de la Commission, user rarement de ce pouvoir : en procédant autrement pour des mines insuffisamment connues, qui ne seraient l'objet d'aucune compétition, en en écartant forcément, par suite, ces travaux de reconnaissance dont toute exploitation sérieuse doit être précédée, l'administration n'obtiendrait que des sommes infimes des mines ainsi adjudgées ou entraverait le développement d'une industrie qu'elle a tout intérêt à voir prospérer.

La Commission, unanime quant à l'adoption du principe de l'adjudication des mines, s'est partagée sur deux points d'application, au sujet desquels je dois, par conséquent, entrer dans quelques détails.

Le premier de ces points est le mode d'après lequel devra s'opérer l'adjudication quant à la base variable du forfait qui détermine la mise à prix.

La minorité proposait de n'adjuger les mines que pour une période de temps limitée, de faire porter l'adjudication sur la somme à verser dans les caisses de l'Etat pour un certain nombre des premières années d'exploitation, puis de demander à l'adjudicataire une fraction déterminée de son produit net, qui serait calculé, pour chacune des périodes décennales restant à courir, d'après les résultats de la période immédiatement précédente.

La majorité n'a pas cru pouvoir adopter ce système, à raison des difficultés d'exécution qu'il comporterait. S'il semble offrir l'avantage d'atténuer, dans l'intérêt du Trésor, le caractère nécessairement aléatoire de toute adjudication, il présente le grave inconvénient de faire intervenir l'administration dans l'appréciation des bénéfices du propriétaire de mine et de donner ouverture à des contestations de la nature de celles qu'engendre

incessamment, dans la Métropole, l'assiette de la redevance proportionnelle sur les mines. Ce système a finalement paru à la majorité susceptible d'écarter de l'adjudication les capitalistes qui redoutent particulièrement l'exercice de la tutelle administrative et, par suite, de nuire aux intérêts du Trésor.

La Commission vous propose donc, Monsieur le Ministre, de ne procéder à l'adjudication que sur une somme que l'adjudicataire aura à verser au Trésor pour prix de la propriété ainsi instituée.

La majorité a, en outre, pensé qu'il pouvait être utile de prévoir le cas où quelque circonstance exceptionnelle déterminerait l'administration à astreindre l'adjudicataire d'un gîte minéral à l'exécution d'un travail public, dans des conditions fixées avec précision par un cahier des charges. La minorité a vainement signalé les inconvénients que lui paraissaient présenter cette confusion de deux industries de genre si différent et généralement exercée par des entrepreneurs distincts et ce mode peu usité de subvention en nature pour l'exécution de travaux publics.

Le second point sur lequel la Commission n'a point été unanime est celui de la durée qu'il convenait d'assigner à la propriété des mines. La minorité, comme je viens de le faire pressentir, était opposée à la perpétuité.

Ainsi que le remarquait M. le Ministre des Travaux publics, le 6 mars dernier, en réponse à l'interpellation qui lui a été adressée, à la Chambre des députés, au sujet de la grève des mineurs d'Anzin, « à toute époque, de très bons esprits se sont inquiétés de la perpétuité des concessions. On a soutenu que, lorsqu'il s'agissait d'un privilège, il eût été sage de limiter la durée de la concession, de façon à ce que, à l'expiration de cette concession, les mines fissent retour à l'Etat, comme propriété de la nation, suivant l'expression de Mirabeau ». Et votre honorable collègue ajoutait : « Ce n'est qu'après de longs débats que le principe de la propriété perpétuelle a été admis et c'est surtout pour la meilleure utilisation de nos richesses minérales, en raison des risques considérables et de l'importance des fonds à engager, que le législateur de l'époque s'est décidé dans ce sens et a voulu donner une large sécurité aux concessionnaires, et il n'est pas possible de contester que le développement des exploitations, que

l'extension de cette grande industrie, qui commande presque toutes les autres, sont dus en grande partie au régime inauguré par la loi de 1810. »

Ce sont ces considérations d'un ordre élevé qui ont déterminé la majorité de la Commission à résister à la minorité. Sans se dissimuler les quelques avantages que pouvait offrir, pour les intérêts du Trésor, la durée temporaire de la propriété des mines, pour laquelle la minorité, après avoir d'abord proposé le terme de cinquante ans, comme dans notre loi de 1791 et dans une loi faite en 1808, par Napoléon, pour l'Italie, était amenée à admettre celui de soixante-quinze ans et même de quatre-vingt-dix-neuf ans, comme en Turquie, la majorité a pensé que l'Etat sacrifierait aux avantages douteux qu'il pourrait espérer dans l'avenir les avantages certains et immédiats que le présent doit lui procurer. En effet, en présence de l'universalité des législations actuelles admettant le principe de la perpétuité de la propriété des mines, l'abandon de ce principe pourrait être, surtout pour une colonie, une innovation dangereuse, par cela seul qu'elle serait moralement tout au moins, de nature à écarter les capitaux de l'industrie minérale que le Gouvernement français a à cœur de créer dans l'Annam et au Tonkin.

L'inconvénient de cette perpétuité sera, du reste, d'autant moins grand, pour l'Etat, que l'étendue de chaque périmètre adjudgé sera plus convenablement déterminé de façon à ne point excéder celle nécessaire à l'établissement d'un siège d'exploitation rationnellement conçu. Enfin, les intérêts du Trésor seront complètement sauvegardés par la perception d'une taxe superficielle (art. 45) relativement élevée, ainsi que je vais l'expliquer, indépendamment d'un impôt, purement fiscal, sur le produit des mines à l'exploitation (art. 47).

Qu'une mine soit créée par prise de possession ou par adjudication publique, elle est, à partir de son institution, soumise à un ensemble de règles, que la Commission s'est efforcée de formuler en termes tels qu'elles offrent une sécurité complète aux entreprises sérieuses, qu'elles n'apportent aucune entrave au libre développement des exploitations, qu'elles constituent, au contraire, un régime légal éminemment favorable à l'extraction des substances minérales ; mais aussi que, dans les limites du pos-

sible, elles permettent d'éloigner ces spéculateurs qui se bornent à acquérir des mines, sans intention de les exploiter et uniquement pour les revendre, en les grevant ainsi d'un capital excessif, lequel suffit trop souvent à transformer une entreprise sortable en détestable affaire.

C'est particulièrement afin d'atteindre ce but que la Commission, pour chacune des trois catégories de mines qu'elle a été amenée à distinguer (art. 2) relativement à la nature des substances minérales, en vue d'écarter toute difficulté pouvant résulter de leur connexité dans un même gisement, a fixé le taux d'une taxe superficielle qui, ainsi proportionnée à l'étendue du périmètre occupé, n'est point assez élevée pour paralyser les efforts de l'exploitant et l'est cependant suffisamment pour qu'il y ait généralement un intérêt véritable à ne pas laisser un périmètre improductif. Cet impôt a paru à la Commission de nature à entraver la concentration dans les mêmes mains de surfaces considérables non exploitées, qui constitue, à tout prendre et pour rester sur le terrain de la pratique, le seul inconvénient réel de la perpétuité des mines.

D'ailleurs, si la propriété souterraine s'acquiert facilement par quiconque en veut réellement tirer parti et lui est garantie de toutes façons, elle est enlevée immédiatement à celui qui a manifesté, par le non paiement de la dite taxe superficielle, exigée à l'avance, son intention de ne plus exploiter sa mine ou l'impossibilité de l'exploiter. La Commission a voulu, par une sévérité qui n'est en somme qu'apparente (le propriétaire d'une mine sérieuse sera toujours en état d'acquitter l'impôt, tout au moins par un emprunt), obvier à l'accumulation de ces mines qui n'existent que sur le papier. Elle voudrait que toute mine qui, pour une raison ou pour une autre, n'est point exploitée par son propriétaire, redevenant libre, de manière à être réadjudagée en temps et lieu à celui qui sera moins timide, plus habile, mieux pourvu de ressources, plus capable en un mot de la mettre en valeur.

Cette rigueur fiscale aurait même correspondu au cas unique de déchéance que la Commission voulait prévoir, si elle ne s'était inéluctablement trouvée obligée de prévoir deux autres cas.

En effet, la propriété des mines sera entièrement assimilée à la

propriété immobilière, sauf une double restriction à la libre transmissibilité : d'une part, une mine ne peut être vendue par lots ou divisée matériellement sans autorisation de l'administration ; d'autre part, celle-ci peut s'opposer à la réunion de plusieurs mines de même nature par une même personnalité individuelle ou collective. La déchéance était naturellement la seule sanction de cette seconde prescription, l'observation de la première étant assurée par la nullité des conventions qui y contre-venaient.

En second lieu, la déchéance devait être également prévue pour le cas où l'adjudicataire d'une mine, astreint exceptionnellement à l'exécution de travaux publics, se soustrairait à cette obligation.

En posant les règles de la renonciation et de la déchéance, la Commission s'est efforcée, pour mieux assurer le crédit des exploitants de mines, de respecter les droits des créanciers dans la mesure que comportait l'organisation civile et administrative du pays, encore un peu rudimentaire à cet égard.

A un point de vue purement fiscal, la Commission a pensé qu'il serait légitime de frapper les produits des mines d'un impôt modéré et dont la perception fût facile. Un droit de sortie *ad valorem*, variable avec la nature des substances, perçu à la douane, se trouvait naturellement indiqué. Sans doute, les produits qui seront consommés sur place échapperont à cet impôt, mais ils ne constitueront qu'une fraction peu importante de la production minérale, puis ils seront atteints, d'ailleurs, par les impôts auxquels sera assujettie l'industrie locale.

La majorité de la Commission n'a point hésité, dans certains cas, de résoudre explicitement les difficultés plus ou moins habituellement soulevées par l'exploitation des mines et encore résolues, dans la Métropole, par la seule jurisprudence, à raison du silence ou de l'insuffisance des textes législatifs. Bien que cette majorité n'ait pas cru, par suite de l'organisation rudimentaire du pays dont il s'agit, devoir suivre l'exemple de législateurs étrangers, qui se sont fait remarquer récemment par le soin avec lequel ces problèmes de nature si particulière sont nettement abordés, la minorité ne laisse pas de craindre que le travail de la Commission ne puisse être parfois taxé de prématuré.

Quoi qu'il en soit à cet égard, et sans entrer dans un examen

détaillé des diverses dispositions de notre projet de règlement, que la lecture fait suffisamment connaître, et dont je me trouve avoir déjà mentionné les principales, je puis caractériser brièvement l'économie générale de ce projet, au triple point de vue des relations de l'exploitant de mines avec le propriétaire de la surface, l'exploitant de mines voisines et l'administration.

Cet exploitant est tenu de réparer tous les dommages que ses travaux peuvent causer aux propriétés ou établissements de la surface comme aux mines voisines (art. 52 et 57).

Il peut occuper à la surface, dans l'intérieur de son périmètre, sous la surveillance de l'administration, tous les terrains nécessaires à son exploitation, en en payant la double valeur pour les terrains de propriété privée ou l'impôt foncier le plus élevé pour les terrains domaniaux. A l'extérieur de ce périmètre, le droit d'occupation ne peut s'exercer que pour l'installation des travaux dits de secours (art. 50, 51 et 53).

Entre mines voisines ou superposées, le projet de règlement organise, toujours sous la surveillance de l'administration, des servitudes réciproques pour l'exécution des travaux respectivement afférents à chacune de ces exploitations (art. 55, 56 et 59).

L'administration ne doit intervenir dans l'exécution des travaux que pour assurer la sécurité de la surface ou celle du personnel de la mine. La Commission a voulu dégager l'exploitant de toute ingérence administrative dans ce qui ne se rattache qu'au domaine purement économique; lorsque l'intervention de l'administration se justifie par des motifs de sécurité, elle s'est efforcée de réduire les circonstances où l'exploitant aura besoin d'une autorisation préalable. Si parfois, comme à l'article 49, elle parait s'être écartée de cette ligne de conduite libérale, elle y a été contrainte par les nécessités locales, notamment pour assurer une production plus efficace aux cultures du pays, qui seraient d'autant plus menacées que la liberté de l'exploitant sera plus grande.

Enfin la mine, assimilée à un immeuble, se trouve, tant pour les règles du fond que pour celles de la compétence, régie par la législation applicable aux immeubles, sous réserve des exceptions que notre projet fait connaître complètement et que j'ai eu l'occasion d'indiquer plus haut.

Dès sa première séance, la Commission avait nommé une sous-commission composée de MM. Kergaradec, Fuchs et Aguillon et chargée d'élaborer, d'après les bases qui allaient être arrêtées dans une discussion générale que j'ai essayé de résumer fidèlement, un projet de règlement sur lequel s'établirait la délibération des détails. Cette sous-commission a choisi pour son rapporteur M. Aguillon, qui, par la spécialité de ses études professionnelles, de ses connaissances, notamment en ce qui concerne les législations minérales de l'étranger, a été particulièrement utile à la rédaction définitive du projet de règlement sur les mines de l'Annam et du Tonkin.

Je crois n'omettre rien d'essentiel au sujet de ce projet, si j'appelle en terminant votre attention, monsieur le Ministre, sur deux omissions volontaires de la Commission, qui ne sont pas sans importance et qui, dès lors, doivent vous être explicitement signalées.

La recherche des mines peut être librement opérée par des explorateurs de toutes nationalités, mais la Commission n'a pas pensé que, jusqu'à nouvel ordre, l'exploitation des mines pût être entreprise par d'autres que par des ressortissants français ou des sujets annamites ; que les étrangers puissent, jusqu'à nouvel ordre, être propriétaires de mines dans l'Annam ou au Tonkin.

Aucune propriété minière n'a encore été instituée en faveur de qui que ce soit ; ni dans l'Annam, où le roi a seulement concédé à un Chinois, le 12 mars 1881, la houillère de Nong-Son (province de Quang-Nam) pour une période de vingt-neuf ans, à l'expiration de laquelle cette mine sera régie par le droit nouveau ; ni au Tonkin, où, conformément aux instructions envoyées de la métropole, dès 1881, est attendue la promulgation d'un règlement sur la matière. Dans ces conditions, la Commission n'avait point à considérer l'existence de mines antérieures à cette promulgation.

III

Dans l'économie générale de son projet de règlement, la Commission s'est efforcée, tout en proposant les mesures qui lui pa-

raissaient les plus propres à provoquer un rapide essor de l'industrie des mines dans l'Annam et au Tonkin, de les coordonner de telle sorte qu'elles pussent être appliquées, d'une part, avec l'emploi aussi rare que possible d'une intervention administrative, et, d'autre part, avec une organisation administrative des plus simples. Cette double obligation nous était imposée par la situation même du pays soumis au protectorat, mais elle suppose cependant la coexistence de diverses branches de l'Administration.

Elle suppose au Tonkin, la présence de quelques fonctionnaires et agents du service des mines ; le projet de règlement indique, d'ailleurs, les bases de l'organisation de ce service et de sa subordination aux résidents, au point de vue de l'action sur les particuliers. Pour déterminer le nombre et les résidences de ces fonctionnaires et agents techniques, dans les meilleures conditions, il faudrait avoir cet inventaire approximatif des richesses minérales que doivent dresser les deux missions officielles dont j'ai parlé au commencement de ce long rapport. En conséquence, monsieur le Ministre, la Commission vous propose d'ajourner l'organisation qui constitue le troisième des points indiqués dans votre décision du 6 septembre.

Seulement, comme l'adjudication des houillères de la côte du Tonkin et des îles adjacentes présente une certaine urgence et comme il pourra y être procédé partiellement aussitôt après la promulgation du règlement projeté sur le régime et l'exploitation des mines, la Commission est d'avis qu'il y aurait lieu d'envoyer immédiatement sur les lieux un agent expérimenté, qui s'occuperait de préparer le lotissement des quelques périmètres houillers à offrir au public, dans les conditions réglementaires, au commencement de l'année prochaine.

Cet agent, convenablement choisi, suffirait aux premières nécessités en face desquelles va se trouver le protectorat, au point de vue de la recherche et de l'exploitation des mines du Tonkin. Il y serait provisoirement le seul représentant de l'administration technique.

Les explorateurs s'adresseraient naturellement aux résidents auxquels ressortissent les provinces où seraient situées les localités qu'ils choisiraient pour y établir leurs travaux de recherche.

Ils trouveraient dans les bureaux de ces résidents les registres destinés à recevoir les déclarations prescrites par l'article 12 du règlement : c'est là également qu'ils opéreraient le versement du droit fixe exigé par le même article. Avis serait donné de l'accomplissement de ces formalités à l'agent des mines, qui pourvoirait à la constatation de la délimitation réglementaire sur le terrain du périmètre réservé que se serait attribué chaque explorateur.

Quant à l'Annam, il appartiendra au résident général de Hué d'y assurer, par des mesures prises dans les limites de ses attributions, l'exécution du règlement.

IV

En préparant un projet de règlement relatif au régime et à l'exploitation des mines de l'Annam et du Tonkin, la Commission s'était naturellement demandé, eu égard aux différences que présentent les deux régions au point de vue de l'exercice du protectorat, s'il y avait lieu d'introduire une distinction entre ces deux parties du royaume. Elle n'a point hésité, monsieur le Ministre, à résoudre cette question par la négative ; il lui a paru que toute distinction serait une complication inutile et devait seulement figurer dans le projet de convention qui constitue le quatrième et dernier des points que votre décision du 6 septembre nous a chargés de traiter.

Ce projet, préparé par les deux représentants du Ministère des Affaires étrangères et du Service central des Colonies, a été adopté par la Commission après d'insignifiantes modifications de rédaction ; la forme en est tellement simple qu'il ne se prête à aucune analyse. Vous remarquerez en le lisant, monsieur le Ministre, que le point de départ de la convention est ce double fait que les mines de l'Annam et du Tonkin y appartiennent au domaine royal et que le souverain n'a aliéné que la houillère de Nong-Son, en Annam, dans les conditions que je viens de mentionner ; puis que les articles 2 et 3 concernent respectivement l'attribution, en Annam et au Tonkin, de revenus que les mines doivent y procurer à l'Etat.

Telles sont, monsieur le Ministre, en ce qu'elles ont d'essentiel, les propositions qu'a formulées la Commission, pour répondre aux quatre questions posées par votre arrêté du 6 septembre. Je regrette de n'avoir point été relativement plus bref sur la deuxième de ces questions, qui était, d'ailleurs, de beaucoup la principale ; mais je n'ai pas cru qu'il me fût possible de passer sous silence les divergences d'opinion qui s'étaient produites, au cours de la discussion, et qu'expliquent suffisamment la complexité et la délicatesse du sujet.

Je suis avec respect, monsieur le Ministre, votre très dévoué serviteur.

*Le Conseiller d'Etat,
président de la Commission,*

E. LAMÉ-FLEURY.

PROJET DE RÈGLEMENT

SUR

*le régime de l'exploitation des mines de l'Annam
et du Tonkin*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Sont considérés comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles, susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissés à la libre disposition des propriétaires du sol.

L'administration métropolitaine décidera, en cas de contestation, si la nature d'une substance donne à ses gisements le caractère légal des mines.

Art. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories :

1^o Les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes et autres substances métalliques ou précieuses ;

2^o Les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire.

3^o Les filons ou couches de toutes autres substances.

Art. 3. — On peut acquérir, d'après les prescriptions du présent règlement, dans une étendue déterminée, le droit d'explorer les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles.

Ces droits s'étendent indéfiniment en profondeur, dans la projection verticale de l'étendue de la surface sur laquelle ils ont été acquis, sauf pour les gîtes d'alluvion, où ils ne s'étendent que jusqu'à la roche encaissante en place.

Le droit d'exploiter une substance confère le même droit sur les autres substances appartenant à la même catégorie ; il donne,

en outre, le droit de disposer des roches ou matériaux dont l'abatage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

Mais des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter, dans le même périmètre, des gîtes de catégories différentes.

La recherche et l'exploitation des gîtes d'alluvion sont soumises à des règles spéciales qui font l'objet de la section 4 du titre III.

TITRE II

DES RECHERCHES DE MINES

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 4. — Tout individu ou toute société peut se livrer librement à la recherche des mines dans les terrains domaniaux.

Art. 5. — Dans un terrain de propriété privée, les travaux de recherche ne peuvent être commencés ou poursuivis, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur, qu'en vertu d'une autorisation du résident, donnée après que ce propriétaire ou possesseur aura été entendu et qu'il lui aura été payé, pour l'occupation de son terrain, une indemnité fixée ainsi qu'il est dit à l'article 51.

Art. 6. — Dans le périmètre d'une mine déjà instituée, la recherche d'une mine de catégorie différente ne pourra être commencée et poursuivie, à défaut d'entente amiable entre l'explorateur et le propriétaire de mine, qu'avec l'autorisation du résident, donnée après que ce propriétaire aura été entendu et sous réserve des dommages que l'explorateur sera tenu de réparer.

Art. 7. — Les explorateurs sont soumis, pour l'exécution de leurs travaux, aux obligations imposées aux propriétaires de mines par les articles 48, 49 et 52, ainsi que par la section 5 du titre IV.

Toutefois l'explorateur n'est obligé à tenir un plan de ses travaux et un registre d'avancement que si l'administration l'a exigé.

SECTION 2. — *Des recherches en périmètre réservé.*

Art. 8. — Dans tout terrain, libre de droits antérieurs, qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute société peut acquérir, par priorité d'occupation, un droit exclusif de recherche en périmètre réservé.

Art. 9. — Le périmètre réservé, de forme rectangulaire, aura une superficie minimum de 24 hectares et une superficie maximum de 100 hectares pour les gîtes d'alluvion, 400 pour ceux de houille et 160 pour les autres.

Le petit côté du rectangle ne pourra avoir moins du quart du grand côté.

Les terrains qui resteraient libres entre plusieurs mines instituées, avec des dimensions et des formes telles qu'il soit impossible d'y placer un périmètre réservé satisfaisant aux conditions précédentes, ne peuvent qu'être annexées aux mines contiguës, dans les conditions stipulées à l'article 59.

Art. 10. — L'occupation d'un périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été, avant toute autre, matériellement marquée et signalée, sur le sol, d'une façon certaine et bien apparente, et avoir fait, dans la quinzaine de la date de l'occupation, l'objet d'une déclaration au résident, le tout ainsi qu'il sera dit aux deux articles suivants.

Art. 11. — Pour marquer et signaler le périmètre réservé, il doit être planté des bornes ou poteaux, partout où besoin sera, notamment aux quatre sommets du rectangle, et placé un signal sur les travaux en activité.

Aux bornes ou poteaux de sommet et aux signaux devra être fixé un écriteau faisant connaître :

- 1° Le nom donné à la recherche ;
- 2° Le nom de l'explorateur ;
- 3° La nature de la mine recherchée ;
- 4° La date de l'occupation.

L'administration déterminera les types de poteaux, signaux et écriteaux.

Art. 12. — La déclaration de recherche doit faire connaître :

1° Le nom donné à la recherche ;

2° La situation, aussi exacte que possible, du lieu où se trouve celle-ci, repérée, s'il y a lieu, à quelque point fixe ou remarquable du sol ;

3° Les dimensions et l'orientation du rectangle du périmètre réservé ;

4° Le nom et le domicile de l'explorateur ;

5° La nature de la substance recherchée ;

6° La date de l'occupation.

La déclaration dont il est donné récépissé est inscrite, à la date de sa présentation, sur le « registre des déclarations de recherche », tenu constamment à la disposition du public.

L'enregistrement n'a lieu que contre paiement d'un droit fixe de 50 francs.

Art. 13. — Pour des mines autres que celles de combustibles, un explorateur ne peut valablement occuper un second périmètre réservé que si celui-ci est à une distance de plus de 5 kilomètres, mesurés entre les deux sommets les plus voisins des rectangles.

Art. 14. — L'explorateur qui a acquis, par une occupation régulière, le droit de recherche en périmètre réservé, doit, dans le délai de trois ans à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'administration une demande en délivrance de la propriété de la mine, conformément aux prescriptions de la section 2 du titre III.

A l'expiration de ce délai, l'explorateur perd son droit et devient inhabile, pendant trois ans, à réoccuper le même terrain, qui est librement ouvert à tout autre.

Toutefois, l'instance en institution de la propriété de la mine maintient le privilège de l'explorateur jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur sa demande.

Mention de la demande en délivrance du titre de propriété doit être portée, avec sa date, sur les écriteaux prévus à l'article 11.

Art. 15. — L'explorateur a le droit de disposer des produits de ses recherches.

Art. 16. — L'explorateur, qui cesse d'occuper un périmètre réservé, est tenu d'enlever ses poteaux, signaux et écriteaux ;

faute de quoi, il y sera procédé d'office par l'administration, aux frais du dit explorateur.

Art. 17. — Tout explorateur qui aura été condamné par application de l'article 66, perd tous les droits que son occupation lui aurait conférés ; du jour de sa condamnation, le terrain redevient libre pour les tiers.

TITRE III

DE L'INSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 18. — Le droit d'exploiter une mine s'acquiert par voie de prise de possession, dans les régions qui n'ont pas été affectées aux adjudications publiques, ou par voie d'adjudication publique.

Art. 19. — Le résident général pourra, par un arrêté qui sera immédiatement transmis à l'administration métropolitaine, décider que certaines catégories de mines ne peuvent être acquises que par adjudication publique dans les régions que définira le dit arrêté ; cette décision ne pourra préjudicier aux droits, acquis antérieurement, de recherche en périmètre réservé et éventuellement de propriété par prise de possession.

Sont déclarés dès maintenant ne pouvoir être acquises que par adjudication les mines de houille de la province de Quang-Yen, situées le long de la côte ou dans les îles adjacentes.

Art. 20. — Les ressortissants français ou annamites et les sociétés françaises peuvent seuls être propriétaires, possesseurs ou exploitants de mines.

Toute société française qui veut être propriétaire d'une mine, la posséder ou exploiter, devra remettre à l'administration un exemplaire certifié de son acte de société ou de ses statuts.

Art. 21. — Ne pourront ni posséder ni exploiter des mines, ni en acquérir la propriété par prise de possession, adjudication publique ou par les voies de droit commun autre que par succession *ab intestat*, les fonctionnaires et agents français en Cochinchine, en Annam et au Tonkin, les employés asiatiques de l'administration française, ou les fonctionnaires annamites dans le ressort de leur juridiction.

SECTION 2. — *De l'institution de la propriété des mines
par prise de possession.*

Art. 22. — Nul ne peut acquérir une mine par prise de possession s'il n'en a fait au préalable l'objet d'une recherche en périmètre réservé, comme il a été dit au titre II, soit par lui-même, soit par un tiers aux droits duquel il se trouve.

Art. 23. — Tout individu ou société qui désire acquérir la propriété d'une mine adresse une demande au résident.

Cette demande doit faire connaître :

1° Le nom du demandeur, ainsi que le domicile dont celui-ci doit faire élection dans le ressort de la résidence ;

2° La recherche dont la propriété comme mine est demandée ;

3° Les titres, s'il y a lieu, en vertu desquels le demandeur se trouve substitué à l'explorateur originaire ;

4° Les limites et la superficie du périmètre de la mine.

Art. 24. — A la demande doit être annexé un plan en double expédition, à l'échelle du dix-millième, indiquant les limites de ce périmètre, orienté au nord vrai, rattachées à quelque point fixe remarquable à la surface.

Ce plan doit avoir été dressé ou vérifié par l'administration, aux frais du demandeur, suivant un tarif arrêté par le résident supérieur.

Si l'administration n'a pas terminé ces opérations dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle elle aura été mise en demeure d'y procéder, le privilège de l'explorateur est maintenu comme il est dit à l'article 14, paragraphe 3.

Art. 25. — Le demandeur doit, en outre, avoir versé au Trésor :

1° Les frais de publicité, fixés d'après le tarif ;

2° Une somme, par hectare contenu dans le périmètre, de 20 francs pour les mines de combustibles, 40 francs pour celles d'alluvion et 30 francs pour toutes autres.

Art. 26. — La demande n'est recevable qu'après la production du plan et le dit versement.

Elle est inscrite, à la date de son dépôt, contre récépissé, sur un « registre de demandes en propriété de mines », tenu à la disposition du public.

Art. 27. — La demande, à la diligence de l'administration, sera publiée et affichée pendant deux mois sur la mine, à la résidence et à la résidence supérieure.

Elle sera insérée dans la publication officielle du protectorat.

Art. 28. — Les oppositions contre la validité de la demande, recevables seulement pendant la durée de l'enquête locale, seront formulées par écrit et remises au résident, qui en donne acte et les inscrit sur le registre mentionné à l'article 27. L'opposant devra faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Il devra justifier, pendant la durée de l'enquête, que son opposition a été portée devant les tribunaux; à défaut, elle sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 29. — A l'expiration de l'enquête, le résident transmet le dossier, avec ses observations et propositions, au résident.

S'il n'y a pas d'opposition, celui-ci, sous réserve de l'application de l'article 42, délivre un titre de propriété, qui est remis au demandeur avec un des plans dûment certifié; inscription du titre est faite sur le « registre des mines ».

S'il y a opposition, l'administration surseoit à statuer jusqu'après la décision judiciaire. Le titre de propriété est délivré, s'il y échet, à la partie qui a fait reconnaître son droit.

S'il n'y a pas lieu à délivrance de titre, l'instance administrative est close par une décision motivée du résident supérieur, notifiée par l'intermédiaire du résident et inscrite en marge des registres spéciaux mentionnés aux articles 12 et 26.

La somme versée aux termes de l'article 25, 2^e est restituée sur la présentation de la décision de rejet.

SECTION 3. — *De l'institution de la propriété des mines par adjudication publique*

Art. 30. — Les terrains utiles situés dans une région affectée aux adjudications publiques qui devront être mis aux enchères, devront, avant tous avis au public, être divisés en lots, abornés et signalés à la surface. Il devra, en outre, être dressé un plan général du lotissement ou un plan de chacun des lots.

L'administration aura la faculté de donner aux lots la délimitation et l'étendue qui lui paraîtront les plus convenables, même en dépassant les *maxima* fixés par l'article 9.

Art. 31. — Les adjudications auront lieu, quand il y écherra, devant le résident supérieur, dans les premières quinzaines d'avril et d'octobre.

Art. 32. — Deux mois au moins avant la date d'une adjudication, l'administration fera publier et afficher la liste, la désignation et la description sommaire des lots offerts.

Les adjudications, qui devront comprendre les mines mentionnées au deuxième alinéa de l'article 49, n'auront lieu qu'après publication dans le *Journal officiel* de la République française et affichage au ministère des colonies.

Art. 33. — L'adjudication, qui aura lieu par surenchères publiques, portera sur la somme en argent à verser en une fois au Trésor, défalcation faite d'un versement de garantie calculé par hectare de superficie, à raison de 20 francs pour les mines de houille, 40 francs pour celles d'alluvion et 30 francs pour les autres.

Les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication pour toutes significations y relatives et produire la quittance du versement de garantie.

L'administration aura la faculté de fixer un chiffre *minimum*, supérieur à celui indiqué au premier alinéa, au-dessus duquel on devra surenchérir. Elle pourra également soumettre l'adjudicataire à exécuter certains travaux d'utilité publique fixés par un cahier des charges. Les affiches et publications prescrites par l'article 42 devront faire connaître cette mise à prix *minimum* ou la nature et les conditions de l'exécution des travaux publics.

L'adjudication aura lieu, pour chaque lot, en faveur du concurrent qui aura offert la somme la plus forte.

Si l'un des concurrents avait obtenu deux ou plusieurs lots, l'administration aurait le droit, dans la huitaine, de lui faire connaître celui ou ceux qu'elle l'autoriserait à acquérir en même temps que le lot auquel il aura donné la préférence. Huit jours après cet avis, l'adjudicataire fait connaître sa résolution définitive. Les lots délaissés reviennent respectivement aux concurrents dont les offres se rapprochaient le plus de la première.

Lorsque toutes les opérations sont terminées, et après vérification de leur régularité, le procès-verbal de l'adjudication est clos

et publié et le résident supérieur signifie aux intéressés les lots dont ils restent définitivement adjudicataires.

Art. 34. — L'adjudicataire devra, dans les trois mois de la signification qui lui aura été faite, verser la somme offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit, de perdre son versement de garantie et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication.

Un titre de propriété et un plan certifié seront délivrés à l'adjudicataire après ce versement ; inscription du titre sera faite sur le « registre des mines ».

L'adjudication a lieu sans recours contre l'administration pour erreur dans la contenance énoncée.

Dans le cas où la mine aurait été adjugée sous condition d'exécuter certains travaux publics, elle pourra être retirée par suite d'inexécution des dits travaux et le retrait s'opérera comme il est dit à l'article 46.

Art. 35. — Tout individu ou société pourra faire des offres pour l'acquisition d'une mine qui, dans une région affectée aux adjudications, n'aurait pas encore été allotie par l'administration.

Dans ce cas, celle-ci devra faire procéder à un lotissement, de façon à pouvoir faire adjuger cette mine et, s'il y a lieu, les mines voisines, à l'une des prochaines époques fixées par l'article 34.

L'administration aura la faculté, après qu'elle aura fixé les bases du lotissement, de laisser l'intéressé procéder à l'abornement sur place et à la confection du plan qu'elle devra vérifier. L'acquisition définitive ne pourra jamais avoir lieu que par une adjudication publique, faite d'après les règles de la présente section.

SECTION 4. — *Dispositions spéciales aux gîtes d'alluvion.*

Art. 36. — Les dispositions du présent règlement sur les droits de recherche et d'exploitation des mines s'appliqueront à tous les gîtes d'alluvion situés dans les terrains non cultivés.

Art. 37. — Dans les terrains cultivés, le propriétaire ou son concessionnaire peut seul acquérir le droit d'exploiter une mine

d'alluvion, en se conformant aux prescriptions de la section 2 du présent titre.

Toutefois, il n'a pas besoin d'avoir fait, avant de demander la propriété de la mine, une occupation de périmètre réservé conformément aux dispositions du titre II, la mine peut avoir une étendue et une forme quelconques.

Art. 38. — L'orpaillage à la battée est librement permis dans le lit des cours d'eau.

Les orpailleurs pourront disposer de l'or recueilli par eux.

TITRE IV

DES DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DE MINES

SECTION 1^{re}. — *Du caractère de la propriété des mines.*

Art. 39. — La propriété d'une mine constitue une propriété distincte de la surface, perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens immeubles, et soumise généralement aux règles légales relatives aux immeubles, sous réserve des exceptions stipulées ci-dessous.

Art. 40. — Une mine ne peut être vendue par lots ou partagée matériellement, sans une autorisation donnée par le résident supérieur, qui délivrera, s'il y a lieu, aux intéressés, après annulation du premier titre de propriété, de nouveaux titres qui seront inscrits sur le « registre des mines ».

Art. 41. — Toute cession d'une mine doit être déclarée au résident par le cédant ou le cessionnaire. La transmission de la propriété n'est effective qu'après cette déclaration, qui sera consignée au « registre des mines » et dont il sera donné acte.

Art. 42. — Un individu ou une société peut réunir la propriété de plusieurs mines de même nature, à condition de le déclarer au résident dans la quinzaine de la réunion ; le résident supérieur peut s'opposer à cette réunion dans les six mois de la date de la déclaration.

En cas de réunion non déclarée, ou si la réunion déclarée est maintenue nonobstant cette défense, l'administration métropolitaine prononcera le retrait des mines réunies, qui seront vendues

par adjudication publique, ainsi qu'il est dit à l'article 46. Le propriétaire des mines illicitement réunies ne peut concourir à l'adjudication.

Art. 43. — L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce.

Les actions ou intérêts dans une société entreprise pour leur exploitation seront réputés meubles.

Art. 44. — Tout individu propriétaire d'une mine doit faire, dans le ressort de la résidence, élection d'un domicile, où lui seront valablement faites toutes les significations et communications administratives.

L'association ou la société à laquelle appartient une mine devra désigner un directeur responsable, qui la représente vis-à-vis de l'administration et doit faire pareille élection de domicile.

Toute contravention à ces obligations peut donner lieu, contre l'individu ou la société, à une amende de 500 francs, recouvrable par voie de contrainte administrative.

SECTION 2. — *Des impôts sur les mines et sur leurs produits.*

Art. 45. — Toute mine doit payer annuellement une taxe par hectare compris dans son périmètre, calculée à raison de 10 francs pour les mines de combustible et de fer ; 20 francs pour les mines d'alluvion ; 15 francs pour les mines de toutes autres substances.

Cette taxe doit, à partir du jour de la délivrance du titre de propriété, être payée, par avance, en deux semestres égaux, le 30 juin et le 31 décembre ; elle est calculée par douzièmes, à compter du premier du mois dans lequel a eu lieu la remise du dit titre.

Art. 46. — Si le propriétaire d'une mine n'a pas payé à l'échéance le trimestre exigible, l'administration lui fait notifier un avertissement au domicile élu par lui ; deux mois après, si cet avertissement est resté sans résultat, elle lui fait signifier sa déchéance, qui est exécutoire à partir de cette date.

Toutefois, ces avertissement et signification ne seront pas faits à l'exploitant qui aurait notifié à l'administration, en temps utile, sa renonciation à la propriété de la mine.

La mine retirée ou délaissée doit être adjugée à l'une des plus prochaines dates fixées par l'article 31 ; mention du retrait ou du délaissement et du nom du propriétaire sera faite dans les affiches et publications qui devront avoir lieu également à Paris, comme il est dit au deuxième alinéa de l'article 32. Le dit propriétaire ne peut concourir à l'adjudication.

Le prix, si celle-ci aboutit, est consigné pour être distribué judiciairement aux créanciers qui ont acquis des droits réels sur la mine ou qui justifieront avoir fourni des fonds pour sa recherche ou son exploitation, le surplus restera acquis à l'Etat.

Si l'adjudication n'aboutit pas, le terrain reste libre et franc de toutes charges et la mine, même dans les régions affectées à la prise de possession, ne peut plus être acquise dorénavant que par adjudication publique. Toutefois, s'il s'agissait d'une mine d'alluvion constituée par application de l'article 39, à la propriété de laquelle il aurait été régulièrement renoncé, le propriétaire du sol conserverait le droit qui lui est reconnu par le dit article, à la condition d'avoir versé au Trésor les frais de la publicité de sa renonciation, suivant le tarif arrêté par le résident supérieur.

Art. 47. — Il sera perçu par la douane un droit de sortie *ad valorem* sur les produits des mines ou sur les métaux bruts.

Ce droit, calculé d'après la valeur, au port d'embarquement, des produits ou métaux bruts, sera de :

3 % pour les combustibles et minerais de fer.

5 % pour toutes autres substances minérales ou fossiles et métaux bruts.

La perception de ce droit se fera conformément aux lois et règlements relatifs aux douanes.

SECTION 3. — *Dés relations de l'exploitant de mines avec le propriétaire de la surface.*

Art. 48. — Aucun puits ou galerie ne pourra être ouvert dans un rayon de 50 mètres d'une habitation et des terrains compris dans les clôtures y attenantes, sans le consentement du propriétaire de cette habitation.

Art. 49. — Aucun travail ne pourra avoir lieu sous les chemins publics, chaussées, digues, canaux de navigation et d'irri-

gation, fleuves et rivières navigables ou flottables, sans une autorisation du résident ; ni sous les maisons et lieux d'habitation, sans une déclaration de l'exploitant que le résident communiquera aux propriétaires intéressés.

Art. 50. — Dans les terrains domaniaux situés à l'intérieur du périmètre d'une mine, l'exploitant aura le droit d'occuper la surface que le résident reconnaîtrait nécessaire à son exploitation, ainsi qu'à l'érection des établissements pour la préparation ou la transformation des produits, en payant l'impôt foncier sur le taux des terrains de culture de première classe de la commune.

Art. 51. — Si des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la mine sont possédés par un tiers, l'exploitant, à défaut d'entente amiable avec celui-ci, pourra occuper temporairement ou définitivement la surface dont l'occupation aura été déclarée nécessaire par le résident, moyennant le paiement d'une indemnité préalable, calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation.

Art. 52. — L'exploitant est tenu de réparer tous les dommages que ses travaux causeraient aux propriétés ou établissements de la surface, en payant une indemnité calculée à la simple valeur du dommage.

Art. 53. — Dans les terrains situés en dehors du périmètre de sa mine et sous réserve de l'application de l'article 55, l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation du résident, tous les travaux de secours que nécessiterait son exploitation, en se conformant, pour l'occupation, aux prescriptions de l'article 50 ou de l'article 51, suivant le cas.

Il pourra établir sur ces terrains toutes voies de transport, telles que sentiers, chemins de charroi, chemins de fer, canaux de navigation, en observant les règles concernant les travaux publics.

SECTION 4. — *Des relations entre les exploitants des mines voisines ou contiguës.*

Art. 54. — Autour du périmètre de chaque mine doit être laissé un massif intact de roche en place de 10 mètres au moins, lequel ne pourra être enlevé ou traversé qu'avec l'autorisation du résident.

Tout propriétaire de mine qui, nonobstant cette prescription, poursuivrait ses travaux dans une mine voisine, resterait civilement responsable jusqu'après l'expiration de la troisième année qui suivra la découverte du fait.

Art. 55. — Il y aura, entre mines voisines, une servitude réciproque pour l'établissement de travaux de secours, tels que ceux nécessités par les besoins de l'aérage ou de l'écoulement des eaux. A défaut d'entente amiable entre les intéressés, il sera statué par le résident sur la situation et la nature des travaux à exécuter. Il sera dû, par l'un des exploitants, une indemnité à celui qui subirait un dommage matériel ou qui le ferait bénéficier d'une économie dans l'exploitation.

Art. 56. — Si deux mines de catégorie différente se trouvaient superposées l'une à l'autre, à défaut d'entente amiable entre les exploitants pour la conduite de leurs travaux respectifs, sous réserve de l'indemnité qu'un des exploitants pourrait devoir à l'autre et qui sera réglée comme à l'article précédent.

Art. 57. — Tout exploitant de mines est responsable des dommages que ses travaux causeraient à une mine voisine ou superposée.

Art. 58. — Tout propriétaire de mine a le droit de se servir des sentiers et chemins de charroi établis par le propriétaire d'une mine voisine, dans le périmètre de celle-ci, sauf payement d'une indemnité pour cet usage.

Art. 59. — S'il existe entre plusieurs mines voisines des terrains libres qui, par leur contenance et leur forme, ne peuvent, aux termes de l'article 9, faire l'objet d'une prise de possession spéciale, ils ne pourront qu'être ajoutés à la mine contiguë, dont le propriétaire en ferait la demande, en se conformant aux prescriptions de la section 2 du titre III.

Si plusieurs propriétaires de mines contigues à ces terrains libres en revendiquent tout ou partie, pendant l'instruction de cette demande, les dits terrains seront partagés entre eux, par l'administration, à défaut d'entente amiable, proportionnellement à la surface des mines intéressées.

SECTION 5. — *Surveillance de l'exploitation des mines.*

Art. 60. — L'exploitation des mines est soumise à la surveillance de l'administration, en vue de prévenir les dangers que cette exploitation peut avoir pour la sûreté de la surface et pour la sécurité du personnel occupé dans la mine.

Art. 61. — Cette surveillance s'exercera, sous l'autorité de l'administration métropolitaine et du résident général, par le résident supérieur et les résidents, assistés des fonctionnaires et agents du service des mines.

Le résident supérieur pourra édicter les règlements généraux de police qu'il jugera nécessaire pour satisfaire aux objets prévus à l'article précédent.

Le résident prescrira, le cas échéant et dans le même but, les mesures de précaution spéciales auxquelles l'exploitant sera tenu de se soumettre.

Aucune injonction faite à ce titre ne pourra donner ouverture à une indemnité en faveur de l'exploitant ; toutefois, en cas d'une mesure prescrite pour protéger un travail d'utilité publique autorisé postérieurement à l'institution de la propriété de la mine, il devrait être indemnisé de la valeur de ses installations que cette mesure rendrait inutiles ou de celles qu'il serait obligé d'exécuter.

Art. 62. — Tout propriétaire de mine doit tenir à jour, sur place, un plan des travaux ainsi qu'un registre d'avancement dans lequel seront mentionnés les faits importants de l'exploitation. Ce plan, dont copie devra être envoyée annuellement à l'administration, et ce registre devront être représentés aux fonctionnaires et agents du service des mines.

Le dit propriétaire sera également tenu de fournir à l'administration les renseignements statistiques qu'elle demanderait sur la nature et la quantité des produits extraits ou élaborés et sur le personnel occupé par l'entreprise.

Il sera tenu de procurer aux fonctionnaires et agents chargés de la surveillance les moyens de parcourir les travaux accessibles.

Art. 63. — Tout travail d'exploration ou d'exploitation, ouvert en contravention au présent règlement, pourra être interdit par mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues au titre suivant.

TITRE V
DES PÉNALITÉS

SECTION 1^{re}. — *Des amendes.*

Art. 64. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs, double en cas de récidive dans les douze mois :

1° Tout individu qui aura fait des travaux de recherche ou d'exploitation, sans autorisation administrative ou sans déclaration préalable, dans les lieux interdits par les articles 5, 6 et 49 ;

2° Tout explorateur ou propriétaire de mine qui aura contrevenu aux règlements ou décisions de police rendus par application de l'article 61 ;

3° Tout explorateur ou exploitant qui n'aura pas fourni, dans les délais impartis, les plans ou renseignements statistiques prévus à l'article 62.

Art. 65. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs, double en cas de récidive dans les douze mois, tout individu qui aura disposé de substances minérales soumises au présent règlement, extraites par des travaux illicites d'exploration ou d'exploitation.

Art. 66. — Sera puni d'une amende de 1.000 francs tout individu qui aura frauduleusement planté, enlevé ou déplacé des poteaux ou signaux de recherche, modifié ou altéré les inscriptions de leurs écriteaux de façon à tromper autrui sur la délimitation, la contenance ou la date d'une occupation de périmètre de recherche réservé.

SECTION 2. — *De la répression des infractions.*

Art. 67. — Les contraventions aux prescriptions du présent règlement seront constatées par des procès-verbaux des fonctionnaires ou agents du service des mines et de tous autres qui auront reçu compétence en pareille matière.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire.

Les amendes seront appliquées par les tribunaux, sauf le cas prévu à l'article 44 du présent règlement.

TITRE VI

DE LA COMPÉTENCE

Art. 68. — Les contestations entre particuliers, nées de l'exécution du présent règlement, ressortissent à l'autorité judiciaire; celle-ci connaît de toutes indemnités qui peuvent être dues par les explorateurs ou exploitants à des propriétaires de la surface ou à des exploitants de mines.

Art. 69. — L'ingénieur des mines de la résidence devra être consulté dans les cas prévus aux articles 5, 6, 40, 50, 51, 53, 54, 55, 56 et 61.

L'avis du chef du service des mines devra être pris dans les cas prévus aux articles 19, 29, 30, 40, 42, 59 et 61, ainsi que lors des recours formés contre des décisions du résident, prises dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent.

APPENDICE III

DECRET

**Du Président de la République française portant
réglementation du régime minier.**

13 octobre 1888.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies,
Vu l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854.

DÉCRÉTÉ :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Sont considérés comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissés à la libre disposition des propriétaires du sol.

L'administration décide, en cas de contestation, si la nature d'une substance donne à ces gisements le caractère légal des mines.

Art. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories :

1^o Les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que, pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ;

2^o Les filons ou couches de toutes autres substances minérales ;

3^o Les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes et autres substances métalliques ou précieuses.

Art. 3. — On peut acquérir, d'après les prescriptions du présent décret, dans une étendue déterminée, le droit d'explorer ou le droit d'exploiter les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles.

Ces droits s'étendent indéfiniment en profondeur, dans la projection verticale de l'étendue de la surface sur laquelle ils ont été acquis, sauf pour les gîtes d'alluvion, où ils ne s'étendent que jusqu'à la roche encaissante en place.

Le droit d'exploiter une substance comprise dans l'une des catégories mentionnées à l'article précédent confère le même droit sur les autres substances appartenant à la même catégorie, il donne, en outre, le droit de disposer des roches ou matériaux dont l'abattage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

Mais des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter, dans le même périmètre, des gîtes de catégories différentes.

La recherche et l'exploitation des gîtes d'alluvion sont soumises à des règles spéciales qui font l'objet de la section IV du titre III.

TITRE II

DES RECHERCHES DE MINES

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 4. — Tout individu ou toute société peut se livrer librement à la recherche des mines dans les terrains domaniaux.

Art. 5. — Dans un terrain de propriété privée, les travaux de recherche ne peuvent être commencés ou poursuivis, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur, qu'en vertu d'une autorisation du Résident de la province où se trouve la mine ; cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire ou possesseur a été entendu et qu'il lui a été payé, pour l'occupation de son terrain, une indemnité fixée ainsi qu'il est dit à l'article 56.

Art. 6. — Dans le périmètre d'une mine déjà instituée la recherche d'une mine de catégorie différente ne peut être com-

mencée et poursuivie, à défaut d'entente amiable entre l'explorateur et le propriétaire de mine, qu'avec l'autorisation du Résident : cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire de la mine a été entendu et sous réserve des dommages que l'explorateur est tenu de réparer.

Art. 7. — Les explorateurs sont soumis, pour l'exécution de leurs travaux, aux obligations imposées aux propriétaires de mines par les articles 53, 54 et 57 ainsi que par la section V du titre IV.

Ils peuvent toutefois être dispensés par l'Administration de tenir un plan et un registre d'avancement de leurs travaux.

SECTION II. — *Des recherches en périmètre réservé.*

Art. 8. — Dans tout terrain, libre de droits antérieurs, qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute société peut acquérir, par priorité d'occupation, un droit exclusif de recherches en périmètre réservé.

Art. 9. — Le périmètre réservé, de forme rectangulaire, a une superficie minimum de 24 hectares et une superficie maximum de 100 hectares pour les gites d'alluvion, 500 pour ceux de houille et 200 pour les autres.

Le petit côté du rectangle ne peut avoir moins du quart du grand côté.

Les terrains qui restent libres entre plusieurs mines instituées, avec des dimensions et des formes telles qu'il est impossible d'y placer un périmètre réservé satisfaisant aux conditions précédentes, ne peuvent qu'être annexés aux mines contiguës, dans les conditions stipulées à l'article 64.

Art. 10. — L'occupation du périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été, avant toute autre, matériellement marquée et signalée sur le sol, d'une façon certaine et bien apparente et avoir fait, dans la quinzaine de date de l'occupation, l'objet d'une déclaration au Résident de la province, le tout ainsi qu'il sera dit aux deux articles suivants.

Art. 11. — Pour marquer et signaler le périmètre réservé, il doit être planté des bornes ou poteaux, partout où besoin est ;

notamment aux quatre sommets du rectangle, et placé un signal sur les travaux en activité.

Aux bornes ou poteaux de sommet et aux signaux doit être fixé un écriteau faisant connaître :

- 1° Le nom donné à la recherche ;
- 2° Le nom de l'explorateur ;
- 3° La nature de la mine recherchée ;
- 4° La date de l'occupation.

L'Administration détermine les types de poteaux, signaux et écriteaux.

Art. 12. — La déclaration de recherche doit faire connaître :

- 1° le nom donné à la recherche ;
- 2° La situation, aussi exacte que possible, du lieu où se trouve celle-ci, repérée, si faire se peut, à quelque point fixe, ou, à défaut de point fixe, à quelque point remarquable du sol ;
- 3° Les dimensions et l'orientation du rectangle du périmètre réservé ;

- 4° Le nom et le domicile de l'explorateur ;
- 5° La nature de la substance recherchée ;
- 6° La date de l'occupation.

Il est donné récépissé de la déclaration qui est inscrite, à la date de la présentation, sur le registre des déclarations de recherches tenu constamment à la disposition du public.

L'enregistrement n'a lieu que contre paiement d'un droit fixe de 100 francs.

Art. 13. — Pour des mines autres que celles de combustibles, un explorateur ne peut valablement occuper un second périmètre réservé que si celui-ci est à une distance de plus de 5 kilomètres, mesurés entre les deux sommets les plus voisins des rectangles.

Art. 14. — L'explorateur qui a acquis par une occupation régulière le droit de recherche en périmètre réservé doit, dans le délai de trois ans, à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'Administration une demande en délivrance de la propriété de la mine, conformément aux prescriptions de la section 8 du titre III.

A l'expiration de ce délai, le terrain cesse d'être réservé. L'explorateur déchu ne peut en prendre possession qu'après un délai de deux ans et si aucun autre ne s'y est établi.

Toutefois, l'instance en institution de la propriété de la mine maintient le privilège de l'explorateur jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur sa demande.

Mention de la demande en délivrance du titre de propriété doit être portée avec sa date, sur les écritaux prévus à l'article XI.

Art. 15. — L'explorateur dispose librement du produit de ses recherches.

Art. 16. — L'explorateur qui cesse d'occuper un périmètre réservé est tenu d'enlever les poteaux, signaux et écriteaux ; faute de quoi, il est procédé d'office à l'enlèvement par l'Administration aux frais dudit explorateur.

Art. 17. — Tout explorateur condamné par application de l'article 71, perd tous les droits que son occupation lui aurait conférés ; du jour de sa condamnation, le terrain redevient libre pour les tiers.

TITRE III

DE L'INSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES

SECTION PREMIÈRE. — *Dispositions générales.*

Art. 18. — Le droit d'exploiter une mine s'acquiert par voie de prise de possession, dans les régions qui n'ont pas été affectées aux adjudications publiques ou par voie d'adjudication publique.

Art. 19. — Le Résident général pourra, par un arrêté qui sera immédiatement transmis par voie hiérarchique à l'Administration métropolitaine, décider que certaines catégories de mines ne peuvent être acquises que par adjudication publique dans les régions que définira ledit arrêté ; cette décision ne pourra préjudicier aux droits acquis antérieurement de recherche en périmètre réservé et aux droits éventuels de propriété qui en résulteraient.

Sont déclarés, dès maintenant, ne pouvoir être acquises que par adjudication les mines de houille de la province de Quang-Yen, Haiduong et Bac-Ninh.

Art. 20. — Les sujets ou protégés Français et les sociétés fran-

çaises peuvent seuls être propriétaires, possesseurs ou exploitants de mines.

Ne sont considérées comme françaises que les sociétés constituées conformément à la loi française, qui ont fait enregistrer leurs statuts en France ou dans les colonies et pays de Protectorat et dont le conseil d'administration est composé en majorité de membres français.

Toute société qui veut devenir propriétaire d'une mine, la posséder ou l'exploiter doit remettre à l'Administration un exemplaire certifié de son acte de société ou de ses statuts.

Art. 24. — Ne peuvent ni posséder ni exploiter des mines, ni en acquérir la propriété par prise de possession, adjudication publique ou par les voies de droit commun autres que la succession ab intestat, les fonctionnaires et agents français et les employés asiatiques de l'administration française en Indo-Chine.

Il en est de même des fonctionnaires annamites dans le ressort de leur juridiction.

SECTION II. — *De l'institution de la propriété des mines par prise de possession.*

Art. 22. — Nul ne peut acquérir une mine par prise de possession s'il n'en a fait au préalable l'objet d'une recherche en périmètre réservé, comme il est dit au titre II, soit par lui-même, soit par un tiers, aux droits duquel il se trouve.

Art. 23. — Tout individu ou société qui désire acquérir la propriété d'une mine adresse une demande au Résident.

Cette demande doit faire connaître :

1° Le nom du demandeur ainsi que le domicile élu par lui dans le ressort de la résidence ;

2° La recherche dont la propriété comme mine est demandée ;

3° Les titres, s'il y a lieu, en vertu desquels le demandeur se trouve substitué à l'explorateur originaire ;

4° Les limites et la superficie du périmètre de la mine.

Art. 24. — A la demande doit être annexé un plan en double expédition, à l'échelle du dix-millième, indiquant les limites de ce périmètre orienté au nord vrai, rattachées à quelque point fixe remarquable à la surface.

Ce plan doit avoir été dressé ou vérifié par l'administration aux frais du demandeur suivant un tarif arrêté par le Résident général.

Si l'administration n'a pas terminé ces opérations dans un délai de six mois, à partir de la date à laquelle elle aura été mise en demeure d'y procéder, le privilège de l'explorateur sera maintenu.

Art. 25. — Le demandeur doit, en outre, avoir versé au Trésor, une somme, par hectare contenu dans le périmètre, de 20 francs pour les mines de combustible, 40 pour celle d'alluvion et 30 francs pour toutes autres.

Art. 26. — La demande n'est recevable qu'après la production du plan et ledit versement.

Elle est inscrite à la date de son dépôt, contre récépissé, sur un « registre de demandes en propriété de mines » tenu à la disposition du public.

Art. 27. — La demande est affichée pendant deux mois sur la mine et aux chefs-lieux de la province et de l'administration locale.

Elle est insérée dans la publication officielle du Protectorat.

L'affichage a lieu à la diligence de l'Administration et aux frais du demandeur.

Art. 28. — Les oppositions contre la validité de la demande, recevables seulement pendant la durée de l'enquête locale, sont formulées par écrit et remises au Résident qui en donne acte et les inscrit sur le registre mentionné à l'article 26. L'opposant doit faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Il doit justifier pendant la durée de l'enquête que son opposition a été portée devant les tribunaux, faute de quoi elle est considérée comme nulle et non avenue.

Art. 29. — A l'expiration de l'enquête le Résident transmet le dossier avec ses observations et propositions au Résident général.

S'il n'y a pas d'opposition, celui-ci, sous réserve de l'application de l'article 44, délivre un titre de propriété qui est remis au demandeur avec un des plans dûment certifié ; inscription du titre est faite sur le « registre des mines ».

S'il y a opposition, l'Administration surseoit à statuer jus-

qu'après la décision judiciaire. Le titre de propriété est délivré, s'il y échet, à la partie qui a fait reconnaître son droit à la propriété de la mine.

S'il n'y a pas lieu à délivrance de titre, l'instance administrative est close par une décision motivée du Résident général, notifiée par l'intermédiaire du Résident de la province et inscrite en marge des registres spéciaux mentionnés aux articles 12 et 26.

La somme versée aux termes de l'article 23 est restituée sur la présentation de la décision de rejet.

SECTION III. — *De l'institution de la propriété des mines par adjudication publique.*

Art. 30. — Les terrains miniers situés dans une région affectée aux adjudications publiques seront, avant tout avis d'adjudication, divisés en lots abornés et signalés à la surface. Il sera en outre dressé un plan général du lotissement et un plan de chacun des lots.

L'Administration aura la faculté de donner aux lots la délimitation et l'étendue qui lui paraîtront les plus convenables, même en dépassant les maxima fixés par l'article 9.

Art. 31. — Les adjudications auront lieu quand il y écherra, devant le Résident général ou son délégué.

Art. 32. — Avant toute adjudication, l'Administration fera publier et afficher la désignation et la description sommaire des lots offerts.

La publication au *Journal officiel de la République* et au *Bulletin officiel du Protectorat*, ainsi que l'affichage au Ministère de la marine et des colonies, au Gouvernement général de l'Indo-Chine et à la Résidence générale, devront précéder de trois mois la date de l'adjudication.

Art. 33. — Pour se présenter à l'adjudication, les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication et produire la quittance du versement de garantie calculé par hectare de superficie à raison de 20 francs pour les mines de houille, 40 francs pour celles d'alluvion et 30 francs pour les autres.

Art. 34. — L'adjudication aura lieu par surenchères publiques,

elle portera sur le chiffre de la redevance annuelle à verser pour chaque hectare ; cette redevance ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à 10 francs pour les mines de combustible et de fer, 20 francs pour les mines d'alluvion et 15 francs pour les autres.

L'adjudication aura lieu pour chaque lot, en faveur du concurrent qui aura offert la redevance la plus forte.

Art. 35. — Le concurrent qui aura obtenu deux ou plusieurs lots dans une adjudication sera tenu d'indiquer, dans la huitaine à l'Administration, celui des lots auquel il donnera la préférence.

L'administration à son tour devra lui faire connaître, huit jours après cet avis, celui ou ceux des lots qu'elle l'autorise à acquérir en outre de celui qu'il a indiqué. Les lots délaissés reviendront respectivement aux concurrents, selon l'ordre déterminé par leur soumission.

Lorsque toutes les opérations seront terminées et après vérification de leur régularité, le procès-verbal de l'adjudication sera clos et publié, et le Résident général signifiera aux intéressés les lots dont ils resteront définitivement adjudicataires.

Art. 36. — L'adjudicataire devra, dans les trois mois de la signification qui lui aura été faite, verser la première annuité de la redevance offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit, de perdre son versement de garantie et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication.

Un titre de propriété et un plan certifié seront délivrés à l'adjudicataire après ce versement. Inscription du titre sera faite sur le registre des mines.

L'adjudicataire ne pourra d'ailleurs exercer aucun recours contre l'Administration pour erreur dans la contenance énoncée.

Art. 37. — Tout individu ou société remplissant les conditions énoncées à l'art. 20 pourra faire des offres pour l'acquisition d'une mine qui, dans une région affectée aux adjudications, n'aurait pas encore été allotie par l'Administration.

Dans ce cas, celle-ci devra procéder à un lotissement de façon à mettre en adjudication cette mine, et s'il y a lieu, les mines voisines dans le délai de six mois après la demande.

L'Administration aura la faculté après qu'elle aura fixé les bases du lotissement, de laisser l'intéressé procéder à l'aborne-

ment sur place et à la confection du plan ; ce plan devra toutefois être vérifié par l'Administration.

L'acquisition définitive ne pourra jamais avoir lieu que par une adjudication publique, faite d'après les règles de la présente section.

SECTION IV. — *Dispositions spéciales aux gîtes d'alluvion.*

Art. 38. — Les dispositions du présent règlement sur les droits de recherche et d'exploitation des mines s'appliquent à tous les gîtes d'alluvion situés dans les terrains non cultivés.

Toutefois le délai *de trois ans prévu par l'article 14 est réduit à deux ans.*

Art. 39. — Dans les terrains cultivés, le propriétaire ou ses ayants-droit peuvent seuls acquérir le droit d'exploiter une mine d'alluvion, en se conformant aux prescriptions du titre 2 et de la section 2 du présent titre, mais la mine peut avoir une étendue et une forme quelconques.

Art. 40. — L'orpaillage à la battée est librement permis dans le lit des cours d'eau.

Les orpailleurs peuvent disposer de l'or recueilli par eux.

TITRE IV

DES DROITS ET DES OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DES MINES

SECTION I^{re}. — *Du caractère de la propriété des mines.*

Art. 41. — La propriété d'une mine constitue une propriété distincte de la surface immobilière, disponible et transmissible comme tous autres bien immeubles, et soumise généralement aux règles relatives aux immeubles, sous réserve des exceptions stipulées ci-après.

Art. 42. — Une mine ne peut être vendue par lots, ni partagée matériellement sans une autorisation donnée par le Résident général ; celui-ci délivre, s'il y a lieu, aux intéressés, après annulation du premier titre de propriété, de nouveaux titres qui sont inscrits à leur tour sur le « registre des mines ».

Art. 43. — Toute cession d'une mine doit être déclarée au Résident de la province par le cédant ou le cessionnaire. La

transmission de la propriété n'est effective qu'après cette déclaration qui est consignée au « registre des mines » et dont il est donné acte.

Art. 44. — Un individu ou une société peut réunir la propriété de plusieurs mines de même nature, à condition de la déclarer dans la quinzaine au Résident de la province ; le Résident général peut s'opposer à cette réunion dans les 6 mois de la date de la déclaration.

Si la réunion n'a pas été déclarée ou si, ayant été déclarée, elle est maintenue nonobstant la défense du Résident général, ce dernier prononce le retrait de toutes les propriétés minières réunies.

Celles-ci sont vendues par adjudication publique, dans les conditions prévues aux articles 49 et 50.

Art. 45. — *L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce.*

Les actions ou intérêts dans une société constituée pour leur exploitation sont réputés meubles.

Art. 46. — Tout propriétaire d'une mine doit faire, dans le ressort de la Résidence, élection d'un domicile où lui sont valablement faites toutes les significations et communications administratives.

Toute société à qui appartient une mine désigne un gérant responsable pour être son représentant vis-à-vis de l'Administration : ce dernier doit faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Toute contravention à ces obligations donne lieu contre l'individu ou la société à une amende de 500 francs recouvrable par voie de contrainte administrative.

SECTION II. — *Des impôts sur les mines et sur leurs produits.*

Art. 47. — Toute mine doit payer annuellement une taxe par hectare compris dans son périmètre. Cette taxe est calculée à raison de 10 francs pour les mines de combustible et de fer ; 20 francs pour les mines d'alluvion, 15 francs pour les mines de toutes autres substances.

En cas d'adjudication, ces taxes sont remplacées par celles qu'a consenties l'adjudicataire.

Art. 48. — A partir du jour de la délivrance du titre de propriété, les taxes prévues à l'article 47 sont payées par avance en deux semestres égaux, le 30 juin et le 31 décembre; elles sont calculées par douzième, à compter du premier mois dans lequel a eu lieu la remise dudit titre.

Art. 49. — Si le propriétaire d'une mine n'a pas payé à l'échéance le semestre exigible, l'Administration lui fait notifier un avertissement au domicile élu par lui; trois mois après l'avertissement resté sans résultat, elle lui fait signifier sa déchéance qui est exécutoire à partir de cette date.

Toutefois ces avertissement et signification ne sont pas faits à l'exploitant qui a notifié à l'Administration, avant le commencement du semestre sa renonciation à la propriété de la mine.

La mine retirée ou délaissée doit être adjudgée dans les six mois qui suivent l'arrêté prononçant la déchéance ou acceptant la renonciation.

Le propriétaire déchu ne peut concourir à l'adjudication.

Mention du retrait ou du délaissement et du nom du propriétaire est faite dans les affiches et publications définies à l'art. 32.

Art. 50. — Ces affiches et publications indiquent également que le nouveau propriétaire continuera d'être tenu, vis-à-vis de l'Etat, au paiement de la redevance annuelle moyennant laquelle la propriété minière a été précédemment constituée. L'adjudication ne porte donc que sur une somme fixe à verser une fois pour toutes et représentant la plus-value éventuelle donnée à la mine par les travaux exécutés ainsi que par les immeubles ou le matériel dont le propriétaire déchu, ou renonçant, n'a pas pu ou n'a pas voulu disposer.

Le Résident général détermine, après avis du service technique, les ouvrages et installations qui ne peuvent être enlevés ou vendus comme ayant été reconnus indispensables à la sécurité de l'exploitation, ou de la surface, ou à la conservation de la mine.

Art. 51. — Si l'adjudication n'aboutit pas, la propriété minière revient à l'Etat, libre et franche de toutes charges, et ne peut plus être acquise dorénavant par prise de possession. Toutefois,

s'il s'agit d'une mine d'alluvion constituée par application de l'art. 39 à la propriété de laquelle il a été régulièrement renoncé, le propriétaire du sol conserve le droit qui lui est reconnu par le dit article, à la condition d'avoir versé au Trésor les frais d'affichage de sa renonciation.

Art. 52. — Il est perçu par la douane un droit de sortie *ad valorem* sur les produits des mines ou sur les métaux bruts.

Ce droit calculé d'après la valeur au port d'embarquement, des produits des mines ou métaux bruts est de :

3 0/0 pour les combustibles et minerais de fer ;

5 0/0 pour toutes autres substances minérales ou fossiles et métaux bruts.

La perception de ce droit se fait conformément aux lois et règlements relatifs aux douanes.

SECTION III. — *Des relations de l'exploitant de mines avec le propriétaire de la surface*

Art. 53. — Aucun puits ou galerie ne peut être ouvert dans un rayon de 50 mètres d'une habitation et des terrains compris dans les clôtures y attenantes, sans le consentement du propriétaire de cette habitation.

Art. 54. — Aucun travail ne peut avoir lieu sous les chemins publics, chaussées, digues, canaux de navigation et d'irrigation, fleuves et rivières navigables ou flottables, sans une autorisation du Résident, ni sous les maisons et lieux d'habitation, sans une déclaration de l'exploitant que le Résident communique aux propriétaires intéressés.

Art. 55. — Dans les terrains domaniaux situés à l'intérieur du périmètre d'une mine, l'exploitant aura le droit d'occuper la surface que le Résident reconnaît nécessaire à son exploitation ainsi qu'à l'érection des établissements pour la préparation ou la transformation des produits, en payant la contribution foncière sur les taux des terrains de culture les plus imposés de la commune.

Art. 56. — Si des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la mine sont possédés par un tiers, l'exploitant à défaut d'entente amiable avec celui-ci pourra occuper temporairement ou défini-

tivement la surface dont l'occupation aura été déclarée nécessaire par le Résident, moyennant le paiement d'une indemnité préalable, calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation.

Art. 57. — L'exploitant sera tenu de payer une indemnité déterminée par expertise, pour tous les dommages que ses travaux causeraient aux propriétés ou établissements de la surface.

Art. 58. — Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine, et sous réserve de l'application de l'art. 60, l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation du Résident, tous les travaux de secours que nécessiterait son exploitation, en se conformant pour l'occupation, aux prescriptions des art. 55 et 56 suivant le cas.

Il pourra établir sur ces terrains, toutes voies de transports, tels que sentiers, chemins de charroi, chemins de fer, canaux de navigation, en observant les règles concernant les travaux publics.

SECTION IV. — *Des relations entre les exploitants des mines voisines et contiguës*

Art. 59. — Il sera laissé autour du périmètre de chaque mine un massif intact de roche en place de dix mètres au moins, lequel ne pourra être enlevé ou traversé qu'avec l'autorisation du Résident.

Tout propriétaire de mine, qui, nonobstant cette prescription, poursuivrait les travaux dans une mine voisine, resterait civilement responsable jusqu'après l'expiration de la troisième année qui suivra la découverte du fait.

Art. 60. — Il y aura, entre mines voisines, une servitude réciproque pour l'établissement de travaux de secours, tels que ceux nécessités par les besoins de l'aérage ou de l'écoulement des eaux. A défaut d'entente amiable entre les intéressés, il sera statué par le Résident sur la situation et la nature des travaux à exécuter. L'exploitant au profit duquel seront faits les travaux devra payer à celui qui subirait un dommage matériel ou qui le ferait bénéficier d'une économie dans l'exploitation une indemnité fixée par expertise.

Art. 61. — Si deux mines de catégorie différente se trouvaient

superposées l'une à l'autre, à défaut d'entente amiable entre les exploitants pour la conduite de leurs travaux respectifs, il serait également statué par le Résident, sous réserve de l'indemnité qu'un des exploitants pourrait devoir à l'autre et qui serait réglée comme à l'article précédent.

Art. 62. — Tout exploitant des mines sera responsable des dommages que ses travaux causeraient à une mine voisine ou superposée.

Art. 63. — Tout propriétaire de mine a le droit de se servir des sentiers et chemins de charroi établis par le propriétaire d'une mine voisine dans le périmètre de celle-ci sauf payement d'une indemnité pour cet usage.

Art. 64. — S'il existe entre plusieurs mines voisines des terrains libres qui, par leur contenance et leur forme, ne peuvent aux termes de l'art. 9 faire l'objet d'une prise de possession spéciale, ils ne pourront qu'être ajoutés à celle des mines contiguës dont le propriétaire en ferait la demande en se conformant aux prescriptions de la section 2 du titre III.

Si plusieurs propriétaires de mines contiguës à ces terrains libres en revendiquent tout ou partie, pendant l'instruction de cette demande, ces terrains seront partagés entre eux, par l'Administration, à défaut d'entente amiable, proportionnellement à la surface des mines intéressées.

SECTION V. — ^e *Surveillance de l'exploitation des mines.*

Art. 65. — L'exploitation des mines est soumise à la surveillance de l'Administration en vue de prévenir les dangers que cette exploitation peut avoir pour la sûreté de la surface et pour la sécurité du personnel occupé dans la mine.

Art. 66. — Cette surveillance s'exerce, sous l'autorité de l'Administration supérieure, par les Résidents assistés de leurs fonctionnaires et agents du service des mines.

Le Résident général pourra édicter les règlements de police qu'il jugera nécessaires pour satisfaire aux objets prévus à l'article précédent.

Les Résidents prescriront le cas échéant, et dans le même but, les mesures de précautions spéciales et urgentes auxquelles l'exploitant sera tenu de se soumettre.

Aucune injonction faite à ce titre ne pourra donner ouverture à une indemnité en faveur de l'exploitant ; toutefois, dans le cas où la mesure prescrite aurait pour but de protéger un travail d'utilité publique, autorisé postérieurement à l'institution de la mine, l'exploitant devrait être indemnisé de la valeur des installations que cette mesure rendrait utiles ou de celles qu'il serait obligé d'exécuter.

Art. 67. — Tout propriétaire de mine doit tenir à jour, sur place, un plan des travaux ainsi qu'un registre d'avancement dans lequel sont mentionnés les faits importants de l'exploitation. Ce plan, dont copie doit être envoyée annuellement à l'Administration et ce registre doivent être représentés aux fonctionnaires et agents du service des mines.

Le propriétaire est également tenu de fournir à l'Administration les renseignements statistiques qu'elle demanderait sur la nature et la quantité des produits extraits ou élaborés et sur le personnel occupé par l'entreprise.

Il est tenu de procurer aux fonctionnaires et agents chargés de la surveillance les moyens de parcourir les travaux accessibles.

Art. 68. — Tout travail d'exploration ou d'exploitation, ouvert en contravention au présent décret, peut être interdit par mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues au titre suivant.

TITRE V

SECTION 1^{re}. — *Des amendes.*

Art. 69. — Seront punis d'une amende de 10 à 100 francs :

1° Tout individu qui aura fait des travaux de recherche ou d'exploitation sans autorisation administrative ou sans déclaration préalable, dans les lieux interdits par les articles 5, 6, 8 et 54.

2° Tout explorateur ou propriétaire de mine qui aura contrevenu aux règlements ou décisions de police rendus par application de l'article 66.

3° Tout explorateur ou exploitant qui n'aura pas fourni, dans

les délais impartis, les plans ou renseignements statistiques prévus à l'article 67.

Art. 70. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs tout individu qui aura disposé de substances minérales soumises au présent décret, et extraites par des travaux illicites d'exploration ou d'exploitation.

Art. 71. — Sera puni d'une amende de 1.000 francs tout individu qui aura frauduleusement planté, enlevé ou déplacé des poteaux ou signaux de recherche, modifié ou altéré les inscriptions de leurs écriteaux de façon à tromper autrui sur la délimitation, la contenance ou la date d'une occupation de périmètre de recherche réservé.

Art. 72. — Les amendes prévues aux articles 69, 70 et 71 seront portées au double en cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première condamnation.

SECTION II. — *De la répression des infractions.*

Art. 73. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront constatées par des procès-verbaux des fonctionnaires ou agents du service des mines et tous autres qui auront reçu compétence en pareille matière.

Ces procès-verbaux feront loi jusqu'à preuve contraire.

Les amendes seront appliquées par les tribunaux, sauf le cas prévu à l'article 46 du présent décret.

TITRE VI

DE LA COMPÉTENCE

Art. 74. — L'autorité judiciaire connaît de toutes contestations entre particuliers, nées de l'exécution du présent décret, et notamment de toutes indemnités qui peuvent être dues par les explorateurs ou exploitants à des propriétaires de la surface ou à des exploitants de mines.

Art. 75. — Le service technique des mines doit être consulté dans les cas prévus aux articles 5, 6, 19, 29, 35, 42, 44, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 64, 65 et 66.

TITRE VII

DISPOSITION SPÉCIALE

Art. 76. — Les dispositions édictées par le présent décret s'appliquent aux propriétés minières constituées antérieurement à sa date, sous réserve des clauses contraires contenues dans des actes déjà consentis par l'Etat à titre de transaction, ainsi que de la concession de Noug-son (province de Quang-Nam), précédemment accordée par le roi d'An-Nam.

Paris, le 16 octobre 1888.

CARNOT.

APPENDICE IV

DECRET

Sur le régime des mines en Annam et au Tonkin
(25 février 1897).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le Rapport du Ministre des Colonies ;
Vu l'Article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu l'Avis du Comité des Travaux Publics des Colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Sont considérés comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissés à la libre disposition des propriétaires du sol.

Le Gouverneur général décide, en cas de contestation, si la nature d'une substance donne à ces gisements le caractère légal de mines.

Art. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories :

1^o Les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que, pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ;

2^o Les filons ou couches de toutes autres substances minérales ;

3^o Les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes ou autres substances métalliques précieuses.

En cas de contestation sur la classification légale d'une substance minérale, il est statué par le Gouverneur général.

Art. 3. — On peut acquérir, d'après les prescriptions du présent Décret, dans une étendue déterminée, le droit d'explorer ou le droit d'exploiter les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles.

Ces droits s'étendent indéfiniment en profondeur, dans la projection verticale de l'étendue de la surface sur laquelle ils ont été acquis, sauf pour les gîtes d'alluvion, où ils ne s'étendent que jusqu'à la roche encaissante en place.

Le droit d'exploiter une substance comprise dans l'une des catégories mentionnées à l'Article précédent confère le même droit sur les autres substances appartenant à la même catégorie ; il donne en outre le droit de disposer des roches ou matériaux dont l'abatage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

Mais des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter, dans le même périmètre, des gîtes de catégories différentes.

La recherche et l'exploitation des gîtes d'alluvion sont soumises à des règles spéciales qui font l'objet de la Section IV du Titre III.

TITRE II

DES RECHERCHES DE MINES

SECTION I^{re} — *Dispositions générales.*

Art. 4. — Tout individu ou toute société peut se livrer librement à la recherche des mines dans les terrains domaniaux.

Art. 5. — Dans un terrain de propriété privée, les travaux de recherche ne peuvent être commencés, repris ou poursuivis, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur, qu'en vertu d'une autorisation du Résident de la province où se trouve la mine ; cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire ou possesseur a été entendu et qu'il lui a été payé, pour l'occupation de son terrain, une indemnité fixée ainsi qu'il est dit à l'Article 59.

Art. 6. — Dans le périmètre d'une mine déjà instituée, la recherche d'une mine de catégorie différente ne peut être commencée et poursuivie, à défaut d'entente amiable entre l'explorateur et le propriétaire de mine, qu'avec l'autorisation du Résident ; cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire de la mine a été entendu, et sous réserve des dommages que l'explorateur est tenu de réparer.

Art. 7. — Les explorateurs sont soumis, pour l'exécution de leurs travaux, aux obligations imposées aux propriétaires de mines par les Articles 56, 57, 60, 68, 69, 70, paragraphes 3 et 4, et 71.

SECTION II. — *Des recherches en périmètre réservé.*

Art. 8. — Dans tout terrain libre de droits antérieurs qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute société peut acquérir, par priorité d'occupation, un droit exclusif de recherche en périmètre réservé.

Art. 9. — Le périmètre réservé aura la forme d'un *cercle* ayant un rayon maximum de 4 kilomètres. L'explorateur aura le droit de faire des recherches dans toutes les parties de ce périmètre libres de droits antérieurs.

Art. 10. — L'occupation d'un périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été, avant toute autre, matériellement marquée et signalée sur le sol d'une façon certaine et bien apparente et avoir fait, dans la *quinzaine de la date de l'occupation*, l'objet d'une déclaration au Résident de la province ou aux Résidents des provinces, quand le périmètre s'étend sur deux ou plusieurs provinces, le tout ainsi qu'il sera dit aux deux Articles suivants.

Art. 11. — Pour marquer et signaler le périmètre réservé, il doit être planté au centre du cercle un poteau-signal avec écriteau conforme au type qui sera fixé par le Gouverneur général.

L'écriteau doit faire connaître :

- 1^o Le nom donné à la recherche ;
- 2^o Le nom de l'explorateur ;
- 3^o La date de l'occupation ;
- 4^o Le rayon du cercle correspondant au périmètre réservé.

Art. 12. — La déclaration de recherche doit faire connaître :

1° Le nom donné à la recherche ;

2° La situation, aussi vraie que possible, du poteau-signal, réperée, si faire se peut, à quelque point fixe, ou, à défaut de point fixe, à quelque point remarquable du sol ;

3° Le rayon du cercle correspondant au périmètre réservé ;

4° Le nom et le domicile de l'explorateur ;

5° La nature de la substance recherchée ;

6° La date de l'occupation.

Il est donné récépissé de la déclaration qui est inscrite à la date de la présentation, dans chaque résidence intéressée, sur le registre des déclarations de recherches tenu constamment à la disposition du public.

L'enregistrement n'a lieu que contre paiement d'un droit fixe de 5 centimes par hectare de la superficie du périmètre indiqué.

Art. 13. — Les droits de priorité de l'explorateur courent de la date de l'occupation inscrite sur son poteau de recherche, à la condition par lui d'avoir fait enregistrer, dans la quinzaine à partir de cette date, la déclaration prescrite par l'Article 10.

Art. 14. — Le même explorateur ne peut valablement occuper à la fois qu'un seul périmètre réservé. Pour pouvoir en occuper un second, il doit préalablement renoncer au premier par une déclaration faite à la résidence ou aux résidences des provinces sur lesquelles il s'étend.

Art. 15. — L'explorateur qui a acquis par une occupation régulière le droit de recherche en périmètre réservé doit, dans le délai de trois ans à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'Administration une demande en délivrance de la propriété de la mine, conformément aux prescriptions de la Section II du Titre III.

A l'expiration de ce délai, le terrain cesse d'être réservé.

L'explorateur déchu ne peut en prendre possession qu'après un délai de deux ans, et si aucun autre ne s'y est établi.

Toutefois, l'instance en institution de la propriété de la mine maintient le privilège de l'explorateur jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur sa demande.

Mention de la demande en délivrance du titre de propriété

doit être portée, avec sa date, sur les écriteaux prévus à l'Article 11.

Art. 16. — L'explorateur dispose librement du produit de ses recherches. Les substances extraites sont soumises au droit prévu par l'Article 55.

Art. 17. — L'explorateur qui cesse d'occuper un périmètre réservé est tenu d'enlever les poteaux-sigaux et écriteaux qu'il a posés.

Art. 18. — Tout explorateur condamné par application de l'Article 74, perd tous les droits que son occupation lui aurait conférés ; du jour de sa condamnation, le terrain redevient libre pour les tiers.

TITRE III

DE L'INSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 19. — Le droit d'exploiter une mine s'acquiert par voie de prise de possession dans les régions qui n'ont pas été affectées aux adjudications publiques, et dans les autres par voie d'adjudication.

Art. 20. — Le Gouverneur général pourra, par un Arrêté qui sera immédiatement transmis à l'Administration métropolitaine, décider que certaines catégories de mines ne peuvent être acquises que par voie d'adjudication publique dans les régions que définira le dit Arrêté ; cette décision ne pourra préjudicier aux droits de recherche en périmètre réservé acquis antérieurement, et aux droits éventuels de propriété qui en résulteraient.

Art. 21. — Les sujets ou protégés français et les sociétés françaises peuvent seuls être propriétaires, possesseurs ou exploitants de mines.

Ne sont considérées comme françaises que les sociétés constituées conformément à la loi française, qui ont fait enregistrer leurs statuts en France ou dans les Colonies et pays de protectorat, et dont le conseil d'administration est composé en majorité de membres français.

Toute société qui veut devenir propriétaire d'une mine, la posséder ou l'exploiter, doit remettre à l'Administration un exemplaire certifié de son acte de société ou de ses statuts.

Art. 22. — Les fonctionnaires et agents français en Indochine ne peuvent occuper des périmètres réservés, ni posséder ou exploiter des mines, ni en acquérir la propriété par prise de possession, adjudication publique, ou par les voies de droit commun autres que la succession *ab intestat*.

Il en est de même des fonctionnaires annamites, dans le ressort de leur juridiction.

SECTION II. — *De l'institution de la propriété des mines par voie de prise de possession.*

Art. 23. — Nul ne peut acquérir une mine par prise de possession, s'il n'en a fait au préalable l'objet d'une recherche en périmètre réservé, comme il est dit au Titre II, soit par lui-même, soit par un tiers, aux droits duquel il se trouve substitué.

Art. 24. — La mine dont la possession est demandée doit avoir un périmètre rectangulaire.

Le petit côté du rectangle ne peut avoir moins du quart du grand côté.

En principe, le rectangle doit être contenu en entier dans le cercle correspondant au périmètre de recherche; toutefois, il peut s'étendre, jusqu'à concurrence *du quart* de sa superficie, en dehors de ce cercle, sur des terrains libres de tous droits.

La superficie de la mine doit être au minimum de 24 hectares. Sa superficie maximum est fixée à 2.400 hectares pour les mines de la première catégorie, à 800 pour celles de la deuxième, et à 600 pour celles de la troisième.

Art. 25. — Tout individu ou société qui désire acquérir la propriété d'une mine, adresse une demande au Résident.

Cette demande doit faire connaître :

1° Le nom du demandeur, ainsi que le domicile élu par lui dans le ressort de la résidence ;

2° La recherche dont la propriété comme mine est demandée ;

3° Les titres, s'il y a lieu, en vertu desquels le demandeur se trouve substitué à l'explorateur originaire ;

4° Les limites et la superficie du périmètre de la mine.

Art. 26. — A la demande doit être annexé un plan en double expédition, à l'échelle du dix-millième au moins, indiquant les limites de ce périmètre orienté au nord vrai, rattachées à quelque point fixe remarquable à la surface.

Ce plan sera vérifié par l'Administration, aux frais du demandeur, suivant un tarif arrêté par le Gouverneur général.

Un Arrêté du Gouverneur général fixe les indications et renseignements qui doivent figurer sur le plan.

Art. 27. — Le demandeur doit en outre avoir versé au Trésor une somme, par hectare contenu dans le périmètre, de 1 franc pour les mines de combustibles, et de 2 francs pour toutes autres mines.

Art. 28. — La demande n'est recevable qu'après la production du plan et le dit versement.

Elle est inscrite à la date de son dépôt, contre récépissé, sur un « registre de demandes en propriété de mines », tenu à la disposition du public.

Art. 29. — La demande est affichée pendant deux mois sur la mine et au chef-lieu de la province. Elle est insérée dans la publication officielle du protectorat.

L'affichage a lieu à la diligence de l'Administration, et aux frais des demandeurs, dans un délai d'un mois à partir de l'inscription de la demande.

Art. 30. — Les oppositions contre la validité de la demande, recevables seulement pendant la durée de l'enquête locale, sont formulées par écrit et remises au Résident, qui en donne acte et les inscrit sur le registre mentionné à l'Article 28. L'opposant doit faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Il doit justifier, pendant la durée de l'enquête, que son opposition a été portée devant les tribunaux, faute de quoi elle est considérée comme nulle et non avenue.

Art. 31. — A l'expiration de l'enquête, le résident transmet le dossier, avec ses observations et propositions, au Gouverneur général.

S'il n'y a pas opposition, celui-ci, sous réserve de l'application de l'Article 46, délivre un titre de propriété qui est remis au de-

mandeur, avec un des plans dûment certifié : inscription du titre est faite sur le « registre des mines ».

S'il y a opposition, l'Administration surseoit à statuer jusqu'après la décision judiciaire. Le titre de propriété est délivré, s'il y échet, à la partie qui a fait reconnaître son droit à la propriété de la mine. S'il n'y a pas lieu à délivrance de titre, l'instance administrative est close par une Décision motivée du Gouverneur général, notifiée par l'intermédiaire du Résident de la province et inscrite en marge des registres spéciaux mentionnés aux Articles 12 et 28.

La somme versée aux termes de l'Article 27 est restituée sur la présentation de la Décision de rejet.

SECTION III. — *De l'institution de la propriété des mines par adjudication publique.*

Art. 32. — Les terrains miniers situés dans une région affectée aux adjudications publiques seront, avant tout avis d'adjudication, divisés en lots abornés et signalés à la surface.

Il sera en outre dressé un plan général du lotissement et un plan de chacun des lots.

L'Administration aura la faculté de donner aux lots la délimitation et l'étendue qui lui paraîtront les plus convenables, même en dépassant les maxima fixés par l'Article 24.

Art. 33. — Les adjudications auront lieu devant le Gouverneur général ou son délégué.

Art. 34. — Avant toute adjudication, l'Administration fera publier et afficher la désignation sommaire des lots offerts.

La publication au *Journal officiel de la République* et au *Journal officiel de l'Indo-Chine* (Annam et Tonkin) ainsi que l'affichage au Ministère des Colonies, au Gouvernement général et au Secrétariat général de l'Indo-Chine, devront précéder de trois mois la date de l'adjudication.

Toutefois, dans le cas où les lots offerts comporteront une superficie ne dépassant pas 300 hectares, la publication n'aura lieu qu'au *Journal officiel de l'Indo-Chine*; l'affichage au Gouvernement général et au Secrétariat général du Gouvernement gé-

néral de l'Indo-Chine, et le délai entre la publication, l'affichage et l'adjudication sera ramené à deux mois.

Art. 35. — Pour se présenter à l'adjudication, les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication et produire la quittance d'un versement de garantie calculé à raison de 1 fr. par hectare de superficie pour les mines de combustibles, et de 2 fr. pour les autres mines. Ce versement est remboursé après l'adjudication aux soumissionnaires évincés. Celui de l'adjudicataire restera acquis au Trésor et n'entrera pas dans le calcul des redevances futures.

Art. 36. — L'adjudication aura lieu aux enchères publiques ; elle portera sur le chiffre de la redevance initiale, définie à l'Article 49 ci-dessous. Cette redevance ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à 1 fr. par hectare s'il s'agit d'une mine de combustibles, et à 2 fr. s'il s'agit de toute autre mine.

L'adjudication aura lieu, pour chaque lot, en faveur du concurrent qui aura offert la redevance la plus forte.

Art. 37. — Le concurrent qui aura obtenu deux ou plusieurs lots dans une adjudication sera tenu d'indiquer à l'Administration, dans la huitaine, celui des lots auquel il donnera la préférence.

L'Administration, à son tour, devra lui faire connaître, dans les huit jours qui suivront cet avis, celui ou ceux des lots qu'elle lui accorde en outre de celui qu'il aura choisi. Les lots délaissés reviendront respectivement aux concurrents, selon l'ordre déterminé par leur dernière enchère.

A l'expiration de ces délais et aussitôt après vérification de la régularité des opérations, le Gouverneur général signifiera aux intéressés les lots dont ils resteront définitivement adjudicataires.

Art. 38. — L'adjudicataire devra, dans les trois mois de la signification qui lui aura été faite, verser la première annuité de la redevance offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication.

Un titre de propriété et un plan certifié seront délivrés à l'adjudicataire après ce versement.

Inscription du titre sera faite sur le registre des mines.

L'adjudicataire ne pourra d'ailleurs exercer aucun recours contre l'Administration pour erreur dans la contenance énoncée.

Art. 39. — Tout individu ou société remplissant les conditions énoncées à l'Article 21, pourra faire des offres pour l'acquisition d'une mine qui, dans une région affectée aux adjudications, n'aurait pas encore été allotie par l'Administration. Dans ce cas, celle-ci devra procéder à un lotissement de façon à mettre en adjudication cette mine et, s'il y a lieu, les mines voisines dans le délai de six mois après la demande.

L'Administration aura la faculté, après qu'elle aura fixé les bases du lotissement, de laisser l'intéressé procéder à l'abornement sur place et à la confection du plan ; ce plan devra toutefois être vérifié par l'Administration.

L'acquisition ne pourra pas avoir lieu autrement que par une adjudication publique faite d'après les règles de la présente section.

SECTION IV. — *Dispositions spéciales aux gîtes d'alluvion.*

Art. 40. — Les dispositions du présent règlement sur les droits de recherche et d'exploitation des mines s'appliquent à tous les gîtes d'alluvion situés dans les terrains non cultivés.

Toutefois, le délai de trois ans prévu par l'Article 15 est réduit à deux ans.

Art. 41. — Dans les terrains cultivés, le propriétaire ou ses ayants droit peuvent seuls acquérir le droit d'exploiter une mine d'alluvion, en se conformant aux prescriptions du Titre II et de la Section II du présent Titre ; mais la mine peut avoir une étendue et une forme quelconques.

Art. 42. — L'orpaillage à la battée est librement permis dans le lit des cours d'eau, sauf les parties qui seraient englobées dans des propriétés de mines d'alluvion.

Les orpailleurs peuvent disposer de l'or recueilli par eux.

TITRE IV

DES DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DE MINES

SECTION I^{re}. — *Du caractère de la propriété des mines.*

Art. 43. — La propriété d'une mine constitue une propriété distincte de la surface immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens immeubles et soumise généralement aux mêmes règles relatives aux immeubles, sous réserve des exceptions stipulées ci-après.

Art. 44. — Une mine ne peut être vendue par lots ni partagée matériellement sans une autorisation donnée par le Gouverneur général. Celui-ci délivre, s'il y a lieu, aux intéressés, après annulation du premier titre de propriété, de nouveaux titres qui sont inscrits à leur tour sur le « registre des mines ».

Art. 45. — Toute cession d'une mine doit être déclarée au Résident de la province par le cédant ou le cessionnaire. La transmission de la propriété n'est opposable aux tiers qu'après que l'acte transmissif de propriété a été consigné au registre des mines.

Il est donné acte de cette consignation.

Art. 46. — Un individu ou une société peut réunir la propriété de plusieurs mines de même nature, à condition de le déclarer, dans la quinzaine, au Résident de la province; le Gouverneur général peut s'opposer à cette réunion dans les six mois de la date de la déclaration.

Si la réunion n'a pas été déclarée ou si, ayant été déclarée et interdite, elle est maintenue, nonobstant la défense du Gouverneur Général, ce dernier prononce le retrait de toutes les propriétés minières réunies.

Celles-ci sont vendues par adjudication publique dans les conditions prévues aux Articles 51, 52, 53 et 54.

Art. 47. — L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce.

Les actions ou intérêts, dans une Société constituée pour leur exploitation, sont réputés meubles.

Art. 48. — Tout propriétaire d'une mine doit faire, dans le ressort de la résidence, élection d'un domicile, où lui sont valablement faites toutes les significations et les communications administratives.

Toute société à qui appartient une mine désigne un gérant responsable pour être son représentant à l'égard de l'Administration ; ce dernier doit faire élection de domicile dans le ressort de la Résidence.

Toute contravention à ces obligations donne lieu, contre l'individu ou la société, à une amende de 500 francs, recouvrable par voie de contrainte administrative.

SECTION 2. — *Des redevances et taxes sur les mines
et sur leurs produits.*

Art. 49. — Tout propriétaire de mine doit verser une redevance annuelle.

La redevance initiale est doublée à partir de la cinquième année jusqu'à la dixième ; elle est triplée à partir de la dixième année, et demeure ensuite invariable.

La redevance initiale sera de 1 franc par hectare pour les mines de houille, et de 2 francs pour les mines d'autres substances.

Pour les mines acquises par voie d'adjudication, la redevance initiale par hectare est fixée par l'adjudication.

Lorsque la situation du Marché l'exigera, le Gouverneur Général pourra accorder des réductions sur ces redevances, par Arrêté spécial valable pour une année seulement et qui pourra être renouvelé. La réduction devra être proportionnelle à la redevance et applicable simultanément à toutes les mines d'une substance déterminée.

L'Arrêté sera pris en Conseil de protectorat.

Art. 50. — A partir du jour de la délivrance du titre de propriété, les taxes prévues à l'article 49 sont payées par avance en deux semestres égaux, le 30 juin et le 31 décembre ; elles sont calculées par douzièmes, à compter du premier du mois dans lequel a eu lieu la remise dudit titre.

Art. 51. — Si le propriétaire d'une mine n'a pas payé à l'échéance le semestre exigible, l'administration lui fait notifier un avertissement au domicile élu par lui ; trois mois après l'aver-

tissement resté sans résultat, elle lui fait signifier sa déchéance, qui est exécutoire à partir de cette date.

Toutefois, ces avertissements et significations ne sont pas faits à l'exploitant qui a notifié à l'administration, avant le commencement du semestre, sa renonciation à la propriété de la mine.

La mine retirée ou délaissée doit être adjudgée dans les six mois qui suivent l'arrêté prononçant la déchéance ou acceptant la renonciation.

Le propriétaire déchu ne peut concourir à l'adjudication.

Mention du retrait ou du délaissement et du nom du propriétaire est faite dans les affiches et publications définies à l'article 34.

Art. 52. — Le nouveau propriétaire continuera d'être tenu, envers l'Etat, au paiement de la redevance annuelle, moyennant laquelle la propriété minière a été précédemment constituée.

Art. 53. — Le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes dues au Trésor, est remis au propriétaire évincé. Toutefois, en cas de créances inscrites sur la propriété, ce prix est consigné, pour être distribué judiciairement aux créanciers qui ont acquis des droits réels sur la mine, ou qui justifieront avoir fourni des fonds pour sa recherche ou son exploitation.

Art. 54. — Si l'adjudication n'aboutit pas, la propriété minière revient à l'Etat, libre et franche de toutes charges, et ne peut plus être acquise dorénavant par prise de possession.

Toutefois, s'il s'agit d'une mine d'alluvion, constituée par application de l'article 41, à la propriété de laquelle il a été régulièrement renoncé, le propriétaire du sol conserve le droit qui lui est reconnu par ledit article, à la condition d'avoir versé au Trésor les frais d'affichage de sa renonciation.

Art. 55. — Il est perçu, par tonne de substances extraites des recherches ou des exploitations, et non consommées dans la Colonie, un droit *ad valorem* de 1 p. 100 pour les combustibles et minerais de fer, et de 2 p. 100 pour toutes autres substances.

Ce droit est perçu sur le produit ou métal brut provenant du traitement de la substance extraite, toutes les fois que celle-ci n'est exportée que transformée en produit ou métal brut.

Ce droit sera recouvré dans les conditions fixées par un arrêté du Gouverneur Général.

SECTION 3. — *Des relations de l'exploitant de mines
avec le propriétaire de la surface.*

Art. 56. — Aucun puits ou galerie ne peut être ouvert dans un rayon de 50 mètres d'une habitation et des terrains compris dans les clôtures y attenants, sans le consentement du propriétaire de cette habitation.

Art. 57. — Aucun travail ne peut avoir lieu sur les chemins publics, chaussées, digues, canaux de navigation et d'irrigation, fleuves et rivières navigables, sans une autorisation du Résident, ni sous les maisons et lieux d'habitation, sans une déclaration de l'exploitant, que le Résident communique aux propriétaires intéressés.

Art. 58. — Dans les terrains domaniaux situés à l'intérieur du périmètre d'une Mine, l'exploitant aura le droit d'occuper la surface que le Résident reconnaît nécessaire à son exploitation, ainsi qu'à l'érection des établissements pour la préparation ou la transformation des produits, en payant la contribution foncière sur le taux des terrains de culture les plus imposés de la commune.

Art. 59. — Si des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la mine sont possédés par un tiers, l'exploitant, à défaut d'entente amiable avec celui-ci, pourra occuper temporairement ou définitivement la surface dont l'occupation aura été déclarée nécessaire par le Résident, moyennant le paiement d'une indemnité préalable, calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation, si celle-ci est définitive, ou au double de leur revenu, si l'occupation n'est que temporaire. Cette dernière indemnité sera due pour chaque année d'occupation. Toutefois, si l'occupation se prolonge au delà de trois années, le propriétaire de la surface aura le droit d'obliger l'exploitant à acquérir ses terrains, au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation.

Art. 60. — L'exploitant sera tenu de payer une indemnité, déterminée par expertise, pour tous les dommages que ses travaux causeraient aux propriétés ou établissements de surface.

Art. 61. — Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine et sous réserve de l'application de l'article 63, l'exploitant

tant pourra faire, avec l'autorisation du Gouverneur Général, tous les travaux de secours que nécessiterait son exploitation, en se conformant, pour l'occupation, aux prescriptions des articles 58 et 59, suivant le cas.

Il pourra établir sur ces terrains toutes voies de transport, telles que sentiers, chemins de charroi, chemins de fer, canaux de navigation, en observant les règles concernant les travaux publics.

SECTION 4. — *Des relations entre les exploitants des mines voisines et contiguës.*

Art. 62. — Il sera laissé, autour du périmètre de chaque mine, un massif intact de roche en place de 10 mètres au moins, lequel ne pourra être enlevé ou traversé qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général.

Tout propriétaire de mine qui, nonobstant cette prescription, poursuivrait les travaux dans une mine voisine, resterait civilement responsable jusqu'après l'expiration de la troisième année qui suivra la découverte du fait.

Art. 63. — Il y aura entre les mines voisines une servitude réciproque pour l'établissement de travaux de secours, tels que ceux nécessités par les besoins de l'aérage ou de l'écoulement des eaux ; à défaut d'entente amiable entre les intéressés, il sera statué par le Gouverneur Général sur la situation et la nature des travaux à exécuter. L'exploitant au profit duquel seront faits les travaux devra payer à celui qui subirait un dommage matériel ou qui le ferait bénéficier d'une économie dans l'exploitation, une indemnité fixée par expertise.

Art. 64. — Si deux mines de catégorie différente se trouvaient superposées l'une à l'autre, à défaut d'entente amiable entre les exploitants pour la conduite de leurs travaux respectifs, il serait également statué par le Gouverneur Général, sous réserve de l'indemnité qu'un des exploitants pourrait devoir à l'autre, et qui serait réglée comme à l'article précédent.

Art. 65. — Tout exploitant de mine sera responsable des dommages que ses travaux causeraient à une mine voisine ou superposée.

Art. 66. — Tout propriétaire de mine a le droit de se servir des sentiers et chemins de charroi établis par le propriétaire d'une mine voisine dans le périmètre de celle-ci, sauf payement d'une indemnité pour cet usage.

Art. 67. — S'il existe entre plusieurs mines voisines des terrains libres qui, par leur contenance et leur forme, ne peuvent, aux termes de l'article 24, faire l'objet d'une institution de propriété, ils ne pourront qu'être ajoutés à celle des mines contiguës dont le propriétaire en ferait la demande, en se conformant aux prescriptions de la Section 2 du Titre III.

Si plusieurs propriétaires de mines contiguës à ces terrains libres en revendiquent tout ou partie, pendant l'instruction de cette demande, ces terrains seront partagés entre eux par l'administration, à défaut d'entente amiable, proportionnellement à la surface des mines intéressées.

SECTION 5. — *Surveillance de l'exploitation des mines.*

Art. 68. — L'exploitation des mines est soumise à la surveillance de l'administration, en vue de prévenir les dangers que cette exploitation peut avoir pour la sûreté de la surface et pour la sécurité du personnel occupé dans la mine.

Art. 69. — Cette surveillance s'exerce, sous l'autorité du Gouverneur Général, par les Résidents, assistés des fonctionnaires et agents du Service des Mines.

Le Gouverneur Général pourra édicter les règlements qu'il jugera nécessaires pour satisfaire aux objets prévus à l'Article précédent et prescrire, dans le même but, les mesures de précaution spéciales et urgentes auxquelles l'exploitant sera tenu de se soumettre. En cas d'urgence, ces mesures seront prescrites par le Résident.

Aucune injonction faite à ce titre ne pourra donner ouverture à une indemnité en faveur de l'exploitant ; toutefois, dans le cas où la mesure prescrite aurait pour but de protéger un travail d'utilité publique autorisé postérieurement à l'institution de la mine, l'exploitant devrait être indemnisé de la valeur des installations que cette mesure rendrait inutiles, ou de celles qu'il serait obligé d'exécuter.

Art. 70. — Tout propriétaire de mine doit tenir à jour, sur place, un plan des travaux, ainsi qu'un registre d'avancement dans lequel sont mentionnés les faits importants de l'exploitation.

Ce plan, dont copie doit être envoyée annuellement à l'Administration, et ce registre doivent être représentés aux Fonctionnaires et Agents du Service des Mines.

Le propriétaire est également tenu de fournir à l'Administration les renseignements statistiques qu'elle demanderait sur la nature et la quantité des produits extraits ou élaborés et sur le personnel occupé par l'entreprise.

Il est tenu de procurer aux Fonctionnaires chargés de la surveillance les moyens de parcourir les travaux accessibles.

Art. 71. — Tout travail d'exploration ou d'exploitation ouvert en contravention au présent Décret peut être interdit par mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues au Titre suivant.

TITRE V

DES PÉNALITÉS

SECTION PREMIÈRE. — *Des amendes.*

Art. 72. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs :

1° Tout individu qui aura fait des travaux de recherche ou d'exploitation, sans autorisation administrative ou sans déclaration préalable dans les lieux interdits par les Articles 5, 6, 8 et 57.

2° Tout explorateur ou propriétaire de mine qui aura contrevenu aux Règlements ou Décisions de police rendus par application de l'Article 69 ;

3° Tout explorateur ou exploitant qui n'aura pas fourni dans les délais impartis les plans ou renseignements statistiques prévus à l'article 70.

Art. 73. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs, tout individu qui aura disposé de substances minérales soumises au présent Décret et extraites par des travaux illicites d'exploration ou d'exploitation,

Art. 74. — Sera puni d'une amende de 1 000 francs, tout individu qui aura frauduleusement planté, enlevé ou déplacé des poteaux ou signaux de recherche, modifié ou altéré les inscriptions de leurs écriteaux, de façon à tromper autrui sur la délimitation, la contenance ou la date d'une occupation de périmètre de recherche réservé.

Art. 75. — Les amendes prévues aux Articles 72, 73 et 74 seront portées au double, en cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première condamnation.

SECTION 2. — *De la répression des infractions.*

Art. 76. — Les contraventions aux prescriptions du présent Décret seront constatées par procès-verbaux des Fonctionnaires ou Agents du Service des Mines et de tous autres qui auront compétence en pareille matière.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Les amendes seront appliquées par les tribunaux, sauf le cas prévu à l'Article 48 du présent Décret.

TITRE VI

DE LA COMPÉTENCE

L'autorité judiciaire connaît de toutes contestations entre particuliers, nées de l'exécution du présent Décret, et notamment de toutes indemnités qui peuvent être dues par les explorateurs ou exploitants à des exploitants de mines ou des propriétaires de la surface.

Art. 78. — Le Service Technique des Mines doit être consulté par le Gouverneur Général dans les cas prévus aux Articles 20, 31, 37, 44, 46, 61, 62, 63, 64, 68 et 69.

TITRE VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 79. — Les propriétaires des mines constituées par des contrats particuliers auront la faculté de rentrer dans le régime du présent Décret en en faisant la déclaration au Gouverneur Général.

En attendant, ces mines ne seront pas soumises aux prescriptions du présent Décret, pour ce qui a trait à leur superficie, à leur vente, à leur division, à leur réunion éventuelle à d'autres mines et aux redevances à payer au Trésor.

Toutes les autres dispositions du présent Décret leur seront appliquées.

Le présent Décret sera intégralement appliqué aux mines instituées sous le régime du Décret de 1888.

Les périmètres réservés régulièrement acquis, conformément au Décret de 1888, seront maintenus dans les formes anciennes, mais ils ne pourront être transformés en propriétés, avec et dans les limites résultant de ces formes, que sous les conditions spécifiées au présent Décret.

Art. 80. — Le Gouvernement Général réglera par des Arrêtés les questions que pourra comporter l'application du présent Décret.

Art. 81. — Le Décret du 13 Octobre 1888 est abrogé.

Art. 82. — Le Gouverneur Général pourra suspendre, pour des motifs d'ordre public, le droit de recherche dans certaines régions déterminées, par Arrêtés rendus en Conseil de protectorat.

Ces arrêtés seront soumis à la ratification immédiate du Ministre des Colonies.

Fait à Paris, le 25 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

APPENDICE V

DÉCRET

du 26 janvier 1912.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 25 février 1897, réglementant le régime des mines en Annam et au Tonkin ;

Vu le décret du 31 décembre 1904, rendant applicable au Laos et au Cambodge, sous réserve de certaines modifications, le décret du 25 février 1897 ;

Vu l'avis du Comité des Travaux publics des Colonies ;

Sur le rapport du Ministre des Colonies.

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Les gîtes naturels de substances minérales sont classés relativement à leur régime légal, en mines et carrières.

Art. 2. — Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction et d'amendement pour la culture des terres et autres substances analogues, à l'exception des nitrates et sels associés ainsi que des *phosphates*.

Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol ; elles en suivent les conditions.

L'exploitation des carrières est soumise aux règles prescrites par des arrêtés du Gouverneur général en vue de maintenir la sûreté de la surface et d'assurer la sécurité du personnel occupé.

Les *tourbières* sont soumises au même régime légal que les *carrières*.

Art. 3. — Sont considérés comme mines les gîtes de toutes substances minérales qui ne sont pas classées dans les *carrières*.

Le droit d'exploiter une mine ne peut être acquis qu'en vertu d'une concession accordée soit dans les formes prévues au titre III du présent décret après institution d'un permis exclusif de recherche délivré conformément au titre II, soit à la suite d'une adjudication publique effectuée dans les conditions prévues au titre IV.

Art. 4. — La concession comprend les substances concessibles qui se trouvent à toute profondeur dans l'étendue du terrain concédé, à l'exception des *pierres et métaux précieux* qui se trouveraient dans les alluvions situées dans le lit des cours d'eau faisant partie du domaine public.

Par dérogation aux articles 1^{er}, 2 et 3, l'exploitation de ces alluvions ne peut avoir lieu qu'en vertu de permis, d'une durée maximum de *dix années*, délivrés par le Gouverneur général, après avis du chef du Service des mines, soit de gré à gré, soit à la suite d'une adjudication publique.

Par dérogation aux mêmes articles l'orpaillage est libre dans le lit des cours d'eau, sous réserve du consentement des propriétaires du sol pour les cours d'eau ne faisant pas partie du domaine public. Toutefois l'orpaillage est interdit dans les parties des cours d'eau comprises à l'intérieur des concessions de mines ou des permis d'exploitation d'alluvions sauf dispositions contraires contenues dans ces permis.

Art. 5. — Le concessionnaire ou le permissionnaire a le droit de disposer, pour le service de sa mine et des industries qui s'y rattachent des substances non concessibles dont l'abattage est inséparable des travaux que comportent la recherche et l'exploitation de la mine.

Art. 6. — En cas de contestation sur le classement légal d'une substance ou d'un gîte minéral il est statué par le Gouverneur général, après avis du chef du Service des mines.

Art. 7. — Le permis de recherche de mine constitue un droit immobilier, indivisible, *non susceptible d'hypothèque*.

La concession de mine constitue une propriété distincte de la propriété du sol, perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme tout autre propriété immobilière, sous réserve des dispositions contraires du présent décret.

Art. 8. — Tout individu ou société peut, quelle que soit sa nationalité, obtenir un ou *plusieurs* permis de recherche.

Ne peuvent être propriétaires, possesseurs ou exploitants de concessions de mine que les nationaux, sujets ou protégés français ou les sociétés constituées conformément à la loi française, dont le siège social est soit en France, soit dans les colonies françaises et dont les Administrateurs sont, pour la majorité, nationaux, sujets ou protégés français.

En cas de violation des prescriptions du paragraphe précédent, la déchéance pourra être poursuivie, dans les conditions prévues à l'article 49 ci-après.

Art. 9. — Les actes civils et judiciaires concernant les permis de recherche et concessions de mine sont transcrits ou mentionnés au bureau des hypothèques de la situation des biens selon les conditions et avec les effets juridiques prévus par les lois en vigueur pour les propriétés immobilières.

Tout transfert de droits relatifs aux permis de recherche et aux concessions doit être déclaré au chef du Service des mines. Le déclarant doit fournir tous renseignements utiles au sujet de la nature dudit transfert ainsi que de la nationalité, de la personnalité et de la situation juridique du nouveau permissionnaire ou concessionnaire ; pareille déclaration doit être faite pour toute amodiation de concession. Le permissionnaire ou concessionnaire qui a omis de déclarer le transfert ou l'amodiation demeure responsable des infractions au présent décret, sans préjudice de la responsabilité du nouveau concessionnaire ou de l'amodiataire.

Art. 10. — Toute déclaration de recherche, demande en concession ou en renonciation de concession, opposition à ces demandes, déclaration de transfert ou d'amodiation, doit indiquer le domicile élu par l'intéressé soit dans la province, soit au chef-lieu de l'Administration locale (résidence du Gouverneur ou du Résident supérieur), dans le ressort desquels sont situées les mines.

A été domicile élu, seront valablement faites aux dites personnes, les notifications administratives concernant l'application du présent décret ainsi que les significations par les tiers de tous les actes de procédure concernant les demandes en concession ou renonciation de concession et oppositions à ces demandes.

A défaut de domicile élu aux lieux dits, les notifications ou significations seront valablement faites, en ses bureaux au chef de la province qui dressera procès-verbal des notifications administratives et visera les exploits d'huissier signifiés au nom des tiers.

Art. 11. — Les sociétés formées en vue de la recherche ou de l'exploitation des mines sont tenues de remettre au chef du Service des mines un exemplaire de leurs statuts, et la liste de leurs administrateurs. Tout changement aux statuts et à la liste des administrateurs doit également être porté à la connaissance du chef du Service des mines.

Ces sociétés, ainsi que tous individus possédant collectivement des permis de recherche ou concessions doivent faire connaître le nom de leur représentant dans la colonie au chef de la province et au chef du Service des mines.

Art. 12. — Toutes les requêtes concernant l'application du présent décret adressées à l'Administration doivent être écrites en français et signées en caractères français, ou selon les usages du pays.

Art. 13. — Il est interdit aux fonctionnaires, agents et employés des Services des mines, des Travaux publics, des Douanes, des Forêts, des Services civils et de la Garde indigène de prendre un intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines de la colonie. La même interdiction s'applique, dans les territoires militaires, aux fonctionnaires, agents et employés militaires ou civils assimilés aux précédents ainsi que, dans le ressort de leur juridiction, aux fonctionnaires indigènes.

TITRE II

DES PERMIS DE RECHERCHE

Art. 14. — Le permis de recherche s'acquiert à la priorité de la déclaration faite au chef de la province. Il emporte le droit exclusif de recherche dans un périmètre limité par un carré dont les côtés ont une longueur de trois kilomètres et sont orientés suivant les directions Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

Art. 15. — Si le carré délimité par le permis empiète sur la surface d'un permis de recherche antérieurement délivré ou d'une concession de mine dérivant d'un tel permis, les droits du permissionnaire sont provisoirement réduits à la partie de ce carré qui n'empiète pas sur le terrain compris dans lesdits permis ou concessions tant que ces permis ou concessions sont encore en vigueur.

Si le carré empiète sur les territoires réservés aux adjudications publiques conformément à l'article 38 ou sur des régions interdites aux recherches par application de l'article 84, les droits du permissionnaire sont également réduits tant que la réserve ou l'interdiction subsiste.

Art. 16. — La délivrance d'un permis de recherche est subordonnée au paiement d'un *droit fixe* de 100 francs qui doit être effectué avant la déclaration de recherche dans les caisses du Trésor sous les conditions fixées par un arrêté du Gouverneur général, pris après avis du chef du Service des mines.

Par arrêté du Gouverneur général pris en Commission permanente du Conseil de gouvernement, après avis du chef du Service des mines, le droit fixe peut être augmenté pour certaines régions, sans que toutefois, sa quotité puisse dépasser 500 francs.

Art. 17. — La déclaration de recherche doit être déposée entre les mains du chef de la province ou de son représentant dans les bureaux du chef-lieu de la province.

Ne sont pas admises les déclarations envoyées par la poste.

La déclaration fait connaître :

1° Les nom, prénoms, qualité, nationalité et domicile ordinaire du requérant ou sa dénomination et son siège social s'il s'agit d'une société ;

2° Le domicile élu conformément à l'article 10 ;

3° La situation du centre du périmètre déclaré.

A la déclaration doivent être annexés :

1° Un extrait de la carte du pays destiné à indiquer l'emplacement géographique du centre du périmètre ;

2° Un plan ou croquis de la surface orientée au Nord vrai et indiquant la situation du centre du périmètre repéré par rapport à des points remarquables et invariables du sol facilement retrouvables sur le terrain.

La carte et le plan ou croquis doivent être signés par le déclarant. Pour chaque périmètre déclaré, il doit être présenté une déclaration distincte.

Art. 18. — Le chef de la province enregistre les déclarations à la date de leur dépôt, dans l'ordre de leur présentation, sur un registre spécial qui doit être communiqué à tout requérant. L'ordre de présentation fixe la priorité.

Pour chaque déclaration, le chef de la province délivre un récépissé mentionnant la date du dépôt et le numéro d'ordre d'enregistrement de la déclaration. Ce récépissé vaut permis de recherche.

Le récépissé ne peut être refusé que si la déclaration n'est pas accompagnée du certificat du versement du droit fixe de 100 francs prévu à l'article 16.

Dans tous les autres cas, il est délivré sous réserve de la régularité de la déclaration, dont les tribunaux sont seuls juges en cas de contestation.

Art. 19. — Si la déclaration porte sur une région où les droits à percevoir sont supérieurs à 100 francs par permis, le chef de la province adresse au déclarant un ordre de versement du droit complémentaire dû pour le permis ; cette somme doit être versée dans les quinze jours entre les mains du percepteur de la province ou des agents délégués par lui et la quittance du versement doit être remise au chef de la province qui en délivre récépissé.

Si la quittance n'est pas remise un mois après l'ordre de versement, la déclaration de recherche est annulée de plein droit. Il en est fait mention sur le registre des déclarations.

Art. 20. — Tout permis qui s'étend sur plusieurs provinces

n'est valable que pour la partie de sa superficie comprise dans la province où il a été déclaré et doit faire l'objet d'autant de versements qu'il y a de déclarations.

Le dégrèvement d'une partie des sommes versées peut être accordé par l'Administration si les déclarations portant sur le même périmètre sont faites dans les diverses provinces dans un délai inférieur à trois mois.

Art. 21. — Dans le délai d'un mois après la déclaration, le déclarant est tenu de marquer matériellement sur le sol le centre du carré par un signal sur lequel sont inscrits le nom du titulaire du permis de recherche, la date de la déclaration, la date à laquelle l'écrêteau a été posé.

Le signal et son inscription doivent être maintenus en bon état pendant toute la durée du permis de recherche : le permissionnaire est tenu de montrer sur le terrain la position du signal à tous les agents désignés par le chef de la province ou le chef du Service des mines.

Art. 22. — Le permis de recherche est valable pour trois ans à compter du jour de la déclaration.

Art. 23. — Le bénéficiaire d'un permis de recherche peut disposer des produits concessibles provenant de ses travaux.

Art. 24. — Le chef de la province inscrit sur un registre spécial les renonciations aux permis de recherche qui lui sont déclarées et en délivre récépissé.

Le terrain sur lequel porte le permis abandonné est libéré de tous droits résultant de ce permis, à partir du lendemain du jour de l'enregistrement de la renonciation dûment fait par le bénéficiaire du permis.

TITRE III

DES CONCESSIONS DE MINES ATTRIBUÉES APRÈS INSTITUTIONS DE PERMIS DE RECHERCHE

Art. 25. — Tout permis de recherche, tant qu'il n'est pas périmé, donne droit à l'obtention d'une concession.

L'étendue de la concession demandée ne peut être supérieure à 900 hectares, ni inférieure à 100 hectares.

Le périmètre demandé doit avoir la forme d'un rectangle dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais, le petit côté n'étant pas inférieur au quart du grand. Le périmètre doit être contenu *tout entier* dans le carré de recherche.

Art. 26. — La demande en concession doit être déposée entre les mains du Chef de la province ou de son représentant, dans les bureaux du chef-lieu de la province, avant l'expiration du délai de validité du permis de recherche en vertu duquel elle est demandée.

Ne sont *pas* admises les demandes envoyées par la poste.

Si le périmètre empiète sur plusieurs provinces, il doit faire l'objet d'autant de demandes qu'il y a de provinces.

Art. 27. — La demande en concession est soumise au paiement d'un droit *fixe* de 500 francs, dont le versement doit être effectué dans les caisses du Trésor préalablement au dépôt de la demande.

Si la concession empiète sur plusieurs provinces, il n'est fait qu'un seul versement au trésor.

Art. 28. — La demande en concession fait connaître :

1° Les nom, prénoms, qualité, nationalité et domicile ordinaire du demandeur ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination et son siège social ; le domicile élu conformément à l'article 10 ;

2° Le permis de recherche en vertu duquel la demande est faite et, s'il y a lieu les titres en vertu desquels le requérant est substitué au permissionnaire originaire ;

3° Les limites précises du périmètre sollicité.

A l'appui de sa demande, le requérant doit fournir :

1° En deux exemplaires, un plan de surface, à l'échelle du dix millième, orienté au Nord vrai et indiquant d'une manière très exacte la position du rectangle par rapport à des points fixes et remarquables de la contrée ;

2° Un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la demande en concession est inscrite sur les registres de la conservation et indiquant, au jour de cette mention, les transcriptions relatives au permis de recherche dont elle dérive.

Art. 29. — La demande est enregistrée, à la date de son dépôt,

par le Chef de la province, sur un registre spécial qui sera communiqué à tout requérant.

Un récépissé constatant l'enregistrement de sa demande est remis au demandeur : il ne peut être refusé qu'à défaut de production du certificat du versement du droit fixe de 500 fr. prévu à l'article 27 ci-dessus.

Art. 30. — Les frais d'instruction de la demande, comprenant, notamment, la vérification des plans, sont à la charge du demandeur suivant un tarif fixé par arrêté du Gouverneur général, après avis du Chef du Service des mines.

Art. 31. — Aussitôt après le dépôt de la demande, le Chef de la province transmet le dossier de la demande au Chef de l'Administration locale qui, après avoir pris l'avis du chef du Service des mines, fait procéder à l'examen de la régularité de la demande, à la vérification des plans et à leur rectification s'il y a lieu.

Si la demande en concession n'est point reconnue régulière en la forme et si, après une mise en demeure adressée au demandeur, celui-ci ne fournit pas les justifications qui lui sont demandées, s'il n'apporte pas à ses plans les rectifications nécessaires pour les rendre conformes aux prescriptions du présent titre, ou s'il ne paye pas les frais de l'instruction, le Gouverneur général, après avis du chef du Service des mines et du Chef de l'Administration locale, prononce le rejet motivé de la demande, qui est notifié au demandeur et inséré au *Journal officiel* de l'Indochine.

Art. 32. — Si la demande est reconnue en état, le Chef de l'Administration locale ordonne sa mise à l'enquête.

La demande est affichée pendant trois mois, au chef-lieu de la province, à la diligence du Chef de la province, et au chef-lieu de l'Administration locale, à la diligence du Chef de cette Administration.

Elle est en outre publiée par extraits au *Journal officiel* de l'Indochine, trois fois pendant la durée de l'enquête et à quinze jours au moins d'intervalle entre deux insertions consécutives.

Art. 33. — Les oppositions à la demande de concession qui sont de la compétence de l'autorité judiciaire doivent, à peine de nullité, remplir les deux conditions suivantes :

1° Elles doivent être portées devant les tribunaux par exploit

d'ajournement signifié au demandeur pendant la durée de l'enquête ;

2° Signification par acte extrajudiciaire dudit exploit doit être faite au Chef de la province, au plus tard dans le délai de quinze jours après la fin de l'enquête.

Art. 34. — Après la clôture de l'enquête, le dossier est retourné, avec les observations du Chef de la province, au chef de l'Administration locale, puis communiqué au chef du Service des mines pour avis et adressé au Gouverneur général, avec l'avis dudit Chef de service et les propositions du Chef de l'Administration locale.

S'il n'y a pas d'opposition et si aucune irrégularité n'apparaît dans les titres du demandeur, le Gouverneur général institue la concession. Il doit, toutefois, en retrancher les parties qui empiètent sur les territoires réservés aux adjudications ou interdits aux recherches. Il peut en retrancher les parties qui empiètent sur les concessions dont le titre est devenu définitif et qui a servi de base à la demande examinée.

S'il y a opposition portée devant l'autorité judiciaire conformément à l'article 33, le Gouverneur général surseoit à statuer jusqu'à ce que les tribunaux se soient prononcés.

Si des irrégularités sont reconnues dans les titres du demandeur et si le demandeur ne fournit pas dans le délai imparti par une mise en demeure les justifications qui lui seraient demandées, le Gouverneur général prononce le rejet motivé de la demande.

Art. 35. — La décision du Gouverneur général accordant ou rejetant la demande de concession est notifiée au demandeur et insérée au *Journal officiel* de l'Indochine.

Si la concession est accordée, l'un des deux exemplaires dûment certifié du plan joint à la demande est remis au concessionnaire. L'autre reste annexé à la décision du Gouverneur général.

L'acte de concession est inscrit sur un registre spécial de concessions de mine tenu par le Chef du Service des mines et qui est communiqué à tout requérant.

Art. 36. — Lorsque la concession est devenue définitive, soit par l'expiration du délai de recours, soit par le rejet des recours,

le permis de recherche en vertu duquel elle a été demandée est annulé de plein droit.

Si la concession empiète sur des terrains réservés aux adjudications ou interdits aux recherches, sa validité ne peut plus être contestée de ce chef.

Vis à vis des autres concessions ou des permis de recherche encore en vigueur, la validité de la concession est déterminée par l'ordre de priorité des déclarations de recherche originales.

Art. 37. — Dans le cas où la concession est instituée postérieurement à l'époque de l'expiration normale du permis de recherche, ce permis est considéré comme prorogé de plein droit pendant la durée de la procédure de l'institution.

Le demandeur peut exploiter, à titre provisoire, en payant la taxe superficielle prévue par l'article 48 ci-après.

TITRE IV

DES CONCESSIONS DE MINE ATTRIBUÉES PAR VOIE D'ADJUDICATION PUBLIQUE.

Art. 38. — Dans les régions désignées par arrêté du Gouverneur général, pris en Commission permanente du Conseil de Gouvernement, après avis du chef de Service des mines et proposition du Chef de l'Administration locale, les mines ne peuvent être acquises que par voie d'adjudication publique, sous réserve des droits antérieurement acquis par les titulaires des concessions et permis de recherche de mine.

Art. 39. — Les terrains miniers situés dans une région affectée aux adjudications publiques sont, avant toute adjudication, divisés en lots abornés et signalés à la surface.

Il est dressé un plan général du lotissement et un plan de chacun des lots. L'Administration a la faculté de choisir l'époque de l'adjudication et de donner aux lois la délimitation et l'étendue qui lui paraissent les plus convenables.

Art. 40. — Les adjudications ont lieu devant le Gouverneur général ou son délégué.

Art. 41. — Avant toute adjudication, l'Administration fait publier et afficher la désignation sommaire des lots offerts.

La publication au *Journal officiel* de la République française et du *Journal officiel* de l'Indochine, ainsi que l'affichage au Ministère des Colonies, au Gouvernement général, aux chefs-lieux de l'Administration locale et de la province dans le ressort desquels se trouve située la mine, doivent précéder de trois mois au moins l'adjudication.

Art. 42. — Pour se présenter à l'adjudication les concurrents doivent avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication et produire la quittance du versement d'un cautionnement fixé par décision du Gouverneur général.

Ce cautionnement est restitué aux soumissionnaires évincés après l'adjudication et à l'adjudicataire après paiement de la somme fixe et de la première annuité de la redevance prévues à l'article 44 ci-après.

Art. 43. — L'adjudication a lieu aux enchères publiques. Le prix comprend :

1° Une somme payée une fois pour toutes. Elle est fixée par décision du Gouverneur général, après avis du chef de Service des mines et proposition du chef de l'Administration locale ;

2° Une redevance annuelle, sur laquelle s'effectue la soumission et qui ne peut être inférieure à 6 fr. par hectare. Cette redevance reste constante au cours des années suivantes.

L'adjudication a lieu, pour chaque lot, en faveur du concurrent qui a offert la redevance la plus forte.

Art. 44. — L'adjudicataire doit, dans les trois mois de la signification qui lui a été faite, verser la somme fixe et la première annuité de la redevance offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication. Un titre de concession et un plan certifié sont délivrés à l'adjudicataire après ce versement.

L'adjudicataire ne peut exercer aucun recours contre l'Administration pour erreur de la contenance énoncée.

Toutes les sommes à verser sont réduites proportionnellement à l'erreur reconnue.

TITRE V

DROITS ET OBLIGATIONS DES CONCESSIONNAIRES ET DES PERMISSIONNAIRES.

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 45. — Aucune concession ne peut être vendue par lots ni amodiée partiellement ou partagée matériellement.

Toute vente ou amodiation partielle ou tout partage effectué contrairement aux dispositions du présent article peut donner lieu à la déchéance de la concessions qui sera poursuivie dans les conditions prévues à l'article 49 ci-après.

Art. 46. — Le concessionnaire peut renoncer totalement ou partiellement à sa concession sous les conditions suivantes :

La demande en renonciation est adressée au chef de la province ; elle doit être accompagnée d'un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'elle a été inscrite sur les registres de la conservation et faisant connaître, au jour de cette inscription, les transcriptions dont la concession de la mine a été l'objet.

En cas de renonciation partielle, la demande doit être accompagnée d'un plan sur lequel figurent le périmètre de la concession primitive et la partie qui doit en être retranchée. Le périmètre de la concession modifiée doit être rectangulaire et comprendre une étendue de 100 hectares au moins ; toutefois cette condition ne s'applique pas quand le concessionnaire demande que des terrains compris dans d'autres concessions soient retranchés de sa concession.

Les frais d'instruction de la demande sont à la charge du demandeur suivant un tarif fixé par un arrêté du Gouverneur général pris après avis du chef du Service des mines.

La demande, après avoir été régularisée, s'il y a lieu, dans les formes prévues pour la demande de concession, est soumise à une enquête de trois mois pendant laquelle elle est affichée aux chefs-lieux de la province et de l'Administration locale et publiée par extraits au *Journal officiel* de l'Indochine, ainsi qu'il est dit à l'article 32.

Au cours de cette enquête, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales doivent être inscrits. Les oppositions sont faites dans les conditions prévues à l'article 33.

En cas d'opposition, l'Administration surseoit à statuer jusqu'après la décision des tribunaux.

Dans le cas où il n'y a pas d'opposition, la demande est accueillie si le demandeur établit ses titres de concessionnaire et produit un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'y avait, à la date de la fin de l'enquête, aucun privilège ni hypothèque inscrits sur la concession ou que les créanciers inscrits ont donné mainlevée de leur hypothèque.

La décision du Gouverneur général est notifiée au demandeur et publiée au *Journal officiel* de l'Indochine. Si la demande en renonciation est accueillie, le Gouverneur général peut annuler la partie abandonnée de la concession, sauf recours contre sa décision par les tiers dont les droits auraient été méconnus.

Après l'expiration du délai de recours, ou en cas de rejet des recours, le terrain minier abandonné est libéré de tous droits qui résultaient de la concession.

Le Gouverneur général, au lieu d'annuler immédiatement la concession, peut décider qu'elle fera l'objet d'une adjudication publique. Cette adjudication a lieu à l'époque fixée par l'Administration, après publication faite dans des formes fixées par un arrêté du Gouverneur général pris en Commission permanente du Conseil de Gouvernement, après avis du chef du Service des mines. A défaut de soumission, la concession est annulée.

Art. 47. — Le bornage d'une concession peut être demandé par le concessionnaire ou prescrit par le Chef de l'Administration locale.

L'opération est faite ou vérifiée, aux frais du concessionnaire, par le chef du Service des mines ou son délégué.

Le concessionnaire doit entretenir constamment en bon état les bornes mentionnées au procès-verbal de bornage, ainsi que celles dont la plantation aura été prescrite lors de l'institution de la concession.

SECTION II. — *De la redevance superficière.*

Art. 48. — Tout concessionnaire est tenu de verser annuellement une redevance superficière. La première redevance est établie pour l'année qui suit celle de l'institution de la concession et fixée à 2 francs par hectare de la superficie définie par l'acte de concession. Elle est doublée à partir du 1^{er} janvier de la 5^e année jusqu'au 1^{er} janvier de la 10^e; elle est triplée à partir du 1^{er} janvier de la 10^e année et demeure ensuite invariable.

Lorsque la situation du marché l'exige, le Gouverneur général peut accorder des réductions sur ces redevances par un arrêté spécial valable pour une année seulement et qui peut être renouvelé. La réduction est applicable à toutes les mines d'une même substance désignée par l'arrêté spécial.

Pour les mines acquises par voie d'adjudication, la redevance annuelle par hectare est fixée par l'adjudication.

Les redevances superficières sont payées par avance et par semestre au bureau des domaines dans le ressort duquel se trouve située la mine.

Art. 49. — La déchéance est encourue par tout concessionnaire qui n'acquitte pas la redevance superficière.

Après deux avertissements sans résultats, notifiés administrativement au concessionnaire connu, et quinze jours au plus tôt après le second avertissement, le Gouverneur général prend un arrêté de déchéance qui est notifié audit concessionnaire et publié au *Journal officiel* de l'Indochine.

A l'expiration du délai de recours, il est procédé à l'adjudication publique de la concession qui a eu lieu après publication faite dans des formes fixées par un arrêté du Gouverneur général pris en Commission permanente du Conseil de Gouvernement après avis du chef du Service des mines. Jusqu'au jour de l'adjudication, le concessionnaire peut arrêter les effets de la déchéance en payant les taxes arriérées et tous les frais exposés par l'Administration pour suivre la déchéance.

L'adjudication a lieu par la voie administrative en faveur de celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus avantageuse. Le concessionnaire déchu ne peut prendre part à l'adjudication. Le prix, défalcation faite des frais d'adjudication avancés par l'Ad-

ministration et des redevances arriérées, est remis au concessionnaire déchu, ou consigné pour être distribué judiciairement aux ayants-droit.

Le nouveau concessionnaire est tenu, vis-à-vis de l'Administration, au paiement de la redevance superficielle annuelle déterminée, s'il s'agit d'une concession de mine attribuée après institution de permis de recherche, d'après l'époque initiale de l'institution de la concession et, s'il s'agit d'une concession attribuée par voie d'adjudication, d'après les conditions consenties par l'adjudication.

S'il ne se présente aucun soumissionnaire, le Gouverneur général prend une décision qui annule la concession et qui est insérée au *Journal officiel* de l'Indo-Chine. Le périmètre de la concession annulée est libéré de tous droits résultant de la concession.

SECTION III. — *Des relations des concessionnaires de mines avec les propriétaires du sol*

Art. 50. — Le concessionnaire d'une mine ne peut, sans le consentement formel du propriétaire de la surface, occuper des terrains dans les enclos murés, cours et jardins, nonobstant les autorisations délivrées en vertu des articles 53, 54 et 56 ci-après.

Les puits et galeries ne peuvent être ouverts à une distance inférieure à 50 mètres des maisons d'habitation et des terrains compris dans les clôtures murées y attenant sans le consentement des propriétaires de ces habitations.

Art. 51. — Les concessionnaires de mine sont tenus d'observer les lois et coutumes concernant le respect des tombeaux.

Art. 52. — Sur les terres libres du domaine, à l'intérieur de sa concession, le concessionnaire peut occuper gratuitement, après autorisation du Chef de la province, les terrains nécessaires aux recherches, à l'exploitation de la mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement des rigoles, canaux et de toutes voies de communication, ainsi qu'à la plantation des bornes nécessaires pour la délimitation des concessions.

Si le Chef de la province n'accorde pas l'autorisation demandée, il est statué par le Chef de l'Administration locale, après avis du Chef du service des mines.

Art. 53. — Si les terrains nécessaires au concessionnaires par les motifs énoncés ci-dessus sont des terrains domaniaux loués ou concédés, ou s'ils appartiennent à des particuliers, le concessionnaire peut les occuper avec l'autorisation du Chef de la province, sur l'avis du Chef du service des mines, les intéressés entendus.

L'occupation ne peut avoir lieu qu'après la fixation de l'indemnité annuelle d'occupation ou, en cas d'urgence, après la constatation de l'état des lieux ordonnés par le tribunal.

L'indemnité est réglée au double du revenu net du terrain occupé. Elle est payable, par avance, au commencement de chaque année d'occupation.

Lorsque l'occupation dure plus d'une année ou lorsque le terrain n'est plus propre, après les travaux, à l'usage auquel il était employé auparavant, le propriétaire du sol peut obliger le concessionnaire à acquérir ses terrains au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation.

Art. 54. — En aucun cas, l'autorisation d'occupation de terrains accordée par le Chef de la province ne peut avoir pour effet de permettre au concessionnaire de la mine de rechercher ou d'exploiter les alluvions situées en terrains cultivés, nonobstant le refus des propriétaires du sol. Le droit d'occupation de ces terrains en vue des dites recherches ou exploitation ne peut résulter que d'une autorisation expresse donnée s'il y a lieu, par le Chef de l'Administration locale, après avis du Chef du Service des mines.

Art. 55. — Le concessionnaire est tenu de réparer tous dommages que ses travaux peuvent occasionner à la propriété superficielle. Il ne doit, dans ce cas, qu'une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice causé. A défaut d'entente amiable, l'indemnité est fixée par les tribunaux après expertise.

Art. 56. — En dehors du périmètre de sa concession, le concessionnaire peut, avec l'autorisation du Chef de l'Administration locale, donnée après avis du Chef du service des mines, les intéressés entendus, exécuter toutes voies de communication autres

que les voies ferrées, ainsi que les ouvrages de secours, tels que puits et galeries pour l'aérage, l'épuisement et l'extraction.

Les indemnités dues pour l'occupation des terrains nécessaires à l'exécution de ces ouvrages seront réglées par les tribunaux comme il est dit à l'article 53 ci-dessus.

Art. 57. — Tout concessionnaire peut, sur l'autorisation du Chef de la province, se servir des sentiers et chemins de charroi établis par un concessionnaire voisin, à charge par lui de payer aux ayants-droit une indemnité annuelle. A défaut d'entente amiable, cette indemnité est fixée après expertise par les tribunaux.

Art. 58. — En dehors du périmètre de sa concession, le concessionnaire, à défaut de consentement de tous les intéressés, ne peut établir de voie ferrée reliant sa mine aux voies publiques du voisinage, qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique prononcée par le Gouverneur général après avis des services des Travaux publics et des mines et proposition du Chef de l'Administration locale.

Les voies ferrées sont concédées par le Gouverneur général, dans les conditions fixées par le cahier des charges joint à la déclaration d'utilité publique. Le cahier des charges détermine, s'il y a lieu, les conditions d'affectation de la voie ferrée à l'usage public.

Art. 59. — Dans le cas où il est reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but soit de mettre en communication les mines de deux concessions voisines pour l'aérage ou pour l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'assèchement ou de secours destinées au service des mines de concessions voisines, les concessionnaires ne peuvent s'opposer à l'exécution des travaux et sont tenus d'y participer chacun dans la proportion de son intérêt.

Ces ouvrages sont ordonnés par le Gouverneur général après l'avis du Chef du service des mines et proposition du Chef de l'Administration locale, les concessionnaires entendus.

Art. 60. — Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine voisine ou superposée, à raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, le concessionnaire en doit la réparation.

Lorsque ces mêmes travaux ont, au contraire, pour effet d'évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, par machine ou par galerie, il y a lieu à une indemnité payée à leur auteur par le concessionnaire de la seconde mine, à raison du profit qu'il en retire et du surcroît de dépenses correspondant à ce profit. Cette indemnité est réglée par les tribunaux après expertise.

Art. 61. — Le Chef de l'Administration locale, après avis du Chef du service des mines, peut prescrire au concessionnaire après qu'il a été entendu, de laisser sur tout ou partie du périmètre de sa concession un investison de largeur suffisante pour éviter que les travaux ne puissent être mis en communication avec ceux d'une concession voisine instituée. L'établissement de cet investison, s'il est jugé nécessaire, ne peut donner lieu à aucune indemnité de la part d'un concessionnaire en faveur de l'autre.

4^e SECTION. — *Surveillance de l'exploitation.*

Art. 62. — Tout accident grave survenu dans une mine ou ses dépendances est porté à la connaissance de l'Administration dans le plus bref délai possible, suivant les formes qui sont arrêtées par le Gouverneur général.

Tout concessionnaire est tenu d'avoir en quantités suffisantes sur les lieux de son exploitation les médicaments et moyens de secours indispensables à ses ouvriers.

Art. 63. — Les travaux de mines doivent être conduits selon les règles de l'art. Leur direction technique est assurée par un chef de service unique dont le nom est porté par l'exploitant à la connaissance du Chef de la province et du Chef du service des mines.

Les concessionnaires doivent se soumettre aux mesures qui peuvent être ordonnées par le Chef de la province, sur le rapport du Chef du service des mines, en vue de faire disparaître les causes de danger que leurs travaux font courir à la sûreté publique, à la sécurité et à l'hygiène des ouvriers mineurs, à la conservation des sources, des voies publiques et des propriétés de la surface.

En cas d'urgence, les mesures sont prescrites par le Chef du service des mines ou le Chef de province.

Dans chaque pays de l'Indochine, le Chef de l'Administration locale édicte, après avis du Chef du Service des mines, les règlements destinés à assurer la sécurité du personnel occupé dans les mines.

Art. 64. — Aucune indemnité n'est due au concessionnaire pour tout préjudice résultant de l'application des mesures ordonnées par l'Administration en conformité des lois et règlements sur les mines.

Art. 65. — Sur chaque concession, il doit être tenu à jour, suivant modèle déterminé par arrêté du Gouverneur général :

1° Un plan des travaux et, s'il y a lieu, un plan de surface superposable au plan des travaux ;

2° Un registre d'avancement des travaux dans lequel sont mentionnés tous les faits importants de l'exploitation ;

3° Un registre du contrôle journalier des ouvriers occupés dans les travaux ;

4° Un registre d'extraction, de vente et d'expédition.

Le Chef de la province, les agents du Service des mines et tous autres agents de l'Administration à ce autorisés par le Chef de la province peuvent se faire représenter ces plans et registre à chacune de leurs visites.

Le concessionnaire remet chaque année au Chef du Service des mines la copie du plan des travaux faits l'année précédente et tous les renseignements statistiques relatifs à la nature et aux qualités des produits extraits et au personnel occupé par la mine.

Le concessionnaire est tenu de fournir au Chef de la province, aux agents du Service des mines et de tous autres agents de l'Administration à ce autorisés par le Chef de la province, les moyens de parcourir tous les travaux qui restent accessibles.

Art. 66. — Si la concessionnaire néglige de tenir à jour le plan réglementaire ou n'exécute pas, dans les délais impartis, les travaux prescrits par l'Administration, celle-ci pourra lever le plan ou exécuter les travaux d'office aux frais de l'intéressé.

Art. 67. — Faute par le concessionnaire d'assurer, dans le délai qui lui aura été assigné, l'unité de direction technique des travaux, la suspension de tout ou partie des travaux peut être

prononcée par un arrêté du Gouverneur général, après avis du Chef du Service des mines et proposition du Chef de l'Administration locale.

Art. 68. — Tout travail de recherche et d'exploitation entrepris en contravention du présent décret et des règlements ou actes administratifs rendus pour son application peut être interdit par mesure administrative, sans préjudice de l'application des peines prévues au titre suivant.

Art 69. — Les frais occasionnés par la vérification du bornage (art. 47) et par la vérification du plan des concessions ou l'exécution des travaux (art. 66) sont recouvrés par le Service des domaines sur un rôle rendu exécutoire par le Chef de l'Administration locale.

SECTION V. — *Droits et obligations des permissionnaires.*

Art. 70. — Les dispositions des sections 3^e et 4^e du présent titre sont applicables aux titulaires de permis de recherche de mines. Toutefois, la tenue des registres et plans prévus à l'article 65 n'est exigée qu'après mise en demeure adressée au permissionnaire par le Chef du Service des mines.

TITRE VI

JURIDICTIONS ET PÉNALITÉS

Art. 71. — Tous recours et contestations auxquels donnent lieu les actes administratifs rendus en exécution du présent décret sont de la compétence du Conseil du Contentieux administratif qui statue après avoir appelé le Gouverneur général à présenter ses observations.

Le Gouverneur général et les parties en cause peuvent faire appel des décisions du Conseil du Contentieux devant le Conseil d'Etat.

Le recours pour excès de pouvoir porté devant le Conseil de Contentieux doit être formé, à peine d'irrecevabilité, dans le délai de trois mois à dater de la publication ou de la notification de l'acte administratif.

Art. 72. — Dans tous les cas ou des contestations concernant des empiètements de périmètre de permis de recherche ou de concession de mine sont portées devant les tribunaux les rapports et avis du Service des mines peuvent tenir lieu de rapports d'experts.

Art. 73. — Les infractions aux prescriptions du présent décret et des arrêtés ou décisions rendus pour son exécution sont constatées par les officiers de police judiciaire, les agents du service des mines et tous autres agents commissionnés à cet effet par le Gouverneur général. Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve du contraire : ils doivent être enregistrés en débet dans les trente jours de leur date, à peine de nullité.

Art. 74. — Est puni d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque détruit, déplace ou modifie d'une façon illicite des signaux centres de permis de recherche ou des bornes de concessions.

Art. 75. — Est puni d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livre d'une façon illicite à la recherche ou à l'exploitation des substances minérales.

Art. 76. — Sont punis d'une amende de 16 à 100 francs :

1° Tout titulaire de permis de recherche qui contrevient à l'obligation de montrer sur le terrain le signal centre de son permis aux agents dûment désignés, ou qui n'entretient pas ce signal en bon état ;

2° Tout concessionnaire de mine qui n'entretient pas en bon état les bornes de sa concession ;

3° Tout explorateur ou concessionnaire de mine qui n'observe point les prescriptions de l'article 51 ;

4° Quiconque a contrevenu aux règlements ou décisions rendus en application du présent décret ;

5° Tout exploitant ou explorateur qui ne tient pas ses registres et plans d'une façon régulière, ou qui refuse de les produire aux agents qualifiés par l'Administration, ou n'envoie pas les copies de plans et renseignements prescrits, ou ne fournit pas les moyens de parcourir les travaux accessibles de ses mines.

Art. 77. — Tout individu qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par les articles ci-dessus dans un délai de douze mois à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement ou du paiement de l'amende ou de la prescription de ces deux peines, aura commis à nouveau la même infraction, sera condamné au maximum des peines d'emprisonnement et d'amende et ces peines pourront être portées jusqu'au double.

Art. 78. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui sont prononcées en exécution du présent décret.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 79. — Toutes les concessions de mine, instituées sous le régime des décrets du 16 octobre 1888, 25 février 1897 et 31 décembre 1904 seront soumises de plein droit aux dispositions du présent décret. Elles comprendront, sous réserve des droits des tiers, toutes les substances minérales classées désormais comme mines.

Toutefois, les concessions de mines de combustibles instituées sous le régime des décrets précités continueront à ne comprendre que les mines dites de 1^{re} catégorie dans le décret du 25 février 1897 (1) et seront soumises aux anciennes redevances superficielles.

Les concessions de mine constituées par des contrats particuliers ne sont pas soumises aux prescriptions du présent décret, pour ce qui a trait à leur superficie, leur vente, leur renoncia-

(1) Décret du 25 février 1897.

Art. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories :

1° Les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que, pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ;

2° Les filons ou couches de toutes autres substances minérales ;

3° Les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes ou autres substances métalliques précieuses.

En cas de contestation sur la classification légale d'une substance minérale, il est statué par le Gouverneur général.

tion, et les redevances à payer au Trésor. Toutes les autres dispositions du présent décret leur sont applicables. Les propriétaires de ces mines ont la faculté de rentrer dans le régime du présent décret par une déclaration au Gouverneur général dont extrait sera publié au *Journal officiel* de l'Indochine. A dater du jour de cette insertion, la mine sera placée sous le régime nouveau. Si elle a été concédée comme mine de combustible, elle continuera à ne comprendre que les mines dites de première catégorie dans le décret du 25 février 1897 et sera soumise, comme telle, aux anciennes redevances superficielles.

Art. 80. — Les concessions de mines instituées antérieurement ou postérieurement au présent décret ne porteront pas atteinte aux droits acquis par les particuliers sur les substances minérales classées comme carrières par le décret du 25 février 1897 et qui sont classées comme mines par le présent décret, à la condition que ces droits soient notifiés au Chef du Service des mines dans le délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent décret par une déclaration spéciale qui sera insérée au *Journal officiel* de l'Indochine.

Art. 81. — Les droits régulièrement acquis sur les périmètres réservés de recherche déclarés sous l'empire des décrets du 25 février 1897 et du 31 décembre 1904 seront maintenus dans les formes et sous les conditions anciennes. Les demandes de concession auxquelles ils pourront donner lieu seront soumises aux conditions suivantes :

Celles qui auront été déjà présentées au moment de la mise en vigueur du présent décret seront instruites dans les formes et sous les conditions prescrites par le décret du 25 février 1897. Les concessions résultant de ces demandes seront soumises aux dispositions indiquées ci-dessus pour les concessions instituées sous le régime du décret du 25 février 1897.

Les demandes de concession résultant de ces demandes dérivant d'anciens périmètres réservés de recherches et qui seront présentées postérieurement à la mise en vigueur du présent décret devront satisfaire aux conditions prescrites par l'article 24 du décret du 25 février 1897 pour la forme, la superficie et la situation du rectangle, mais elles devront, pour tout le reste, être formulées, présentées et instruites dans les conditions prescrites par

le présent décret et donneront lieu à des concessions soumises à toutes les dispositions du décret.

Art. 82. — Les inscriptions et transcriptions seront faites pour les mines situées au Laos à la conservation des hypothèques de Phnom-penh jusqu'au moment où une conservation des hypothèques aura été créée au Laos.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 83. — Le Gouverneur général rend, après avis du chef du Service des mines, tous les arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Art. 84. — Le Gouverneur général peut suspendre, pour des motifs d'ordre public, dans certaines régions déterminées, la faculté d'acquérir, à la priorité de la déclaration, des droits exclusifs de recherches.

Ces arrêtés sont immédiatement transmis au Ministre des Colonies et doivent, pour continuer à porter effet, être l'objet d'une ratification par le Ministre insérée au *Journal officiel* de l'Indochine dans le délai de six mois après l'arrêté.

Art. 85. — Les décrets des 25 février 1897 et 31 décembre 1901 sont abrogés.

Toutefois la taxe *ad valorem* prévue par l'article 55 du décret du 25 février 1897 (1) est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué par un décret spécial.

(1) Décret du 25 février 1897.

Art. 55. — Il est perçu par tonne de substances extraites des recherches ou des exploitations, et non consommées dans la colonie, un droit *ad valorem* de 1 % pour les combustibles et minerais de fer, et de 2 % pour toutes les autres substances.

Ce droit est perçu sur le produit ou métal brut provenant du traitement de la substance extraite, toutes les fois que celle-ci n'est exportée que transformée en produit ou métal brut.

Ce droit sera recouvré dans les conditions fixées par un arrêté du Gouverneur général (voir en appendice les arrêtés du Gouverneur général des 6 août 1903 et 14 juin 1904).

Art. 86. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de l'Indochine.

Fait à Paris, le 26 janvier 1912.

A. FALLIÈRE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

BIBLIOGRAPHIE

- Aguillon, *Législation des mines françaises et étrangères*, Paris, A. Colin, 1891.
- L. Belugou, Président du Conseil d'Administration des Etains et Wolfram du Tonkin, *Notes et Rapports manuscrits*, 1911, 1912.
- Berthélemy, *Traité de Droit administratif*, Paris, 8^e éd., 1920.
- H. Brenier, *Les ressources de l'Indochine et leur mise en valeur après la guerre*, Paris, 1916, Ph. Renouard, édit.
- Excursions et Reconnaissances.*
- Edmond Fuchs, Ingénieur en chef des Mines, Professeur à l'Ecole des Mines de Paris, *Mémoire sur l'exploration des gîtes de combustibles, et quelques-unes des mines métallifères de l'Indochine*, Paris, Dunod, 1882.
- Jèze, *Principes généraux du Droit administratif*.
- Lamé-Fleury, *Rapport au Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de la Commission des Mines de l'Annam et du Tonkin*, 5 déc. 1884.
- Honoré Paulin, *Le régime minier des Colonies françaises*, Paris, Larose, 1920.
- Porion (pseudonyme masquant la personnalité d'un ancien fonctionnaire du Service des Mines de l'Indochine). *Bulletin financier de l'Indo-Chine*, 1912.
- Marcel Pierron, Ingénieur des Mines, de la Société Minière de l'Indochine, *Notes manuscrites* (1920).
- Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1915.
- Regnault d'Epercy, *Rapport à la Constituante* (1791), in *Archives Parlementaires*, t. XXIV.
- René de Trécy (*Rev. des Deux Mondes*, 1889, t. XCVI).
- Rapports au Conseil Supérieur et au Conseil du Gouvernement*, premières années à 1920.
- Statistiques du Port de Haïphong*, publiées par la Chambre de Commerce, 1911 à 1920.
- P. de Valroger, *Etude sur la législation des mines dans les Colonies françaises*, Paris, L. Larose, 1899.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — La Réglementation minière depuis la conquête.	13
CHAPITRE II. — La Réglementation minière en droit comparé .	55
CONCLUSION	69
APPENDICE I. — Rapport du service des Mines (1920). . . .	79
— II. — Rapport Lamé-Fleury.	96
— III. — Décret du 13 octobre 1888	130
— IV. — Décret du 25 février 1897	148
— V. — Décret du 26 janvier 1912	167
BIBLIOGRAPHIE.	193

